

L'agglomération mulhousienne dans le Sud Alsace

10 ans d'évolutions économiques



Nous tenons à remercier pour leur accueil et leur disponibilité :

Monsieur Bruno Ameline, Président Directeur Général du groupe NSC

Monsieur Alain Bohrer, Président du CETIM Grand Est

Monsieur Eric Daliguet, délégué général de l'UIMM Alsace

Monsieur Frédéric Marquet, manager du commerce de la ville de Mulhouse

Monsieur Patrick Rein, associé à KMØ

Monsieur Olivier Rougnon-Glasson, directeur général du CETIM Grand Est

Madame Martine Zussy, présidente de la SAS MOTOCCO

Messieurs Dominique Huard, François Strassel et Julien Fraysse, Madame Anaïs Bellicam du service économique de m2A pour leur relecture attentive.



Sommaire

Résumé	03		
Première partie : éléments de bilan			
Introduction	06	L'intensité technologique de l'industrie	29
L'évolution de l'emploi	07	Dans m2A	29
Dans m2A et en France	07	Dans le Sud Alsace : des industries très intenses en technologie	29
Le Sud Alsace s'en sort un peu mieux	07	Forte baisse des activités de basse intensité en technologie	30
Répartition des emplois par secteurs	07	L'intensité en connaissances des services	31
Carte des pôles d'emploi de m2A	08	Dans m2A	31
Carte des pôles d'emploi du Sud Alsace	08	Les évolutions dans m2A et en France	31
L'évolution des emplois industriels	09	Les problématiques d'emploi liées aux activités	33
Dans m2A et en France	09	La qualité de l'emploi en question	33
L'évolution des différentes branches	09	Un manque dans les services qualifiés	33
Une structure encore déséquilibrée	09	Conclusion	36
L'évolution de l'emploi industriel dans le Sud Alsace	10		
Carte des pôles d'emploi industriel de m2A	11	Troisième partie : à la reconquête	
Carte des pôles d'emploi industriel du Sud Alsace	11	Introduction	37
L'évolution des emplois commerciaux	12	Les activités numériques et leurs évolutions	39
Les évolutions du commerce dans m2A, le Sud Alsace et en France	12	Les enjeux : l'avenir de l'industrie	39
L'évolution des différents types de commerces dans m2A	12	Un secteur très particulier	39
La structure des activités commerciales dans m2A	13	Des activités insuffisamment développées	39
Carte des pôles d'emploi commercial de m2A	14	Des raisons d'espérer	39
Carte des pôles d'emploi commercial du Sud Alsace	14	Km0 et la Fonderie : le pôle industrie et numérique	41
L'évolution des emplois de la construction	15	KM0 : un écosystème dédié à la transformation numérique de l'industrie	41
Dans m2A et le Sud Alsace	15	Une gestion et une animation privée	43
Carte des pôles d'emploi de la construction de m2A	16	La Fonderie : cité industrie et numérique	43
Carte des pôles d'emploi de la construction du Sud Alsace	16	La Maison de l'Industrie	43
L'évolution des emplois de services	17	Le Technocentre	43
Les services orientés vers les personnes	17	Les activités créatives	46
Les services orientés vers les entreprises	17	Quels enjeux pour les territoires ?	46
Les services collectifs	17	Dans le Sud Alsace et m2A	46
L'intérim	18	Dans m2A et en France	46
Les évolutions des effectifs tertiaires dans le Sud Alsace	19	L'évolution des effectifs des activités créatives	47
Carte des pôles d'emploi tertiaire de m2A	20	Cartes des pôles d'emploi créatifs de m2A	48
Carte des pôles d'emploi tertiaire du Sud Alsace	20	Carte des pôles d'emplois créatifs du Sud Alsace	48
Conclusion	21	DMC : site privilégié pour la créativité	49
Deuxième partie : éléments d'analyse		Motoco : nouvel esprit pour nouveaux projets	49
La spécialisation de l'économie locale	24	Au-delà du bâtiment 75, un quartier prend forme	50
m2A : une économie très spécialisée	24	Les transitions agricole, énergétique et écologique	52
Le Sud Alsace est un peu plus diversifié	25	Les enjeux	52
Une illustration de la spécialisation de l'économie locale	26	L'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial	52
L'analyse structurelle-résiduelle	27	Les mesures post Fessenheim	52
Des effets locaux négatifs	27	Une revue de projets	53
Des pertes d'emplois plus importantes qu'attendues	27	Conclusion	55
Quelques éléments d'explication	27		



Résumé

Depuis 2012, le choix a été fait de ne plus suivre annuellement l'évolution des différentes activités pour la publication économique annuelle. Une évolution annuelle, de faible ampleur dans la majeure partie des cas, des établissements ou des emplois, n'a jamais beaucoup de sens. Les analyses ont, à compter de cette date, davantage porté sur des secteurs précis (la logistique, le commerce, les services, le numérique) ou sur des problématiques spécifiques comme l'attractivité du territoire.

Les données étant disponibles, il a semblé pertinent de faire **un bilan des années écoulées**. L'ACOSS fournit ainsi les évolutions des établissements et des emplois, à la commune et dans une nomenclature détaillée, depuis 2007. Il est donc possible de voir comment les différentes branches et les différents territoires ont traversé la crise, comment s'y exprime ou non **la reprise constatée depuis 2015**. Les données détaillées concernent la **région mulhousienne**, mais, pour chaque activité étudiée, des données générales sont présentées au niveau du **Sud Alsace** et, bien sûr, mises au regard des évolutions nationales.

Des évolutions de l'emploi peu favorables

11 ans d'évolution des activités et des emplois qui font l'objet de **la première partie de ce document** où l'on voit notamment qu'à la fin 2017, **l'agglomération mulhousienne n'a pas réussi à retrouver son niveau d'emploi salarié d'avant crise**. Le territoire est notamment plombé par les destructions d'emploi dans l'industrie automobile, qui continue de représenter presque la moitié des effectifs industriels de la région mulhousienne. Mais les autres branches d'activités industrielles n'ont pas toutes et loin s'en faut, une dynamique forte. Même quand elles résistent mieux qu'en France, elles perdent sur cette période 2007-2017 de l'emploi, à l'exception notable de la chimie. **Au total, on enregistre une perte nette de 6 278 emplois industriels dans m2A.**

Concernant **le secteur du commerce, m2A affiche un recul de 5%** entre 2007 et 2017, malgré une légère reprise depuis 2014.

Un rééquilibrage entre l'agglomération mulhousienne et le reste du Sud Alsace est en cours. Les effectifs de la grande distribution et des commerces d'équipement de la personne (habillement...) notamment baissent dans m2A et augmentent dans le reste du Sud Alsace. **Seul, dans m2A, le commerce alimentaire se montre dynamique** au plan de l'emploi salarié, ce qui signe peut-être des changements de comportements de fond de la part des consommateurs.

Dans le secteur de la construction, une même tendance à la baisse des effectifs salariés est relevée, avec à peu près 500 emplois de perdus dans m2A et autant dans le reste du Sud Alsace.

Dans le secteur des services, les évolutions sont plus favorables. C'est un ensemble hétérogène qui demande à être décomposé en sous-ensembles plus homogènes.

A savoir

Les communes ou groupements membres adhérents de l'AURM peuvent recevoir sur simple demande les données détaillées concernant leur territoire.

Contact : didier.taverne@aurm.org

Les services principalement orientés vers les entreprises connaissent une baisse de leurs effectifs. C'est particulièrement le cas des activités scientifiques et techniques (dont ingénierie), des services d'information (dont informatique), ce qui est préoccupant.

Les services orientés vers les personnes, comme les services collectifs, sont quant à eux orientés à la hausse de leurs effectifs, mais cette croissance est plus faible que celle constatée en France pour les services à la personne.

Par contre, **le pourcentage de croissance des intérimaires explose** avec plus de 6 500 intérimaires dans m2A en 2017, bien au-delà de la croissance française de cette activité, ce qui s'explique en grande partie par la présence (et les pratiques) de PSA.

Ces premiers éléments de bilan montrent sans conteste que les variations de l'emploi ne sont pas favorables dans m2A, un peu plus dans le Sud Alsace. Néanmoins, une reprise de l'emploi est constatée, depuis 2015, avec des volumes croissants dans le commerce, la construction et les services.

Des effets locaux prégnants

La deuxième partie de l'étude entend apporter quelques éléments d'explication.

Il en ressort que **l'économie de m2A est très concentrée dans quelques secteurs** (comme l'intérim, les activités de soutien aux entreprises) qui sont très volatiles ou bien l'automobile où, structurellement, les effectifs sont orientés à la baisse. Le pendant de cette spécialisation est la sous-représentation d'activités «stratégiques» comme l'ingénierie, l'informatique...

En considérant le Sud Alsace, la spécialisation est un peu moins forte, mais elle reste notable et les activités «stratégiques» restent sous-représentées.

La spécialisation de l'économie locale prend aussi la forme d'une industrie assez fortement intensive en technologie, et a fortiori si l'on considère le Sud Alsace. Aux activités de moyenne-haute intensité de m2A (chimie, automobile...) la zone de Saint Louis apporte des activités fortement intensives en technologie : pharmacie, aéronautique, instrumentation...

Concernant les activités de services, l'étude de leur intensité en connaissance confirme que **les services de haute**



technologie (R&D, informatique) et les services financiers sont insuffisamment représentés localement.

Les services marchands et les autres services à forte intensité en connaissance sont bien représentés notamment en raison de ce qu'elles incluent l'intérim pour les premiers et les activités médicales et sociales pour les seconds.

L'analyse au niveau du Sud Alsace ne change pas fondamentalement la donne, les services technologiques et les services financiers font encore plus défaut car ces activités ont tendance à se concentrer dans les milieux les plus urbains. Et les évolutions des effectifs dans ces activités sont plutôt négatives alors qu'au plan national, ils croissent assez fortement.

Toute la question est de savoir comment, pour une agglomération de taille «moyenne», attirer et retenir des activités «métropolitaines». C'est un enjeu de taille puisque disposer d'une ingénierie locale est un facteur d'attractivité et d'innovation pour les entreprises industrielles.

Certes, m2A a une part d'emploi dans les fonctions métropolitaines plus forte que le Sud Alsace, mais elle est inférieure à la part de ces emplois en France. **L'agglomération est en quelque sorte en situation intermédiaire**, grande ville certes, mais non métropole.

Pour clore cette 2^{ème} partie, une analyse structurelle-résiduelle a été réalisée. Elle vise à déterminer en quoi les évolutions constatées sont imputables à la structure des activités ou à des effets locaux, qui peuvent revêtir différents aspects.

Sans surprise (c'est très souvent le cas), les effets locaux sont nettement plus importants que les effets structurels. Les pertes d'emploi constatées ne sont donc qu'en petite partie imputables à des évolutions sectorielles communes à l'ensemble du territoire national.

Cela se traduit par des pertes d'emploi nettement plus fortes que ce qui aurait pu être attendu. C'est notamment le cas dans l'automobile, le commerce de gros, les activités scientifiques et techniques.

A contrario, l'intérim et la chimie ont gagné nettement plus de postes que ce qui pouvait être espéré.

Dans un bon nombre de cas, ces effets locaux sont assez facilement explicables : passage au monoflux chez PSA, investissement massif sur la plateforme de Chalampé... Mais il est probable que **les «conditions cadres» peuvent également être mises en causes** pour expliquer les contre-performances de l'économie locale.

Une nouvelle donne : 3 projets structurants

C'est pourquoi **la troisième partie de ce travail** s'attache à présenter 3 projets susceptibles de changer la donne au niveau local.

Le premier projet consiste à la réalisation d'**une cité de l'industrie et du numérique dans le quartier Fonderie**. La première concrétisation en est l'ouverture en janvier 2019 du KMØ voué au développement de solutions numériques

en réponse aux besoins des industriels locaux. Devraient suivre l'ouverture de la Maison de l'Industrie de l'UIMM qui renouvellera les pratiques de formation autour d'une usine école et le Technocentre porté par le CETIM Grand Est.

Ce projet de cité du numérique et de l'industrie est stratégique pour m2A.

- Au travers de l'offre de formation et d'accompagnement des start up, cette cité est un outil majeur pour renforcer les services de haute technologie qui font défaut dans l'agglomération et le Sud Alsace.

- Les solutions technologiques et numériques qui vont y être développées faciliteront la transition des industries locales vers l'industrie du futur.

- Un pôle de compétences important en matière de développement industriel participe de l'attractivité du territoire pour de nouvelles activités industrielles.

Le deuxième projet est consacré aux **activités créatives et culturelles** et trouve son «lieu totem» dans le quartier DMC. D'ores et déjà, le «bâtiment 75» accueille MOTOCO qui héberge de nombreux artistes en résidence et organise de nombreux événements culturels. Bientôt, le plus haut mur d'escalade de France devrait être installé. Un bâtiment devrait voir une importante société informatique s'installer...

La réussite de ce projet répond également à **des enjeux forts** :

- Réurbaniser un site de 70 hectares permettra de créer une nouvelle polarité au sein de la ville, susceptible de devenir «une destination».

- Développer les capacités d'animation de la ville et au-delà grâce aux événements qui peuvent s'y dérouler, ce qui peut jouer sur l'image de la ville.

- Et, partant, participer à l'amélioration du cadre de vie et donc de l'attractivité du territoire.

Le 3^{ème} projet est relatif à **la transition énergétique et écologique**. L'agglomération a été initiatrice des démarches de transition, avec l'adoption très tôt d'un Plan Climat. La démarche a été relancée avec l'élaboration d'un projet alimentaire territorial qui a mobilisé des acteurs de tout le Sud Alsace. Dans la foulée, une revue des projets susceptibles de concourir à ces transitions a été réalisée pour l'ensemble du Sud Alsace. Les projets ont des degrés de maturité différents, mais il est probable que certains seront mis en oeuvre dans un délai relativement court. Ils portent **des enjeux importants** :

- Réduire la dépendance alimentaire du territoire et produire des aliments de meilleure qualité accessibles au plus grand nombre ;

- Accroître la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire, en valorisant notamment des sous-produits agricoles ou industriels.



Première partie : éléments de bilan

Introduction

Dans cette première partie, vont être rapidement présentées les données concernant les évolutions des différentes activités : industries, construction, commerce de détail, services.

Pour chacun de ces secteurs, des regroupements d'activités ont été opérés pour tenir compte de l'hétérogénéité des secteurs. Sans toutefois entrer dans un niveau fin de détail car alors les effectifs sont faibles et les variations, traduites en pourcentages, perdent de leur sens.

Trois objectifs sont poursuivis :

- d'une part, disposer d'**un état des lieux des différentes activités en 2017**, connaître le poids de chaque type d'activités dans l'économie du territoire.

-D'autre part, **connaître les évolutions des activités** et des groupes d'activités depuis 2007, sachant que ces évolutions sont systématiquement saisies au travers de l'évolution des effectifs et non des établissements. Les évolutions locales sont systématiquement mises en rapport avec les évolutions nationales pour avoir un élément de comparaison des dynamiques à l'oeuvre.

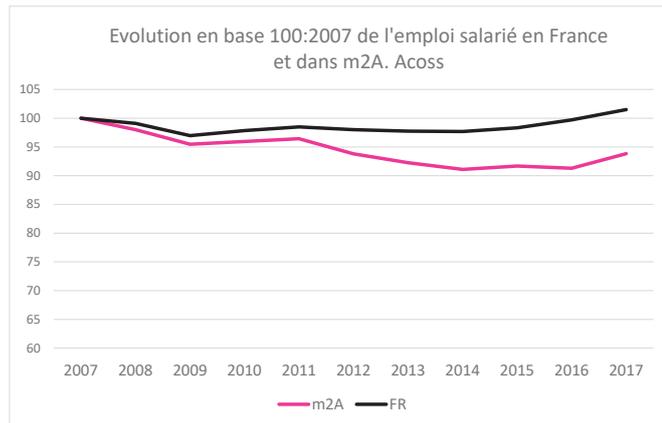
- Enfin, d'**étudier la manière dont les lieux (communes, EPCI) sont affectés par ces évolutions**. C'est pourquoi chaque chapitre se conclut par deux cartes. La première présente les données de m2A, la seconde, celles du reste du Sud Alsace. Ce territoire comprend les trois arrondissements de Altkirch, Mulhouse et Thann-Guebwiller. Ces cartes présentent à la fois les volumes d'emploi par activité, en 2017, et les évolutions de ces volumes depuis 2007.



Les évolutions de l'emploi

Les évolutions de l'emploi dans m2A et en France

L'emploi ne suit pas la même pente, en France et dans m2A où l'emploi salarié marchand a nettement reculé et peine à remonter la pente.

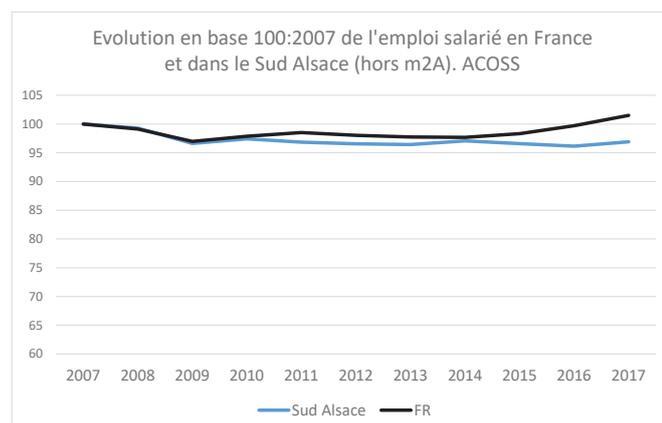


Jusqu'en 2011, les dynamiques locales et nationales sont proches (écart de 2 points). Mais, tandis que l'emploi s'est plus ou moins stabilisé en France jusqu'en 2015, il continue de diminuer localement. En 2015, l'écart entre les taux d'évolution est de 6,6 points.

A compter de 2015, l'emploi repart fortement en France (+3,2% de croissance entre 2015 et 2017), alors que **la reprise est plus hésitante dans m2A** où elle n'est franche qu'entre 2016 et 2017 (+2 349 postes). L'écart à la fin de l'année 2017 est de 7,7 points entre l'agglomération mulhousienne et la France où l'emploi dépasse son niveau de 2007 (+1,5%) alors que m2A a perdu, malgré la reprise constatée récemment, 6% de ses effectifs salariés depuis 2007.

5 733 postes de travail salarié ont été perdus dans m2A entre 2007 et 2017

Le Sud Alsace s'en sort un peu mieux



Méthodologie

Il s'agit ici de l'emploi salarié marchand. Les données sont issues de la base ACOSS qui tient compte de tous les établissements ayant ou ayant eu des salariés et qui, de ce fait, ont un compte URSSAF. Il n'est donc pas tenu compte des emplois indépendants ou publics. Mais ces données reflètent bien le dynamisme de l'économie locale.

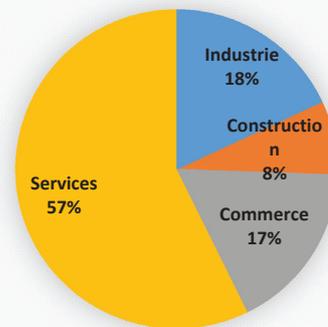
Le sud Alsace (hors m2A) s'en sort un peu mieux car il n'a pas connu de forte dépression entre 2007 et 2014. Souvenons-nous que la zone d'emploi de Saint Louis est l'une des rares de la Région à n'avoir pas perdu d'emploi post-crise de 2008. Néanmoins, le territoire a perdu 3% de son emploi sur cette période. Le plus inquiétant est qu'on n'y constate pas de forte reprise depuis 2015. A peine 300 emplois y ont été créés. L'économie des Trois Frontières patine, celle de Thur Doller est à la peine, seule la zone autour de Guebwiller se montre dynamique ces derniers trimestres.

1 875 postes de travail salarié ont été perdus dans le sud Alsace (hors m2A) entre 2007 et 2017.

Répartition des emplois par grands secteurs

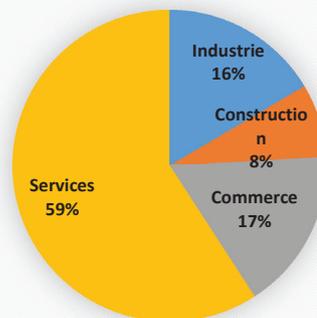
La structure de l'économie locale reste spécifique.

Répartition de l'emploi salarié de m2A en 4 secteurs. ACOSS



M2A garde une part d'emploi industriel légèrement plus importante qu'en France, mais l'écart se réduit car les pertes d'emplois dans ce secteur sont beaucoup plus importantes qu'en France.

Répartition de l'emploi salarié français en 4 secteurs. ACOSS

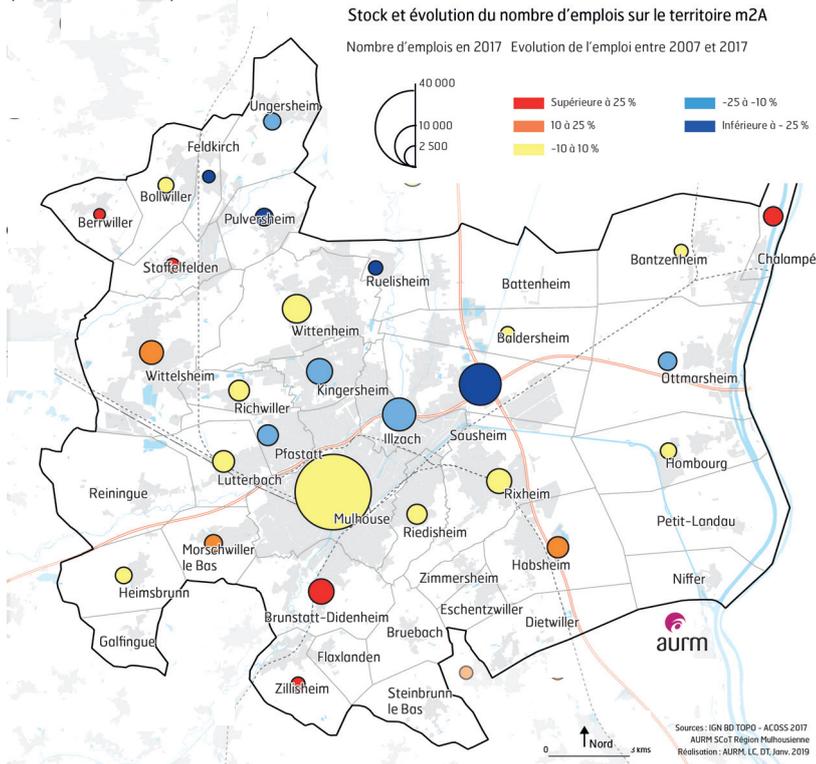


m2A, qui avait un équipement commercial surdimensionné, est quasiment revenu au même niveau que la France car m2A a perdu beaucoup d'emplois dans le commerce alors que leur nombre a crû en France.

Enfin, la part des emplois dans les services est plus faible dans m2A et, de plus, la dynamique qu'on y constate est nettement plus faible qu'en France.



Les principaux pôles (+ de 100) d'emploi de m2A (tous secteurs)



Chiffres clefs de l'emploi

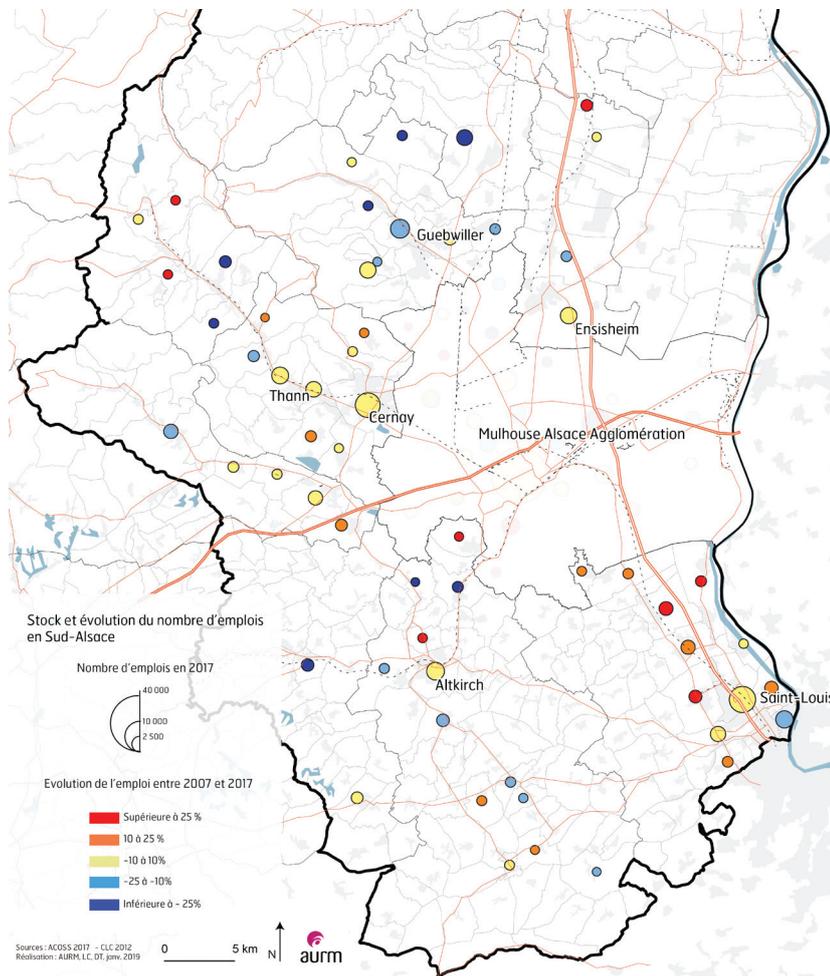
Nombre d'emplois marchands dans m2A : 87 017 répartis dans 7 390 établissements.
 Perte d'emplois depuis 2007 : 5 733

Nombre d'emplois dans le reste du Sud Alsace : 54 202 dans 5 649 établissements.
 Perte d'emplois : 1 875

28 communes de **m2A** comptent au moins 100 salariés du privé. Mais l'emploi est concentré dans 8 grands pôles (+ de 2 000 emplois) au premier rang desquels la ville de Mulhouse où les effectifs sont à peu près stables. Puis vient Sausheim (sites PSA), qui perd 4 500 emplois sur la période 2007-2017. Les sites d'Illzach, de Kingersheim et de Rixheim perdent chacun plus ou moins 10% de leurs effectifs, soit un cumul de 1 500 postes perdus. 2 communes au contraire gagnent des postes : Brunstatt-Didenheim (presque 1 000 postes en plus) et Wittelsheim (+280 postes) qui bénéficiait de foncier disponible et bien situé.

Les 2 177 postes gagnés par ces 28 communes ne peuvent compenser les 7 912 postes perdus dans les autres, d'où une perte nette de 5 735 postes. L'emploi dans les 11 communes restantes étant stable.

Les principaux pôles (+ de 100) d'emploi du Sud Alsace (Tous secteurs)



Dans le Sud Alsace, l'emploi est concentré dans quelques pôles. Au nord, Ensisheim, Rouffach, Guebwiller, Issenheim et Sultz représentent 9 283 emplois. Un peu plus bas, autour de Thann-Cernay, ce sont 11 278 emplois, que viennent compléter les 1 685 emplois des zones des deux Burnhaupt et les 2 896 emplois des deux vallées. Au sud est, autour de Saint Louis, on compte 15 916 emplois. Altkirch et Dannmarie constituent également des petits pôles avec 2 459 et 646 emplois.

Les 35 communes ayant plus de 100 emplois salariés représentent 90% de l'emploi du Sud Alsace (hors m2A). Leurs évolutions sont contrastées.

La zone de Saint Louis gagne 800 emplois, malgré de sévères pertes à Huningue (-579). La zone autour de Thann gagne 312 emplois grâce à Cernay (+455) malgré les pertes de Thann et Vieux Thann (-269 emplois). Les zones de Burnhaupt gagnent 112 emplois tandis que le reste des deux vallées perd 382 emplois. Les villes situées au nord perdent 1 232 emplois et les petits centres sundgauviens, comme l'ensemble des petites communes du sud Alsace, sont orientés à la baisse : 1 022 postes perdus.

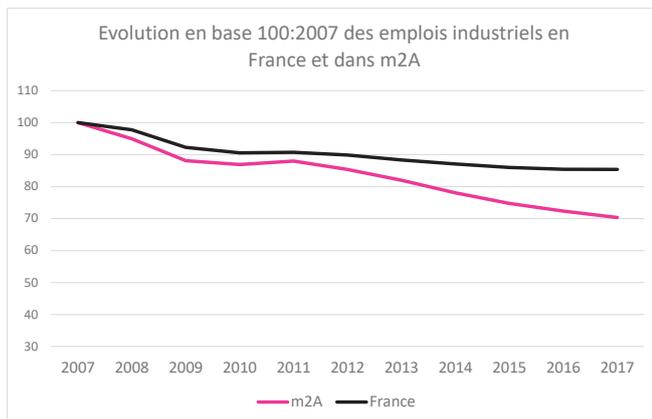
NB : ne sont pas comptés les 6 000 emplois de la plateforme de l'EAP, dans l'aéronautique et la logistique essentiellement.



L'évolution des emplois industriels

Dans m2A et en France

Aux deux échelles, des emplois industriels ont été perdus depuis 2007, mais la perte est beaucoup plus importante dans m2A.



Nb : Les charcuteries, boulangeries et boulangeries pâtisseries ne sont pas intégrées au calcul

Jusqu'en 2011, la trajectoire suivie par l'emploi industriel de m2A est proche de la trajectoire nationale. A compter de cette date, les pertes d'emploi ralentissent en France et s'accroissent dans m2A. Sur la période, la France a perdu 15% de ses emplois industriels alors que dans m2A, la perte s'élève à 30%. **Ce sont 6 278 postes de travail industriel qui ont été perdus.**

Ces mauvais chiffres peuvent être relativisés en précisant que **l'industrie automobile à elle seule a perdu 4196 postes.** Cependant, les évolutions sont ici plus négatives qu'en France pour de nombreuses branches.

L'évolution des différentes branches

Dans 7 grandes branches, les résultats sont plus mauvais que ceux constatés en France. Les pertes d'emplois (en

volume) sont particulièrement concentrées dans les industries textiles (-472 postes), le travail des métaux (-467 postes), la réparation, maintenance industrielle (-338 postes) et bien sûr l'automobile déjà mentionnée. Et ces 7 branches représentent en 2017, 69%, de l'emploi industriel de m2A.

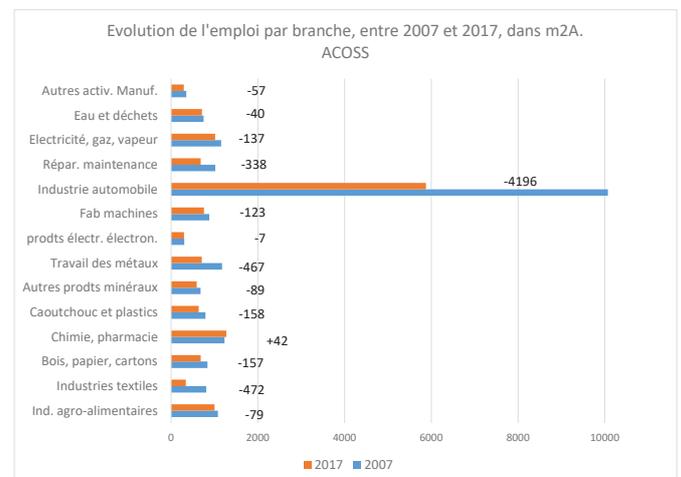
Dans les industries du caoutchouc et plastiques, les évolutions nationales et locales sont à peu près au même niveau. La perte locale d'emplois est de 158 postes.

Il reste donc 6 branches qui, au plan local, font mieux qu'au plan national. Mais ces branches ne pèsent que pour 26% de l'emploi industriel. Les principales pertes se trouvent dans la branche papier, bois, carton (-157 postes), la fabrication de machines (-123 postes) et les autres minéraux (-89 postes).

A noter qu'au plan national, seules 2 branches gagnent des emplois (électricité, gaz, vapeur et eau, déchets). Elles en perdent localement. Par contre **la chimie locale (le site de Chalampé pour être précis) réussit à gagner quelques emplois**, alors que cette branche en perd au plan national.

Une structure encore déséquilibrée

Malgré les pertes subies dans l'automobile, cette industrie reste très dominante et pèse encore pour 40% de l'emploi industriel (48% en 2007).



Evolution en % de l'emploi, par branche	France	m2A	
Industries agroalimentaires	-4,6	-7,3	Plus mauvaises performances
Industries textiles	-28,5	-58,2	
Travail des métaux	-17,1	-39,7	
Ind. Automobile	-30,0	-41,7	
Réparation, installation, maintenance	-4,7	-33,1	
Electricité, gaz, vapeurs	2,0	-11,9	
Eau et déchets	3,3	-5,3	
Caoutchouc et plastiques	-18,8	-19,9	moins mauvaises performances
Bois, papier, cartons	-27,9	-18,7	
Chimie et pharma	-9,8	3,4	
Autres minéraux	-21,8	-13,1	
Equipt et prods électron. et électriques	-20,2	-2,3	
Fab. Machines et équipements	-17,5	-14,0	
Autres industries manufacturières	-21,1	-16,2	
total	-16,0	-29,7	

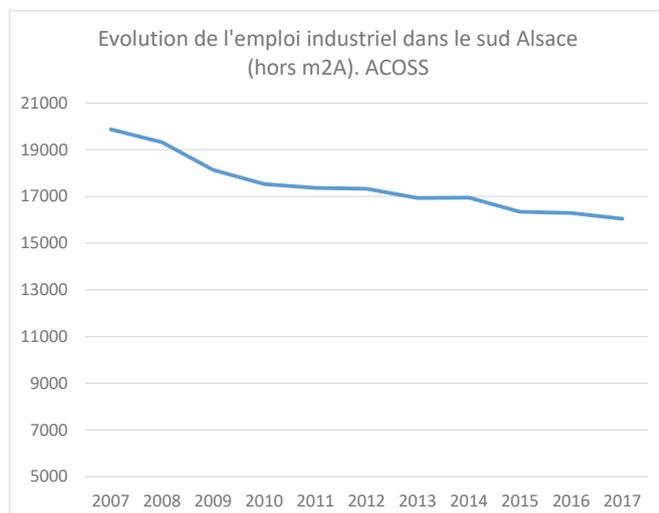
Méthodologie

Pour pouvoir comparer l'évolution des activités industrielles en France et dans m2A, nous n'avons pas intégré les activités liées à la cokéfaction, au raffinage du pétrole, à la fabrication de trains ou d'avions et la sidérurgie car ces industries sont présentes en France, mais absentes localement. L'évolution de l'emploi industriel français est donc légèrement différente de celle indiquée dans ce tableau.



L'évolution de l'emploi industriel dans le Sud Alsace

Dans le Sud Alsace (hors m2A), l'emploi industriel a mieux résisté. Les pertes s'élèvent toutefois à 3 829 postes, soit une baisse de 19%, ce qui est à peu près conforme à la tendance nationale.



- Les plus fortes pertes d'emploi sont concentrées dans le textile qui a perdu 925 postes, soit 60% de ses effectifs.
- L'industrie automobile a perdu 850 postes, notamment dans la fabrication de carrosseries et d'équipements électriques.
- Les industries du bois, papier, carton ont perdu 315 emplois et la fabrication de produits électriques/électroniques a perdu 345 postes.
- La chimie et la pharmacie, qui restent des branches importantes avec 3 000 emplois en 2017, ont perdu 284 postes depuis 2007.

Quelques branches réussissent sur la période à créer quelques emplois. Il s'agit de la fabrication de composants électroniques (+34), de la maintenance industrielle (+36), de la branche «eau et déchets» (+29).

Monsieur Daliguet, délégué général de l'UIMM

Quelle lecture avez-vous de ces évolutions du tissu industriel local ?

« L'un des problèmes est que l'industrie locale est très spécialisée dans l'automobile, où l'emploi baisse depuis longtemps et continuera de baisser. Personne n'avait anticipé une baisse aussi rapide des ventes de véhicules diesel et, à l'avenir, des véhicules thermiques. Ce ne sont pas les mêmes technologies... Le producteur de boîte de vitesses ou de pots d'échappement, par exemple, est sommé de s'adapter.

Les métiers industriels sont de plus en plus techniques. Dans la métallurgie, les entreprises embauchent au

Chiffres clefs

m2A = 14 875 emplois industriels en 2017

Reste du Sud Alsace = 16 045 emplois industriels

L'ensemble du Sud Alsace représente **30 920 emplois salariés industriels** (en baisse de 25% depuis 2007).

minimum au niveau Bac pro. Le paradoxe est que cette technicité, l'automatisation, la numérisation, même si elles sont susceptibles dans certains cas de réduire le nombre d'emplois, elles en protègent également. On ne délocalise pas une activité où la part des coûts en main d'œuvre est faible et le niveau de technicité élevé. De plus, il convient d'être prudent quand nous parlons de déclin industriel. En réalité, les volumes produits augmentent, la valeur ajoutée créée est conséquente et une partie des emplois se retrouve dans les services, par externalisation, et dans l'intérim.

Quelles options pour rebondir ?

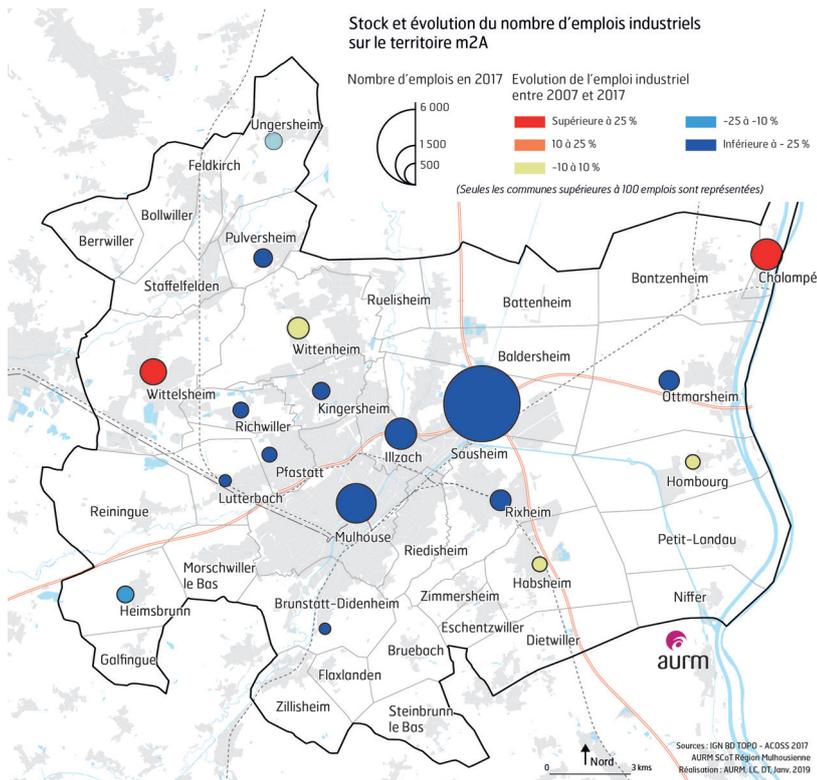
Il n'y a pas 36 solutions, il faut, d'une part, inciter les entreprises présentes à rester en vantant les qualités du territoire et en les aidant dans leur développement ; d'autre part, attirer des entreprises, pour se diversifier. Cela produit un effet amortisseur. Mais la France est pénalisée sur ce plan par toute une série de contraintes : des cadres législatifs et réglementaires qui bougent sans cesse ce qui crée de l'incertitude, des délais d'instruction des dossiers beaucoup trop longs par rapport à nos voisins... Il faut que les entreprises soient sécurisées pour investir.

Localement, l'action de la ville et de l'agglomération va dans le bon sens, l'ouverture sur le Sud Alsace est une bonne chose. Le projet Fonderie est porteur et c'est pourquoi nous y créons la Maison de l'industrie qui regroupera tous nos services, et constituera un espace de formation novateur. Les entreprises peuvent bénéficier de toute une série de services de grande qualité, autour de Grand e-nov, de l'UHA, de l'ENSISA, du CETIM... Il y a assez d'acteurs, ce n'est pas la peine de les multiplier. Par contre il faut les faire connaître aux entreprises. Ces structures doivent communiquer ensemble, dans une démarche marketing, pour bien montrer ce que chacune d'entre elles peut apporter aux entreprises qui ne savent pas toujours où chercher l'information, parce qu'elle est totalement dispersée. Les plus petites entreprises sont trop souvent oubliées. Il faudrait quasiment faire du porte à porte... mais nous sommes tous limités dans nos moyens humains.

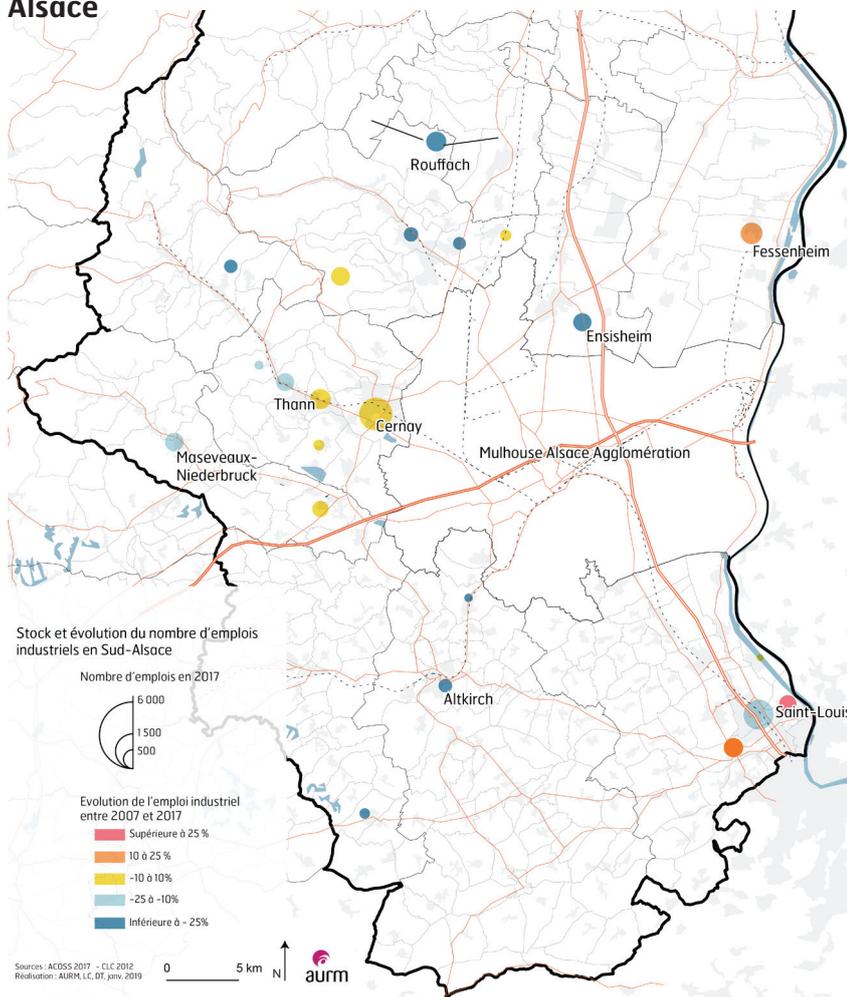
C'est pourquoi la Région devrait trouver un rôle croissant. Non seulement, la Région Grand Est a des antennes territoriales qui assurent une certaine proximité, mais elle est au croisement des différents dispositifs. Elle est donc bien placée pour les harmoniser car aujourd'hui, trop souvent encore, les entreprises sont exclues des dispositifs de soutien parce qu'elles ne rentrent pas totalement dans le cadre, qui est toujours plus complexe. »



Industrie : les principaux pôles (+100) d'emploi dans m2A



Industrie : les principaux pôles (+100) d'emploi dans le Sud Alsace



Dans m2A, de nombreuses communes constituent de petits pôles d'emplois de production, industriels et artisanaux.

Le site le plus important est celui de Sausheim (site PSA), suivi par Chalampé, Illzach, Mulhouse (où des usines sont encore présentes en centre ville : Superba, Clemessy, Mitsubishi...) qui ont chacune plus de 1 000 emplois industriels. A elles 4, ces communes cumulent les 2/3 des emplois industriels de m2A.

Viennent ensuite **des pôles intermédiaires comme Rixheim, Wittenheim et Wittelsheim** qui ont chacune aux alentours de 500 emplois et cumulent un peu plus de 1 600 emplois industriels.

Seules deux communes ont vu l'emploi industriel croître : Chalampé grâce aux investissements sur la plate-forme Solvay-Butachimie et Wittelsheim où les entreprises ont pu jouir de conditions d'implantation favorables au plan fiscal, dans des zones d'activité bien situées.

Dans le reste du Sud Alsace, 24 communes dépassent le seuil des 100 emplois industriels. Trois grands pôles se dessinent :

- Les vallées de la Thur et de la Doller avec plus de 6 000 emplois,
- le territoire des 3 Frontières, autour de Saint Louis avec plus de 5 300 emplois.
- Et enfin, au nord, se trouvent des pôles un peu plus diffus, autour de Guebwiller, Ensisheim et Rouffach, avec plus de 2 800 emplois industriels.
- Viennent ensuite des pôles plus isolés comme Altkirch ou, à proximité, Fessenheim.

Les communes de Vieux-Thann/Cernay ont vu leur emploi industriel augmenter entre 2007 et 2017, ce qui vaut également pour Héringue et Village Neuf dans la Communauté de Saint Louis.

Mais les 400 emplois qui ont été créés dans ces communes ne peuvent masquer les pertes d'emploi industriel massives dans les autres communes : 2 800 postes y ont disparu, notamment à Huningue, Rouffach, Saint Louis ou Saint Amarin.

Les hauts de vallées vosgiennes, tout comme le Sundgau, peinent à retrouver une attractivité pour les entreprises industrielles, malgré les efforts importants consentis pour reconverter le foncier et l'immobilier d'entreprises (Parc de Wesserling, Malmerspach...)

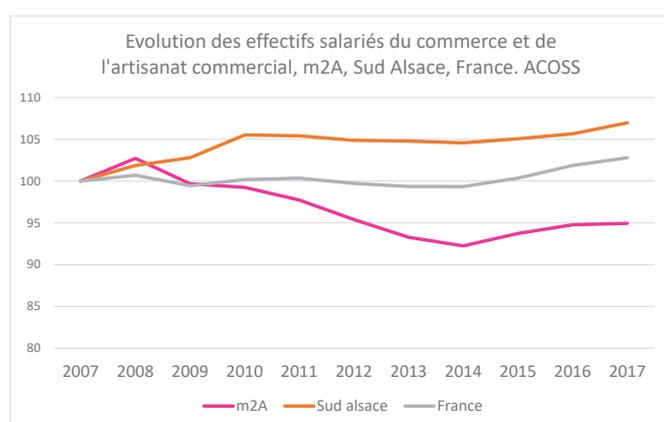


L'évolution des emplois commerciaux

Les activités commerciales, élargies aux activités artisanales liées, représentent 16 627 emplois dans m2A. Parmi ceux-ci, 4 829 correspondent à du «commerce de gros». Les données qui suivent ne portent que sur les 11 798 emplois du commerce de détail. L'enjeu est de savoir comment évolue ce «secteur» et de voir si des dynamiques de relocalisation du commerce sont à l'oeuvre.

Les évolutions des effectifs du commerce, dans m2A, le Sud Alsace et en France

Un net rattrapage est en cours, qui voit les effectifs du Sud Alsace progresser nettement plus rapidement que ceux de m2A.



En 2017, 8 216 personnes travaillent dans le commerce en Sud Alsace, soit une progression de 7% par rapport 2007 qui est nettement supérieur à la progression constatée en France (+3%). La croissance des effectifs concerne essentiellement les commerces d'équipement de la personne (et en premier lieu l'habillement), et les magasins non spécialisés, soit les supers et les hypermarchés et quelques autres magasins non spécialisés. Si le nombre de supermarchés a légèrement baissé dans le Sud Alsace (-4 et -137 emplois), le nombre d'hypermarchés est lui passé de 11 à 13. Et les effectifs salariés ont cru de 307 personnes. Au total, **les «grandes surfaces» emploient 2 493 personnes dans le Sud Alsace (hors m2A).**

M2A, au contraire, voit les effectifs salariés du commerce reculer de 5%. Avec 629 salariés de moins qu'en 2007, les effectifs du commerce s'établissent maintenant à 11 798 postes de travail. Cette décroissance des effectifs s'est produite entre 2009 et 2014. Depuis, on note une légère reprise.

L'évolution des différents types de commerces dans m2A

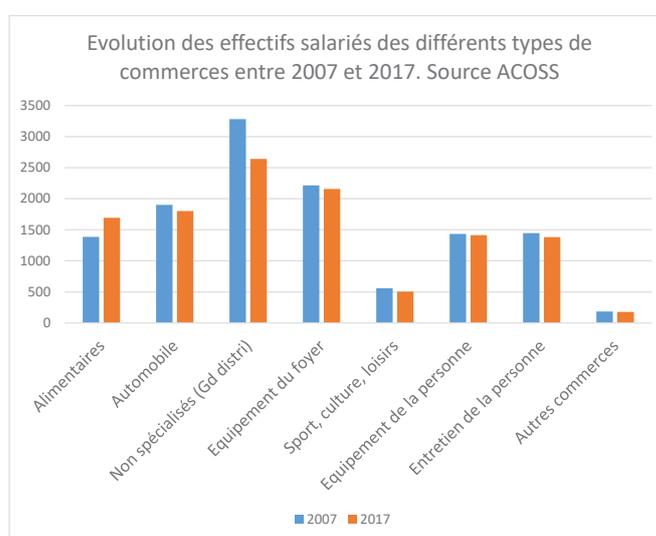
Quasiment tous les types de commerces sont orientés à la baisse de leurs effectifs salariés, mais avec une reprise

Méthodologie

Les données présentées sont relatives au commerce de détail uniquement. La catégorie a été élargie aux activités de services artisanales comme les coiffeurs, salons de beauté, les boulangeries et pâtisseries... qui sont assez largement assimilées à du commerce. De fait, elles participent conjointement aux commerces à l'animation des villes et villages.

à compter de 2014 pour la catégorie «culture, sports, loisirs», la vente et réparation d'automobile, et la vente d'équipements du foyer. Si bien que, pour ces catégories, la perte d'effectifs est limitée.

Trois évolutions notables sont à retenir car elles semblent indiquer des tendances de fond.



- **La grande distribution est sur une pente descendante.** Elle employait 3 282 personnes en 2007, elle n'en emploie plus que 2 640. Dans le détail, les supermarchés ont progressé (+76 emplois), les «grands magasins» ont disparu (Le Globe à Mulhouse) et les hypermarchés ont perdu 630 emplois. Plus du tiers des effectifs a été perdu. Les hypermarchés «dégraissent» leurs effectifs à marche forcée. Il y a comme un retour de la proximité, un regain pour de plus petites surfaces, en milieu urbain. Les grandes surfaces périphériques connaissent un certain désamour, voire sont confrontées à des formes de déconsommation¹.

- **Les commerces de détail alimentaires jouissent au contraire d'une belle vitalité.** Leur nombre est à peu près stable (328 en 2017), mais leurs effectifs s'accroissent de 309 personnes. C'est peut-être le signe d'un changement de consommation où la qualité des produits est privilégiée, où l'on mange plus local, plus «sain».

- Enfin, depuis 2011, **les commerces d'équipement de la personne (essentiellement des vêtements et chaussures) sont orientés à la baisse de leurs effectifs.** Cette fois, la

1) Voir Les Echos du 21 janvier 2019. La fédération du commerce PROCOS annonce que la fréquentation des magasins baisse depuis 5 ans en continu.

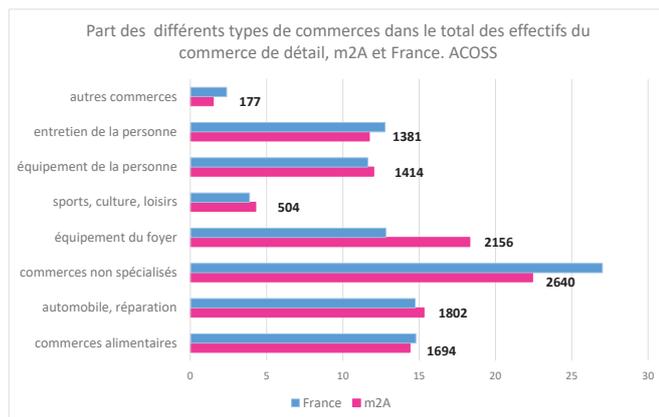


concurrence du e-commerce peut-être invoquée, ainsi que l'essor de cette catégorie de commerces dans le reste du Sud Alsace..

La structure des activités commerciales dans m2A

Ces évolutions contrastées ont entraîné une modification du poids des différents types de commerces.

En 2007, la part de la grande distribution dans le total de l'emploi était localement supérieure à celle constatée au niveau national. Rversement, en 2017, cette part n'est plus que de 22%, soit 5 points de moins qu'en France.



NB : Les nombres indiquent le volume d'emplois salariés des différents types de commerces en 2017

Autre caractéristique importante, la part des commerces d'équipement du foyer est beaucoup plus importante localement qu'en France : 18% contre 13%. L'ouverture d'Ikea a entraîné une hausse des effectifs, mais la question de la capacité des commerces de meubles à se maintenir peut être posée.

La comparaison de la structure des activités commerciales de m2A et du reste du Sud Alsace, montre que la part de la grande distribution est très importante dans le Sud Alsace (30% des effectifs commerciaux, contre 27% en France). Les commerces liés à l'entretien de la personne (pharmacie, coiffure...) sont également bien représentés avec 15% des effectifs, contre 11,7% dans m2A et 12,8% en France.

Au contraire, les effectifs des commerces d'équipement du foyer sont peu développés : 8,8% contre 18% dans m2A et 13% en France.

Les chiffres clés du commerce de détail et de l'artisanat commercial

11 768 emplois salariés dans m2A, soit 13,5% de l'emploi de m2A. -629 postes depuis 2007.

8 216 emplois dans le reste du Sud Alsace, soit 15% de l'emploi sud alsacien hors m2A. +538 postes depuis 2007

Soit un total de 19 984 emplois salariés dans tout le Sud Alsace. Soit 14% de l'emploi total du Sud Alsace

Interview de Frédéric Marquet, manager du commerce de Mulhouse



Dans une situation critique en 2010, avec plus de 100 friches commerciales, le centre ville est aujourd'hui dans une dynamique positive avec 478 ouverture de commerces depuis 2011. La vacance a baissé de 44%, avec 2 boutiques qui ouvrent pour 1 qui ferme. Mais cette dynamique reste fragile, entre le développement du commerce en ligne, le poids de la périphérie, la baisse de fréquentation des centres-villes, l'évolution de la consommation...

La clef du succès est de se différencier pour faire en sorte que le centre-ville se renforce comme véritable destination shopping. Pour cela, la ville propose une offre attractive qui n'existe pas dans d'autres villes de même taille : des enseignes nationales comme Repetto (seul magasin du Grand Est), Muy mucho (1^{ère} implantation en France), Rituals, Starbucks, Les petits hauts, Héma, Fly tiger, Sostene grene... et de belles boutiques portées par des indépendants multi-marques (75% des ouvertures depuis 2011).

A Mulhouse, le plateau piéton à taille humaine permet aux clients d'accéder à un ensemble de commerces de qualité en peu de temps. Pour asseoir cette dynamique, il est essentiel d'attirer un public à bon pouvoir d'achat, qui habite plutôt la région mulhousienne et le Sud Alsace. Il est donc crucial d'assurer une accessibilité facile au centre-ville. De même, l'ambiance de la ville - animations, présence de terrasses, qualité des espaces publics..., doit être améliorée en permanence car elle impacte directement le moment vécu du client et l'incite ou non à revenir. La ville a déjà fait beaucoup d'efforts en la matière, il faut continuer en ce sens.

L'idéal serait qu'en plus d'être attractif pour l'extérieur, le centre se repeuple (via des programmes immobiliers plus haut de gamme) de personnes à plus hauts niveaux de revenu pour que le commerce puisse vivre aussi des habitants du centre-ville.

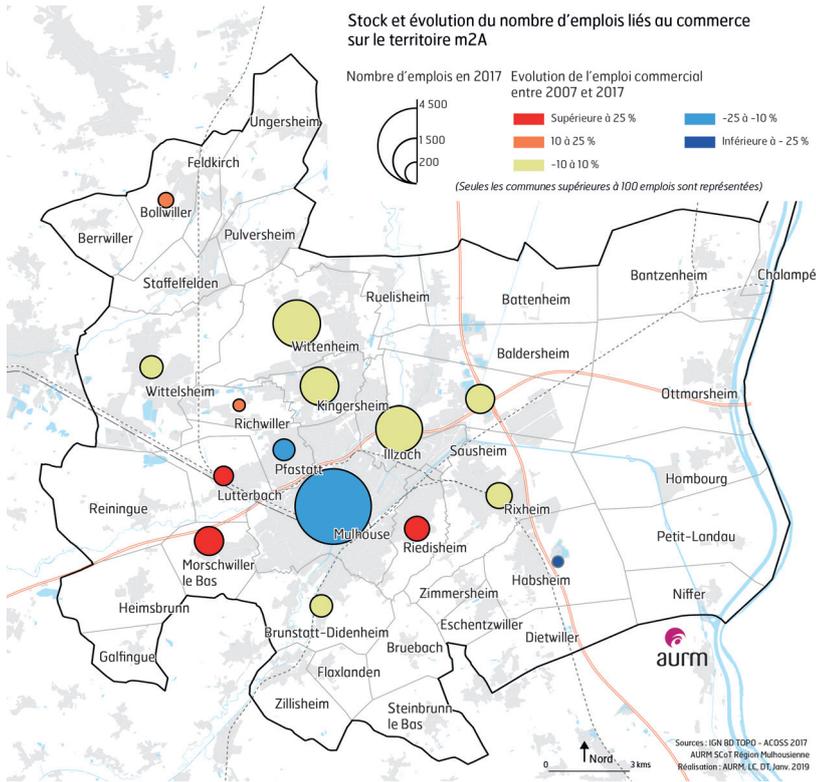
Enfin, il serait souhaitable qu'un travail conjoint entre la ville centre et l'agglomération soit véritablement engagé. La périphérie doit évidemment pouvoir s'adapter, évoluer, se moderniser, car la grande distribution souffre aussi du retour de la proximité, du fait que les gens se déplacent moins... Mais il faut garder une cohérence, un équilibre, une complémentarité dans les offres proposées.

Pour rayonner, l'agglomération a besoin d'une ville-centre forte. Dans l'offre globale, le centre-ville de Mulhouse doit retrouver sa juste place, pour renforcer l'attractivité de toute l'agglomération.

La vraie menace pour notre territoire serait l'implantation d'un village de marques à moins de 50-70 kilomètres, qui ferait directement concurrence au centre-ville et à la périphérie existante. Cela conduirait à terme à dépérissement du commerce du centre-ville, comme à Troyes, tout en sachant que ces modèles de villages de marques disparaîtront un jour et laisseront des friches difficiles à reconverter. "



Commerce : les principaux pôles (+100) d'emploi de m2A



Dans m2A, les emplois du commerce sont concentrés dans la 1^{ère} couronne de Mulhouse, qui reste bien sûr le premier pôle commercial avec 4 350 emplois dédiés. L'érosion des effectifs (-700 emplois) dans la ville centre est stoppée depuis 2014.

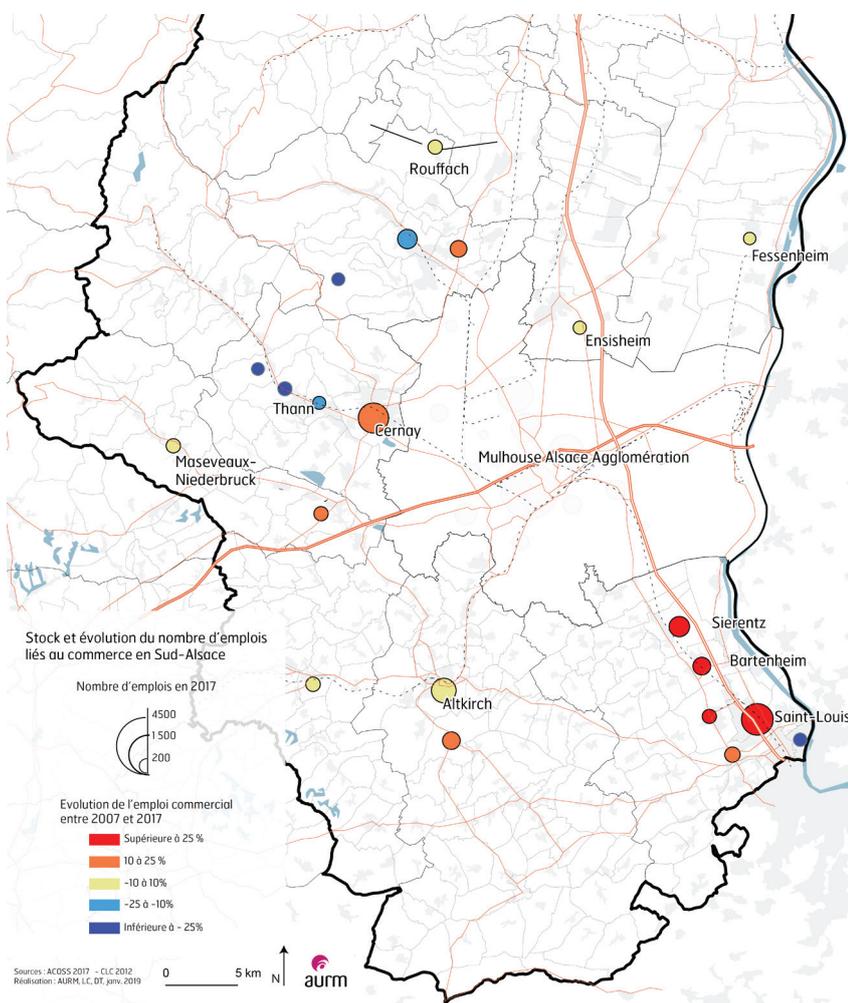
Un autre grand pôle, celui d'Illzach, perd également de l'emploi. 184 postes ont été perdus ce qui correspond à un repli de 11% par rapport à 2007.

Les deux autres pôles majeurs : Kingersheim et Wittenheim, ont des effectifs à peu près stables sur la période.

Ces quatre pôles représentent 72% des emplois du commerce de détail de l'agglomération, ils en représentaient 76% en 2007.

Sur la période, **de nouveaux pôles émergent ou se renforcent**. L'emploi dans le commerce croît de 34% à Riedisheim, de 32% à Lutterbach. Morschwiller le Bas a doublé la voilure depuis 2007 avec maintenant plus de 500 emplois dans le commerce. Avec 4,3% de l'ensemble de l'emploi commercial, ce pôle devient le 5^{ème} pôle de l'agglomération, ravissant cette place à Sausheim, dont les effectifs stagnent.

Commerce : les principaux pôles d'emploi (+100) du sud Alsace



Dans le reste du Sud Alsace, deux pôles commerciaux se dégagent.

- **Cernay, dont l'emploi a cru de 21%** depuis 2007, dépasse les 1 100 emplois dans le commerce. Mais cette croissance se fait peut-être au détriment de l'emploi dans la vallée de la Thur, avec **des effectifs en baisse à Bitschwiller, Thann et Vieux-Thann**.

D'une manière générale, l'emploi augmente sur les carrefours routiers ou le long des grands axes de circulation. **Les effectifs ont du mal à se maintenir dans les bourgs et villes un peu plus à l'écart**, comme Guebwiller qui perd 120 postes.

- Le second pôle se compose des communes de la communauté d'agglomération de Saint Louis.

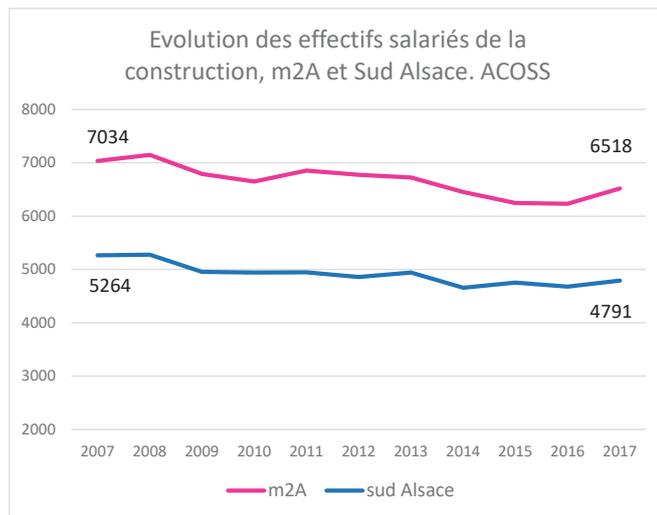
Il a gagné presque 700 emplois depuis 2007, il compte maintenant 2 800 emplois dans le commerce.



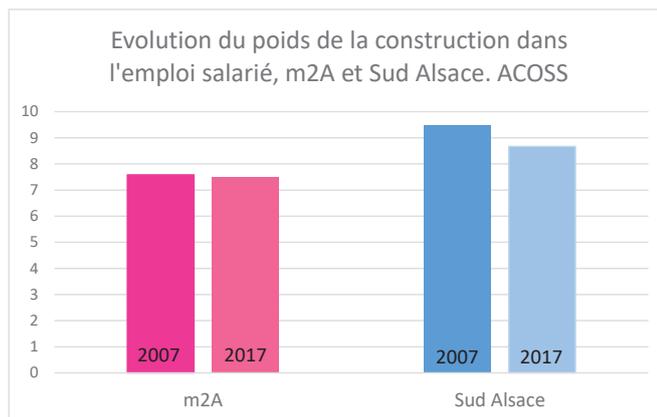
L'évolution des emplois de la construction

Dans m2A et le Sud Alsace

Les effectifs de la construction sont orientés à la baisse, tant au niveau de m2A qu'au niveau du reste du Sud Alsace.



Chaque territoire a perdu à peu près 500 emplois dans ce secteur. Mais cela représente une baisse de 7,3% pour m2A et de 9% pour le reste du Sud Alsace. L'emploi dans ce secteur résiste donc un peu mieux dans m2A puisque la tendance nationale est à une baisse de 8,8%. Compte tenu de l'évolution globale de l'emploi, **le poids du secteur de la construction reste inchangé dans m2A à 7,5%.**



Par contre, son poids dans le reste du Sud Alsace baisse et passe de 9,4 à 8,8%. Ce qui n'est pas sans conséquence car c'est parfois la seule activité productive que l'on trouve dans les villages qui sont souvent «spécialisés» dans ces activités¹.

1) Voir AURM, *Spécialisation des territoires et dynamiques socio-économiques*, 2015

Les chiffres clefs de la construction

6 518 emplois salariés dans m2A, en baisse de 516 postes depuis 2007

4 791 emplois dans le reste du Sud Alsace, en baisse de 473 postes

Soit un total de 11 309 salariés, ce qui représente 7,9% des effectifs totaux du Sud Alsace

De fait, à l'échelle du Sud Alsace, les activités de la construction sont disséminées sur le territoire. Il n'y a que 13 communes où au moins 100 personnes sont employées dans ce secteur et ces 13 communes ne représentent qu'à peine la moitié des effectifs du secteur.

Dans m2A, l'emploi est beaucoup plus concentré, 13 communes offrent plus de 100 emplois dans la construction et ces communes représentent 92% des effectifs salariés du secteur.

Deux exemples de renouveau immobilier : Fonderie et Almalégo

Longtemps le marché de l'immobilier mulhousien est resté atone, avec peu de programmes de constructions neuves. Le marché s'est réveillé récemment avec deux opérations ambitieuses. La transformation d'une friche dans le quartier de la Fonderie en lofts, et la construction de l'Almalégo, en bord de canal.



Lofts du quartier Fonderie
Projet porté par la SPL Citivia



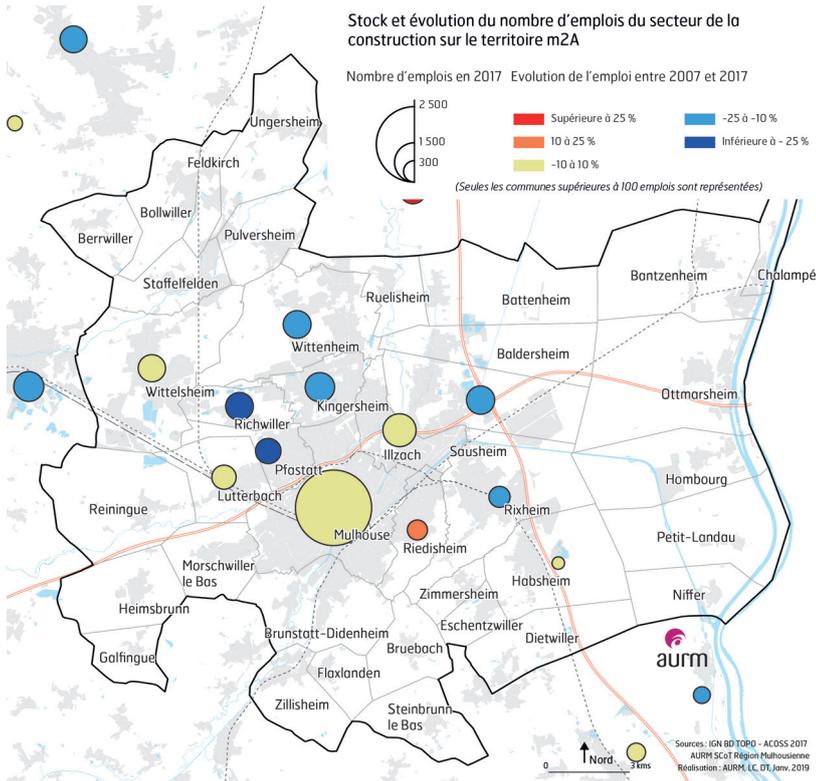
Photo SODICO

Projet Almalégo porté par le promoteur SODICO

D'autres projets en cours, comme la poursuite de la restructuration des quartiers Coteaux et Drouot pourraient soutenir le secteur du bâtiment dans les années qui viennent.



Construction : les principaux pôles (+100) d'emploi de m2A



Dans m2A, 13 communes concentrent l'emploi du secteur de la construction. Elles représentent 6 000 emplois sur les 6 500 que compte m2A dans ce secteur. Mulhouse à elle seule représente 40% des effectifs de la construction de m2A.

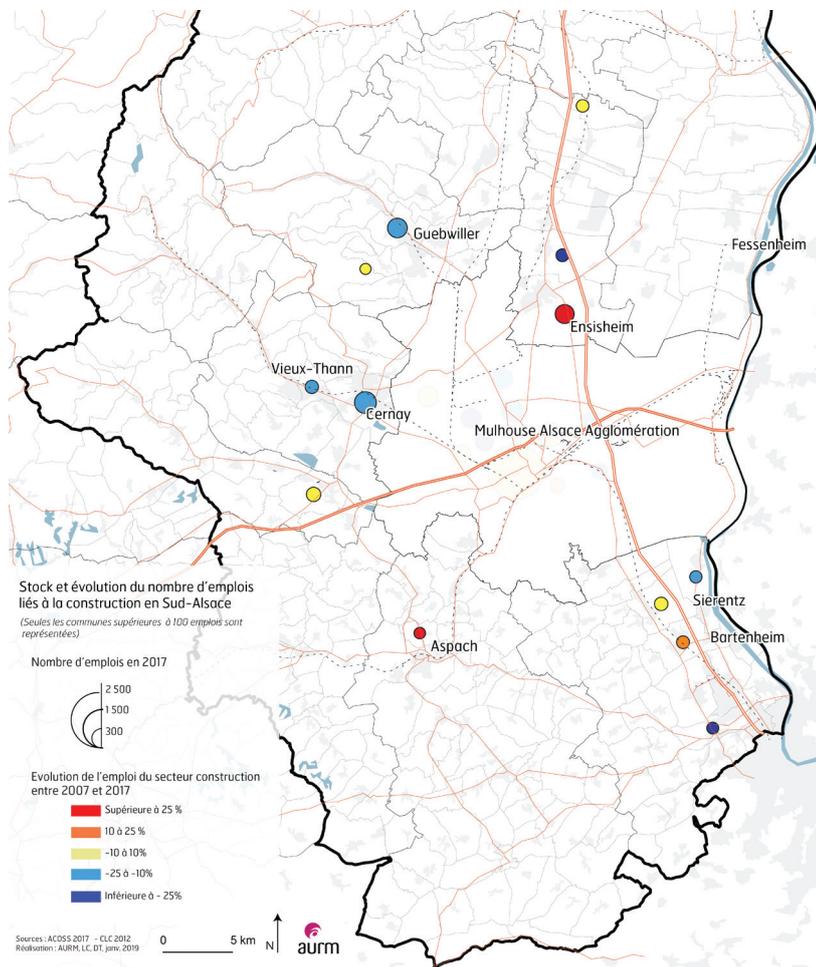
Parmi ces 13 communes, 4 ont des effectifs stables ou en légère croissance (Habsheim, Illzach, Lutterbach et Wittelsheim).

3 connaissent une hausse un peu plus marquée des effectifs (Brunstatt-Didenheim, Mulhouse et Riedisheim).

Mais 6 communes voient leurs effectifs baisser : Kingersheim, Pfafstätt, Richwiller, Rixheim, Sausheim et Wittenheim.

A elles 6, elles perdent plus de 600 emplois. Perte que ne compensent pas les 285 emplois créés dans les autres communes. Les autres pertes d'emploi (à peu près 200 postes) du secteur sont diffusées dans m2A. A l'exemple d'Ungersheim qui passe de 72 emplois en 2007 à 14 en 2017.

Construction: les principaux pôles d'emploi (+100) du sud Alsace



Dans le Sud Alsace, les activités du secteur de la construction sont très diffusées sur le territoire. 207 communes ont au moins une entreprise du secteur. Mais il ne s'agit le plus souvent que de très petites entreprises avec une moyenne de 6 salariés par entreprise. (9 salariés par entreprise en moyenne dans m2A)

De ce fait, peu de pôles d'emplois (plus de 100) apparaissent sur la carte.

A l'ouest, dans le Pays Thur-Doller, Vieux-Thann, Cernay et Burnhaupt représentent 700 emplois, en forte baisse (-19%) par rapport à 2007 (865 emplois).

Au sud, dans la Communauté de Saint Louis, quatre communes concentrent l'emploi : Sierentz, Kembs, Hésingue et Bartenheim. L'emploi dans la construction est à peu près stable (+2%), il est sans doute porté par le dynamisme des mises en chantier dans ce territoire.

Au nord, le pôle Guebwiller/Soultz a perdu une trentaine d'emplois.

Ensisheim ressort car la ville a connu une forte croissance de ses effectifs, passant de 183 à 288 emplois, soit une croissance de 57%. Par contre, la ville proche de Réguisheim a perdu une trentaine d'emplois, notamment chez Eiffage.



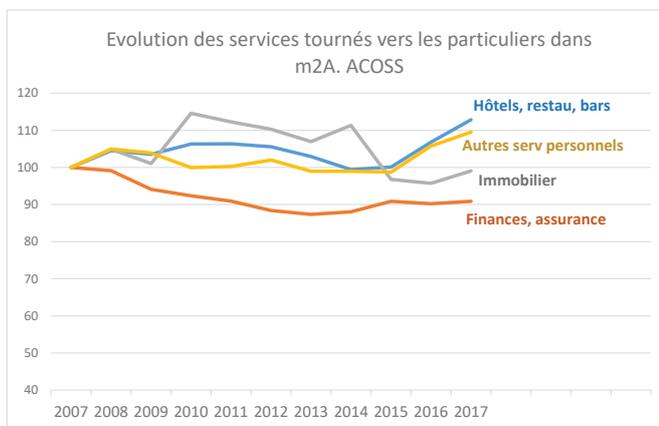
L'évolution des emplois de services

Dans m2A et en France

Le secteur tertiaire est très composite. C'est pourquoi quatre groupes d'activités ont été considérés.

Les services principalement orientés vers les personnes

Ces services emploient **7 668 personnes dans m2A en 2017, en progression de 4%** par rapport à 2007. Cette dynamique est portée par l'hôtellerie-restauration qui a créé plus de 400 postes sur la période (+12,9%)



Cependant, elle est moindre que celle constatée au plan national. L'ensemble de ces activités ont vu leurs effectifs salariés augmenter de 7,5% entre 2007 et 2017. Avec une croissance de 17,3% pour les effectifs de l'hôtellerie-restauration.

Dans m2A comme en France, les effectifs de l'immobilier stagnent et ceux des activités financières et assurantielles baissent de 10%.

Les services principalement orientés vers les entreprises

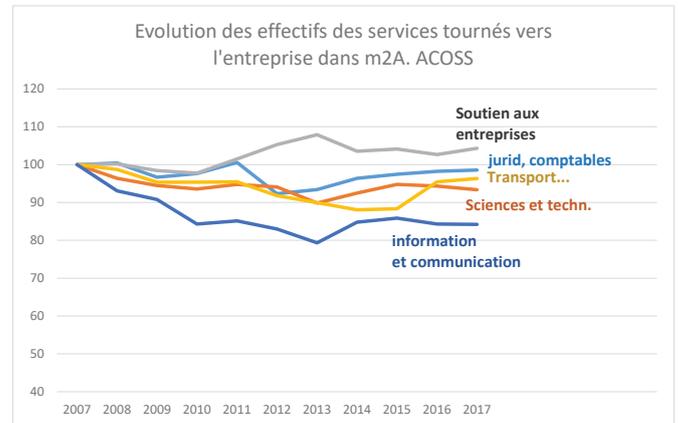
Les activités orientées vers les entreprises emploient, en 2017, **18 481 personnes. Ces effectifs sont en baisse de 3%** (-555 postes) depuis 2007.

Seules les activités de soutien aux entreprises gagnent des emplois (284 soit une croissance de 4,5%), les autres stagnent (activités comptables et juridiques, conseil, transport et entreposage) ou, et c'est beaucoup plus préoccupant, perdent des emplois.

C'est le cas des activités scientifiques et techniques et des services d'information, dont les activités numériques (voir le détail page 37). C'est préoccupant car un territoire n'est attractif pour les entreprises industrielles que si elles peuvent compter sur une forte capacité d'ingénierie.

Méthodologie

Les activités tertiaires comme la coiffure, les salons de beauté, les boulangeries et pâtisseries ayant été comptabilisées avec les activités commerciales, elles ne sont pas reprises au titre des services.

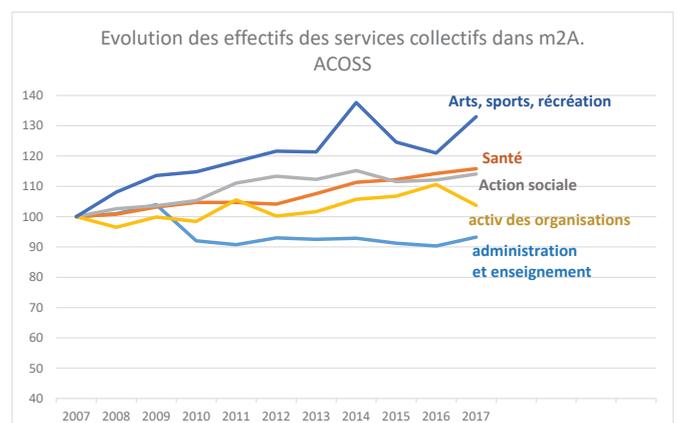


C'est d'autant plus préoccupant qu'au plan national, ces activités scientifiques et techniques connaissent une croissance de l'emploi de 7,6% sur cette période. En fait, il n'y a que les effectifs de la branche «transport-entreposage» qui reculent (-1,8% pour -3,7% dans m2A). Toutes les autres connaissent une croissance des effectifs d'au moins 8%.

Les services collectifs

Ce sont des services qui sont principalement non marchands au sens où leur prix n'est pas, ou en partie seulement, fixé par le marché. Il s'agit de la santé, de l'action sociale, du socio-culturel et des activités des organisations syndicales, politiques, religieuses...

Les effectifs de ces activités sont croissants : +1592 postes, soit +11% depuis 2007. Cette croissance est portée par les activités de santé (+587 postes) et sociales (+866 postes). La croissance des activités culturelles, sportives etc est soutenue (+33%), mais elle porte sur des volumes d'emplois plus faibles : 1088 postes en 2017.



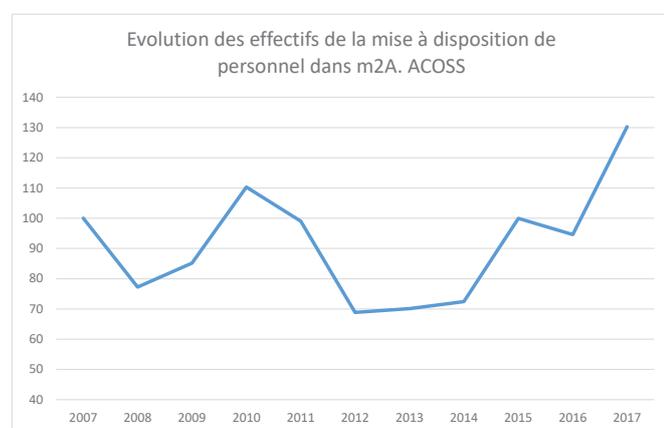


Seules les activités d'administration et d'enseignement sont en légère baisse (-171 postes).

Globalement, la croissance de l'emploi local dans ces activités est conforme aux tendances nationales. Avec deux écarts : une croissance des effectifs moins forte dans les activités sociales, ce qui s'explique sans doute par un niveau de départ plus élevé et une croissance beaucoup plus forte des effectifs dans le champ culturel, sportif et récréatif ainsi que dans l'intérim.

L'intérim

Vu l'ampleur de l'intérim dans m2A, cette activité mérite d'être traitée à part. **Il y a autant d'intérimaires dans m2A que de salariés dans le bâtiment !** La mise à disposition de personnel employé, en 2017, 6 595 personnes, les effectifs sont en croissance de 30% par rapport à 2007. Cette croissance n'est pas linéaire. Les variations sont



assez heurtées entre 2007 et 2012 où l'on atteint un point bas, avec 3 486 intérimaires «seulement». Depuis, et notamment depuis 2014, les effectifs sont orientés à la hausse, celle-ci atteint 80% entre 2014 et 2017. A titre de comparaison, au plan national, sur cette même période, la croissance des effectifs n'est que de 39%.

Cette particularité appelle une question : dans quelles activités ces intérimaires travaillent-ils ? Sur ce point, les données du Fonds de Formation du travail temporaire indiquent que 52% des intérimaires du Haut-Rhin (en équivalents temps plein), en 2017, travaillaient dans l'industrie. De quoi relativiser quelque peu la perte d'emplois industriels...

Mais cette donnée concerne l'ensemble du Haut-Rhin et ne précise pas quelles sont les branches concernées. C'est pourquoi un travail est actuellement en cours au sein de l'AURM pour apprécier, au niveau de m2A, le recours à l'emploi intérimaire. Il ne s'agit que d'estimations, portant sur un échantillon aléatoire de plus de 950 offres d'emplois intérimaires récoltées sur les sites des principales agences d'intérim. Les données restent à compléter mais on peut d'ores et déjà en tirer quelques pistes d'analyse.

Les chiffres clefs des services

48 649 emplois dans m2A, dont 6 595 dans l'intérim.

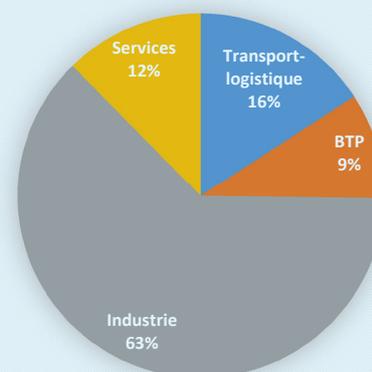
56% des emplois salariés de m2A

22 710 emplois dans le reste du Sud Alsace, dont 2 785 dans l'intérim. 42% des emplois salariés du Sud Alsace

Une estimation des secteurs dans lesquels travaillent les intérimaires

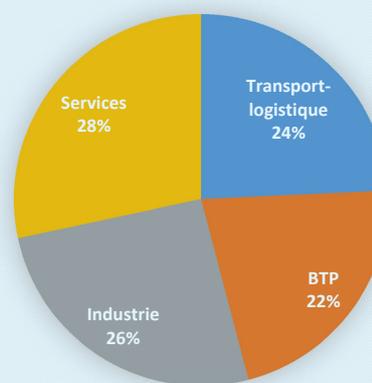
Sur le total des 956 offres récoltées, plus de 60% vont à l'industrie. Le secteur des transports-entreposage vient ensuite, ce qui est assez logique compte tenu du poids de ces activités dans m2A.

Répartition des offres d'emploi intérimaire dans m2A (estimation en cours réalisée par l'AURM en 2019)



Mais sur ces 956 offres, 540 correspondent à des emplois au sein du site PSA. Une fois ôtées ces offres, on aboutit à une répartition beaucoup plus homogène des offres d'emploi intérimaire.

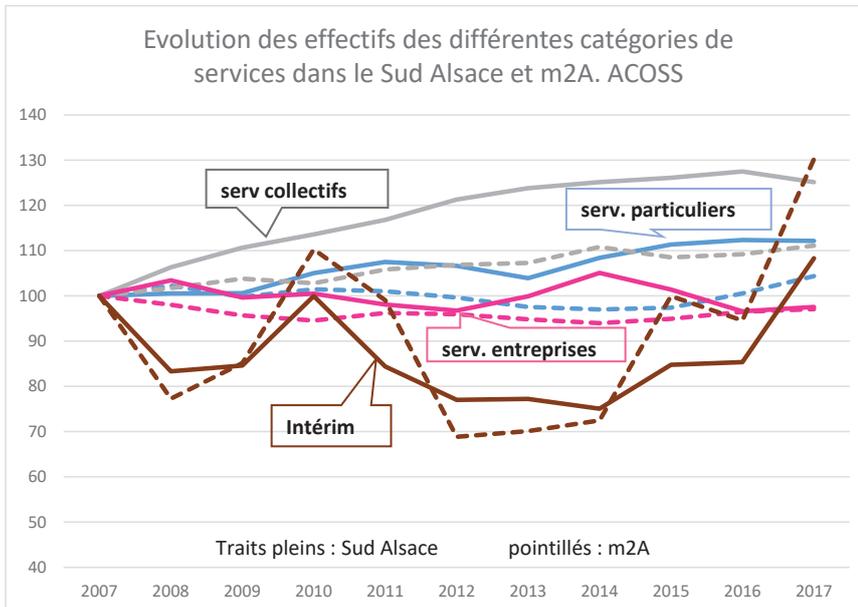
Répartition des offres d'emploi intérimaire dans m2A hors PSA. Estimation AURM.



Autrement dit, le poids particulièrement important de l'intérim dans m2A s'explique avant tout par la présence de PSA qui recrute régulièrement des régiments d'opérateurs, d'agents de fabrication, de caristes...



Les évolutions des effectifs tertiaires dans le Sud Alsace



Les évolutions des effectifs des grandes catégories de services sont semblables à celles de m2A en ce qui concerne les services aux particuliers et les services aux entreprises. Par contre **la croissance des effectifs des services collectifs est beaucoup plus forte dans le Sud Alsace que dans m2A** grâce, notamment, à la création du casino de Blotzheim.

Autre différence, **la progression nettement plus forte de l'intérim dans m2A que dans le Sud Alsace.**

La répartition des effectifs par grands types d'activités est très différentes selon les échelles territoriales.

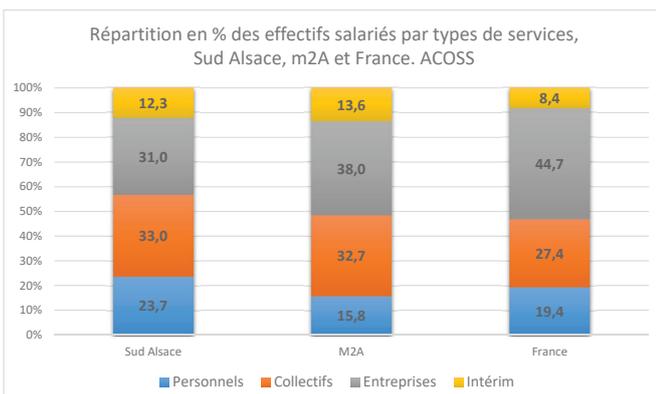
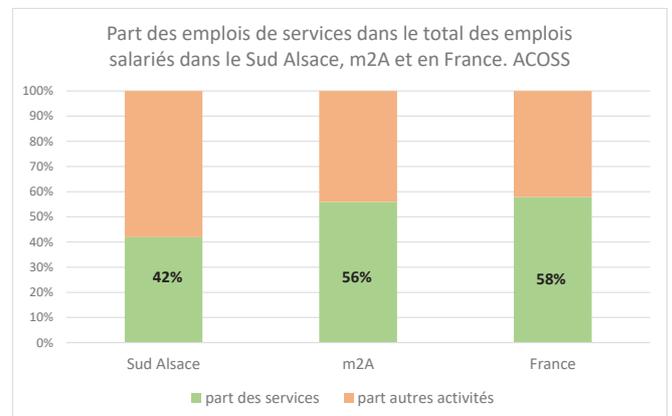
Le Sud Alsace se distingue par une part bien plus élevée qu'au plan national de l'intérim et des services collectifs comme personnels. Cela s'explique par un poids important des établissements hospitaliers et des établissements sociaux qui font de villages comme Bartenheim ou Horschstatt des pôles de services. La part importante des services personnels s'explique quant à elle par un équipement hôtelier et de restauration important.

La part des services aux entreprises est par contre nettement plus faible qu'en France avec un écart de 14 points.

M2A présente la plus forte part de l'emploi dans l'intérim et garde une part plus importante des effectifs tertiaires dans les services collectifs qu'au plan national.

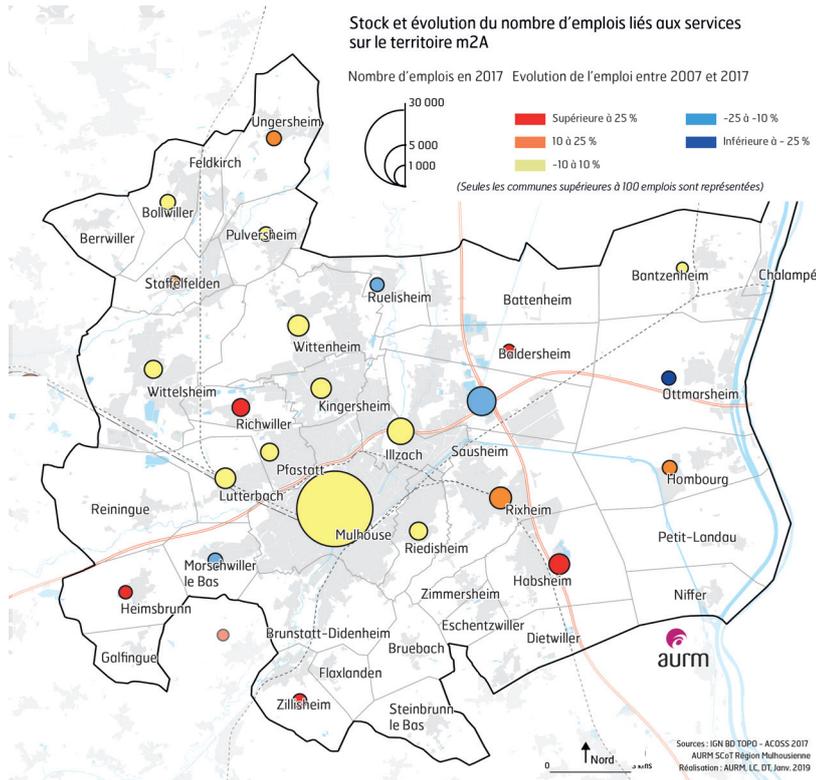
Concernant les services aux entreprises, le territoire est en position intermédiaire, avec une plus forte part que le reste du Sud Alsace, mais une part moins importante qu'en France. Un écart de 6,7 points existe entre m2A et la France.

Au final, **l'économie de m2A apparaît comme une économie très servicielle.** La part des emplois dans les services est presque équivalente à leur part au plan national, mais on a vu que ce n'était pas les mêmes activités qui emploient les salariés, dans m2A et **en France où bien plus de personnes travaillent dans les activités scientifiques et techniques et autres services aux entreprises.**





Services : les principaux pôles d'emploi (+100) dans m2A



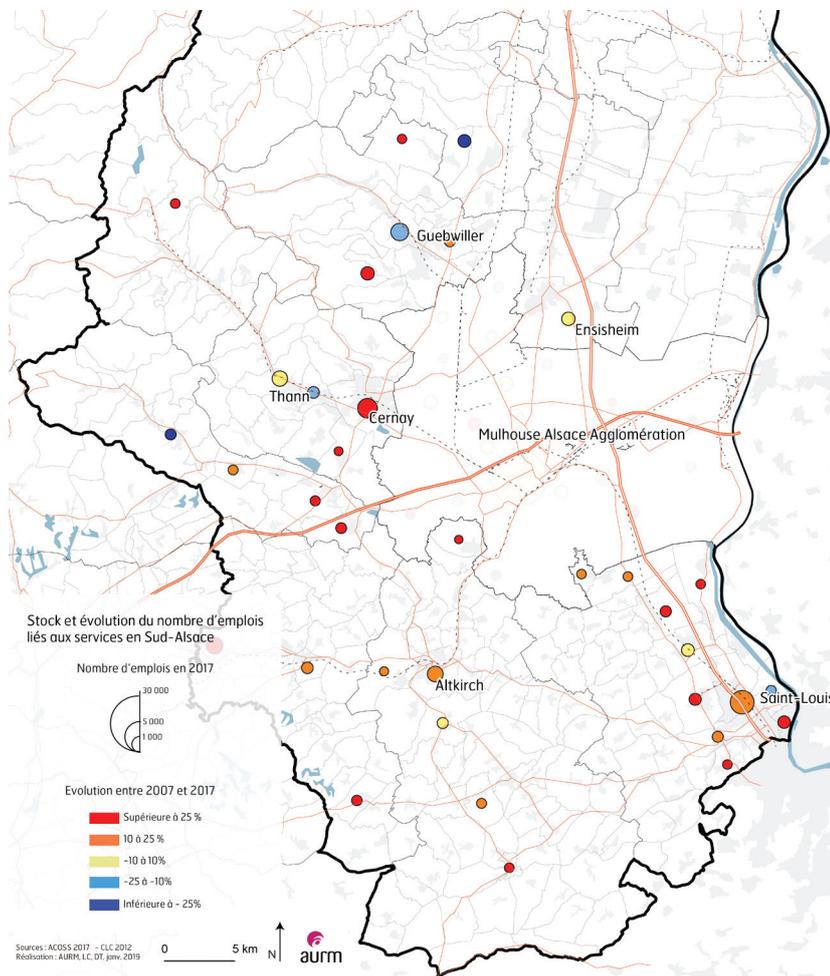
Les emplois de services sont relativement bien distribués avec 25 communes de **m2A** qui offrent plus de 100 emplois chacune. Ces 25 communes représentent un total de 48 416 postes, en hausse de 2 850.

Mais **les emplois de services restent concentrés dans Mulhouse (30 717 postes) et sa première couronne (12 065 postes).**

Il n'y a pas de fortes baisses sauf à Illzach (-138 postes) et surtout Sausheim (-427 postes) qui a perdu des emplois dans les activités bancaires et le nettoyage de bâtiments.

Les plus fortes hausses concernent Mulhouse (+ 1545 postes), Brunstatt-Didenheim (+1 018 postes, grâce en grande partie à une agence d'intérim), mais des communes plus éloignées peuvent connaître une croissance importante des emplois tertiaires : Habsheim (+358), Richwiller, +239 et Zillisheim, +110 postes. Ces 3 communes ont gagné des postes essentiellement dans le nettoyage de bâtiments et industriel, l'hébergement médicalisé de personnes âgées (Richwiller) et les activités culturelles (Habsheim).

Services : les principaux pôles d'emploi (+100) dans le Sud Alsace



Dans le reste du Sud Alsace, les emplois de services sont concentrés dans 34 communes. L'emploi y est généralement croissant. Il passe de 17 200 à 19 300 postes.

Cependant les petites centralités peuvent connaître des difficultés : Guebwiller, -333, Masevaux, -110, Rouffach, -267, Than/Vieux Thann, -111. Mais des communes très proches peuvent au contraire voir l'emploi progresser : Sultz/Issenheim, +214, Cernay, +517, Oderen, +105 (grâce à l'association Adèle de Glaubitz).

En termes spatiaux, le nord du territoire perd à peu près 300 emplois. La façade ouest et les vallées de la Thur et de la Doller en gagnent 600, avec 5 300 postes en 2017.

C'est au sud, autour de Saint Louis (+516 postes), que les gains d'emplois de services sont les plus forts (+1 403 postes), sans qu'aucune commune n'ait connu de fortes baisses. Ces communes représentent à peu près 7 200 emplois.

Les autres communes, notamment dans le Sundgau, sont orientées à la hausse des emplois mais, hormis Altkirch (1 261 emplois), elles pèsent peu dans le total.



Conclusion du bilan quantitatif

Les évolutions qui viennent d'être retracées montrent que la **Région Mulhousienne a plus que subi les effets de la crise** démarrée en 2008 et que la reprise qui se fait sentir en France depuis 2015 est ici encore timide.

Des emplois ont été massivement perdus dans l'industrie, tout comme dans le commerce et la construction ; il n'y a que dans les services que des emplois nouveaux ont vu le jour.

Cette annonce doit être relativisée car toutes les catégories de services ne sont pas concernées. **Les services principalement orientés vers les entreprises sont à la peine**, alors qu'ils connaissent une croissance élevée ailleurs en France.

Les services qui créent de l'emploi sont les services collectifs et les services principalement orientés vers les personnes et, ainsi que **l'intérim qui connaît une envolée depuis 2014**.



Deuxième partie : éléments d'analyse

Comment analyser cette situation ?

Ces évolutions de l'emploi sont-elles relatives à la structure de l'économie locale ou bien faut-il les imputer à d'autres facteurs, plus locaux et susceptibles d'expliquer en partie ces contre-performances ?

Pour répondre à ces questions, deux outils complémentaires peuvent être mobilisés.

Il s'agit, d'une part, d'une **analyse de la spécialisation de l'économie locale** ; d'autre part, d'une **analyse structurelle-**

résiduelle qui montre que les évolutions locales de l'emploi ne sont pas essentiellement dues à des causes structurelles, mais bien plus à des effets «géographiques», à des spécificités locales.

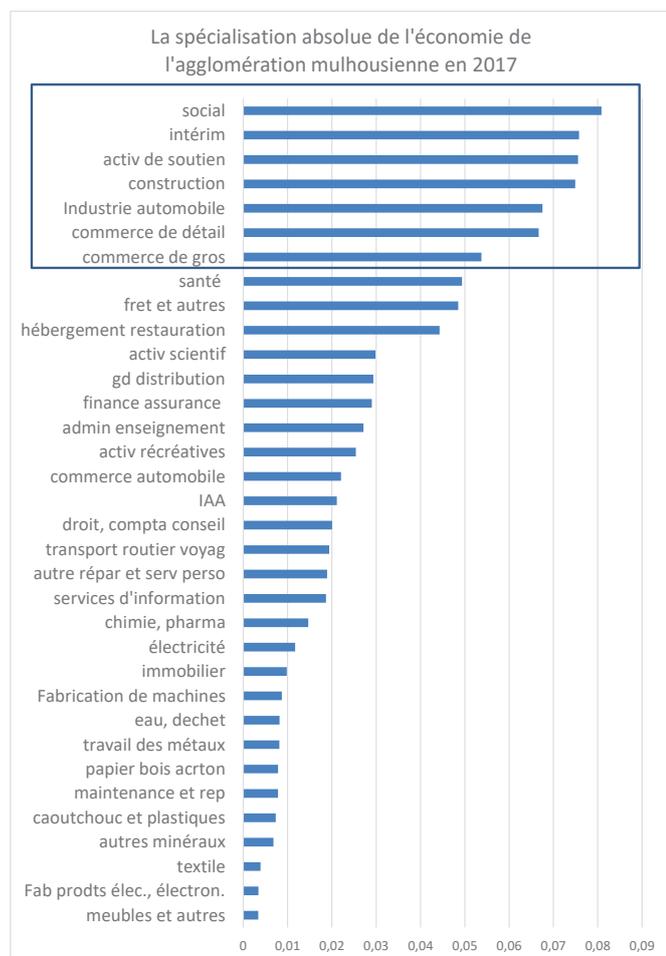
Pour finir de caractériser l'économie locale, une étude de **l'intensité technologique et de l'intensité en connaissance** des activités a été menée, qui ouvre la voie à une analyse des types d'emplois occupés sur le territoire, qui ne jouent pas en faveur du dynamisme économique.



La spécialisation de l'économie locale

m2A : une économie très spécialisée

L'étude de la **spécialisation absolue** de l'économie de m2A montre qu'elle est beaucoup trop spécialisée.



Les sept premières activités, qui sont encadrées, représentent 50% des effectifs. Au plan national, ces mêmes activités emploient à peine 37% des effectifs salariés.

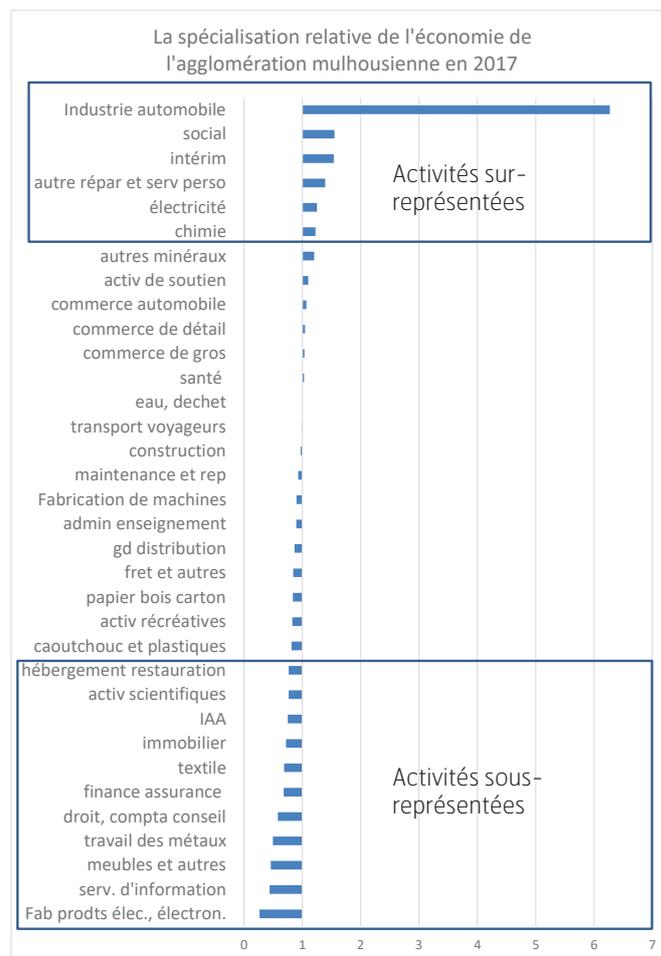
Si la palette est élargie aux 10 premières activités employeuses, alors on arrive à 64% des effectifs salariés de m2A, contre 54% des effectifs salariés français.

Cette situation est d'autant plus dommageable que, parmi les activités les plus employeuses, figurent des activités très volatiles comme les activités de soutien aux entreprises ou l'intérim. Le moindre ralentissement de l'activité ou des anticipations négatives de la part des entreprises conduisent à un moindre recours aux agences d'intérim ou à certaines activités jugées non stratégiques (entretien des jardins, des bâtiments...) ce qui a de fortes répercussions sur l'emploi local.

Méthodologie

La **spécialisation dite absolue** prend en compte le poids de chaque activité (ici le % d'emplois) dans le total des activités du territoire.

La **spécialisation relative** rapporte quant à elle la part des emplois locaux de chaque branche à la part que chaque branche occupe dans l'économie nationale.



Entre les deux groupes d'activités encadrés, figurent des activités qui sont peu ou pas sur ou sous représentées localement.

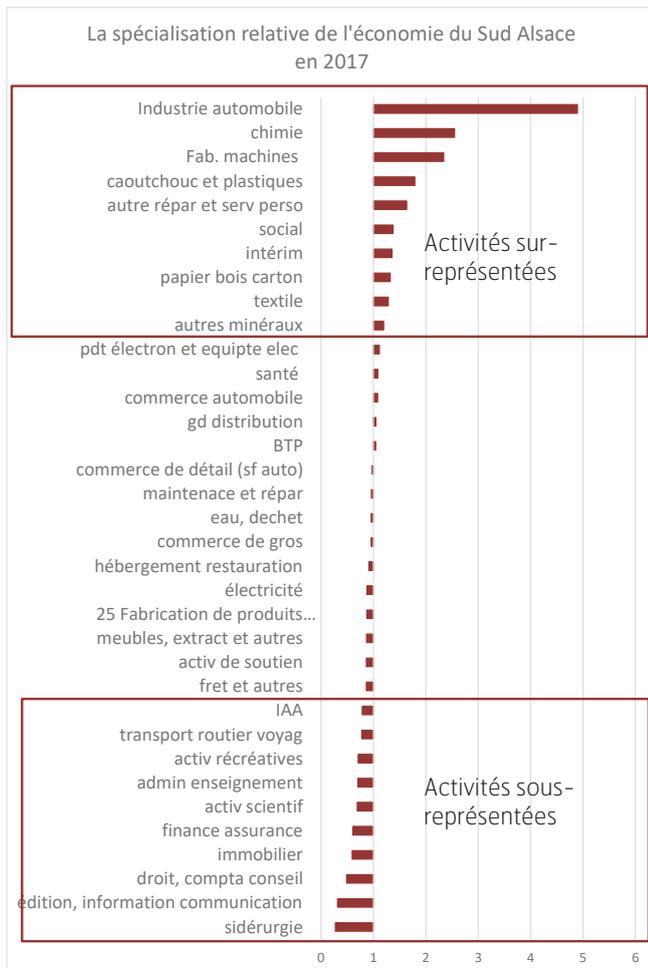
La spécialisation de l'économie mulhousienne peut être appréciée **en termes relatifs**. Il y a 6 fois plus de salariés locaux employés dans l'automobile qu'en France ! Et ce malgré les baisses d'emploi constatées année après année. Le plus préoccupant n'est pas que 6 activités soient sur-représentées localement (encadré du haut), mais le fait que **de nombreuses activités soient sous représentées localement et, parmi elles des activités tertiaires «stratégiques»** : les activités scientifiques et techniques, les services d'information et de communication...

La diversification de l'économie locale doit donc être recherchée en priorité.

Le Sud Alsace est un peu plus diversifié

L'élargissement de la focale à l'ensemble du Sud Alsace modifie légèrement le tableau, dans le sens d'une moindre spécialisation. Les 7 premières activités employeuses ne représentent que 44% de l'emploi salarié du Sud Alsace, ce qui est tout de même 6 points supérieur au niveau national.

Si on élargit aux 10 premières activités employeuses, on aboutit à 59% de l'emploi local contre 53% au plan national.



Le seuil de plus ou moins 20% a été retenu pour juger de la sur ou sous représentation.

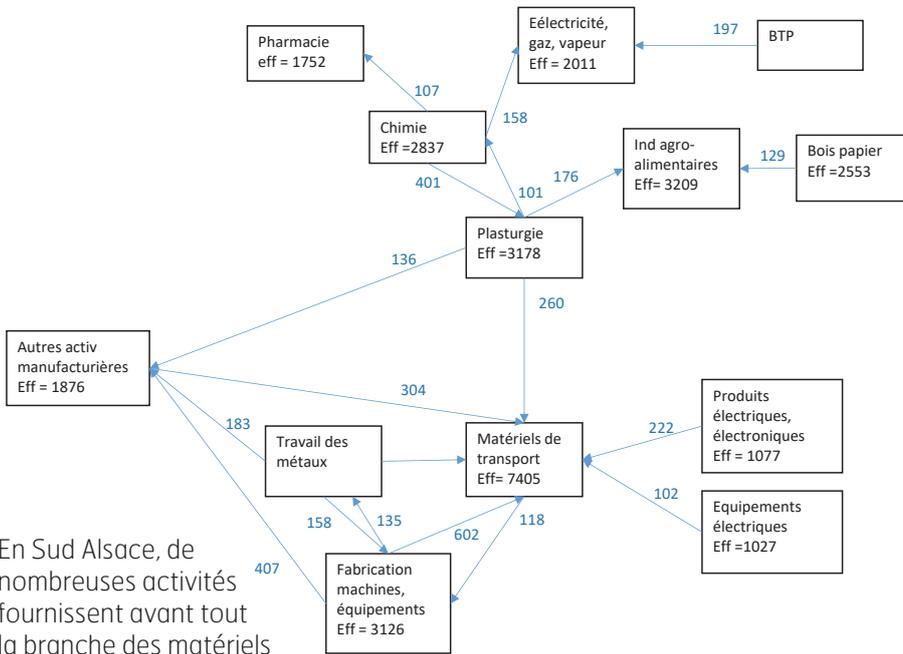
La palette des activités est donc un peu plus large que celle de m2A seule, mais l'emploi reste plus concentré qu'en France.

En termes relatifs, les secteurs sur-représentés en Sud Alsace sont un peu plus nombreux que dans la seule m2A et les activités sous-représentées sont un peu moins nombreuses. Mais on continue de trouver parmi elles les activités scientifiques et techniques, les services d'information et de communication, les activités juridiques, comptables ou de conseil, ce qui témoigne d'une **économie insuffisamment «métropolisée», où les emplois les plus intenses en connaissance sont relativement peu développés.**



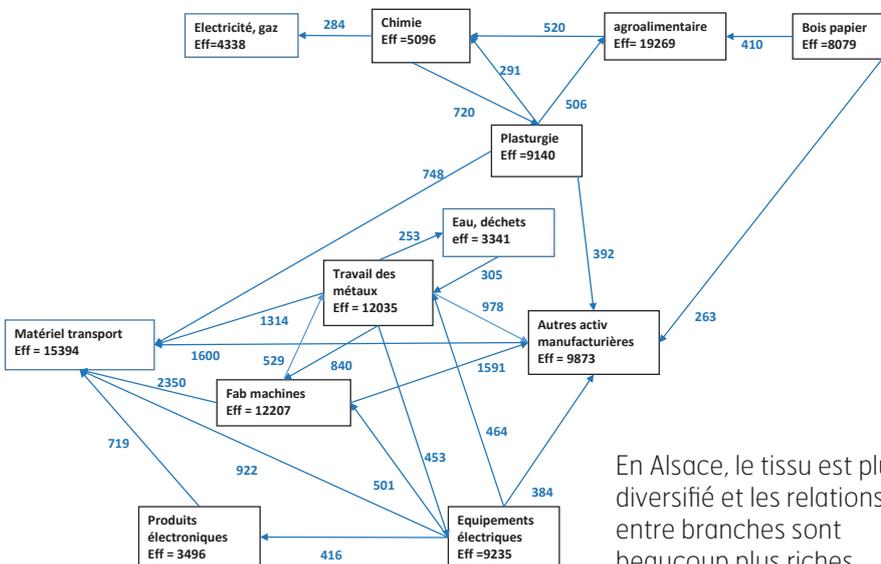
Une illustration de la spécialisation de l'économie locale

Une modélisation des relations inter-industrielles en sud Alsace



En Sud Alsace, de nombreuses activités fournissent avant tout la branche des matériels de transport

Une modélisation des relations inter-industrielles en Alsace



En Alsace, le tissu est plus diversifié et les relations entre branches sont beaucoup plus riches

L'AURM a mis au point une méthode qui permet de faire ressortir, même d'une façon grossière, l'organisation des activités économiques sur le territoire.

En soit, cette méthode ne permet pas d'estimer, même de façon grossière, les échanges inter-industriels, mais, par comparaison, elle permet de faire ressortir la plus ou moins grande richesse du tissu économique.

Dans le graphe ci-contre, l'analyse a été menée au niveau du Sud Alsace.

Deux grandes «filères» structurent l'économie. D'une part, la chimie/pharmacie/plasturgie, laquelle sert de pivot avec la seconde grande filière qui est organisée autour de la fabrication de matériels de transport, l'automobile pour l'essentiel.

Le graphique du bas reprend la même méthode, appliquée au niveau des deux départements du Haut Rhin et du Bas Rhin.

Si les principales activités représentées sont presque les mêmes que dans le Sud Alsace, il apparaît que **les relations entre les différentes activités sont plus denses au niveau alsacien**. Par exemple, en Sud Alsace, les produits électriques ou électroniques ainsi que les équipements électriques ont essentiellement pour débouchés l'industrie automobile.

En Alsace, ces mêmes produits et équipements alimentent également les autres activités manufacturières, le travail des métaux, la fabrication de machines et équipements industriels, et les échanges existent également entre produits électriques et équipements électriques, ce qui n'est pas le cas en Sud Alsace.

Les relations inter-industrielles : méthodes

La méthode utilisée repose sur le tableau des consommations intermédiaires de la comptabilité nationale. Des coefficients ont été calculés pour savoir quelle part d'un produit est consommée par chacune des autres branches. N'ont été retenues que les consommations d'une branche qui représentent plus de 1% d'un produit.

Ces coefficients ont été ensuite appliqués aux effectifs de chaque branche, ici en Sud Alsace et en Alsace. N'ont été retenus que les échanges (théoriques) qui représentent au moins 200 emplois.



Une analyse structurelle résiduelle peu favorable

Des effets locaux négatifs

La réalisation d'une analyse structurelle-résiduelle s'opère en plusieurs temps.

Est d'abord calculé un effet total, qui est égal au différentiel de taux de variation du territoire étudié et d'un échelon supérieur (ici la France). Pour m2A, l'effet total est de -7,7. Il a été vu dans la première partie que des emplois avaient été créés en France sur la période 2007-2017 alors que la Région Mulhousienne en avait perdu.

Dans un second temps, on calcule, pour chacune des activités (ou groupe d'activités) les effectifs théoriques, c'est-à-dire les effectifs que l'activité devrait avoir localement si elle avait évolué de la même manière qu'en France. **Dans m2A, le volume d'emploi perdu aurait dû être de 350 postes, il est en réalité de 5700.** Le taux de variation théorique est de -0,38, pour une variation observée de -6,1.

L'effet structurel est obtenu en soustrayant le taux de variation national (1,5) du taux de variation théorique du territoire. L'effet structurel s'établit donc à 1,91 pour la Région Mulhousienne.

Enfin, l'effet résiduel ou géographique est obtenu par soustraction du taux de variation théorique au taux de variation observé. Il est ici de -5,8.

Il est donc possible d'en conclure que **ce sont des effets locaux, bien plus que sectoriels, qui expliquent les mauvais résultats de l'économie locale** entre 2007 et 2017.

Des pertes d'emplois plus importantes qu'attendu

Comme l'indiquent les données du tableau ci-contre, les écarts sont impressionnants entre l'évolution attendue et les évolutions constatées de l'emploi. Dans l'industrie automobile par exemple, ce sont presque 1 200 postes perdus de plus que ce qui pouvait être attendu au vu des évolutions nationales. Dans le commerce de gros, ce sont 886 postes de plus et 562 dans les activités scientifiques et techniques.

Au contraire, l'intérim a créé 1210 postes de plus que ce qui était attendu... C'est aussi le cas de la chimie et de quelques activités qui soit ont moins perdu d'effectifs qu'au plan national, soit sont allées à contre-courant.

Qu'est-ce qu'une analyse structurelle résiduelle?

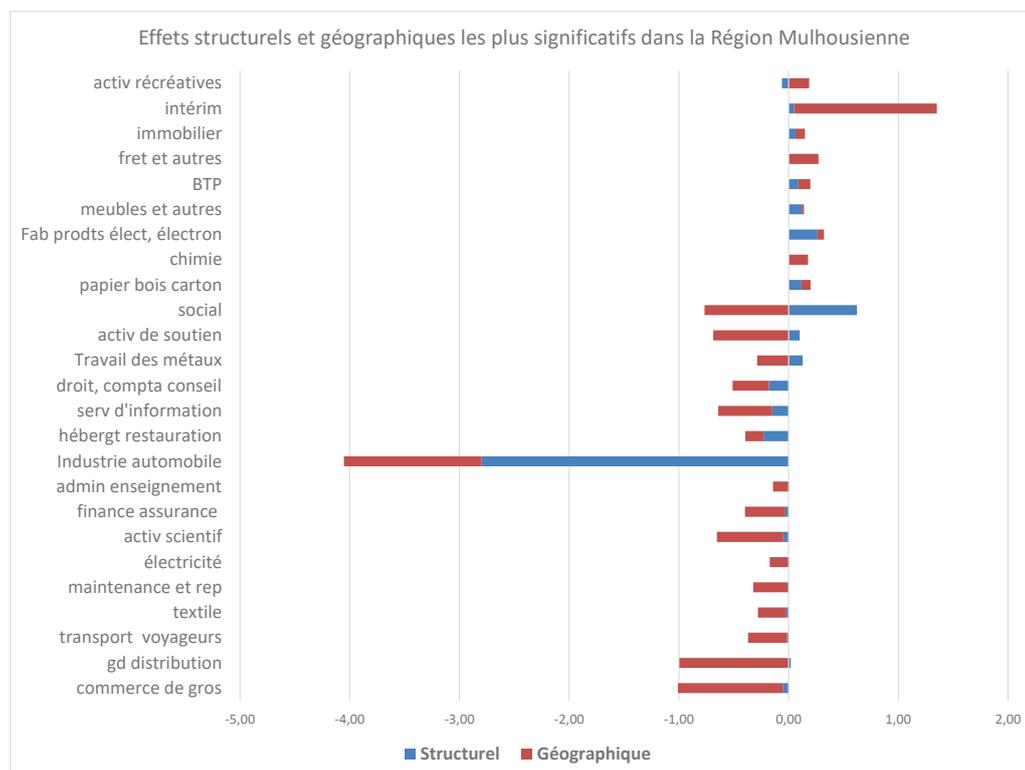
C'est une méthode de calcul économétrique qui permet de faire la part des évolutions constatées entre ce qui est dû aux évolutions globales (au niveau national) des différentes activités et ce qui est dû à un effet «local» encore appelé effet résiduel ou géographique. Par exemple, si une activité est globalement orientée à la baisse de ses actifs, il est logique que localement, les effectifs occupés par cette activité baisse également. Mais cette baisse peut être localement beaucoup plus forte ou beaucoup plus faible qu'au plan national. Et cette différence, n'étant pas due à l'évolution de l'activité, est due à des facteurs locaux.

Principaux résultats de l'analyse structurelle-résiduelle menée à l'échelle de m2A

	Effectifs		evol constatée	effectifs théoriques	écarts	taux attendus
	2007	2017				
IAA	1814	1839	1,4	1799	40	-0,8
textile	811	339	-58,2	580	-241	-28,5
papier bois carton	840	683	-18,7	606	77	-27,9
chimie pharmacie	1234	1276	3,4	1113	163	-9,8
caoutchouc et plastiques	795	637	-19,9	645	-8	-18,8
autres minéraux	681	592	-13,1	533	59	-21,8
travail des métaux	1175	708	-39,7	974	-266	-17,1
Fab prodts élec-électron	305	298	-2,3	243	55	-20,2
Fabrication de machines	880	757	-14,0	726	31	-17,5
Industrie automobile	10074	5878	-41,7	7043	-1165	-30,1
meubles et autres	352	295	-16,2	278	17	-21,1
maintenance et rep	1020	682	-33,1	972	-290	-4,7
électricité	1155	1018	-11,9	1178	-160	2,0
eau, déchet	751	711	-5,3	775	-64	3,3
BTP	7034	6518	-7,3	6417	101	-8,8
commerce automobile	2002	1921	-4,0	1904	17	-4,9
commerce de gros	5975	4676	-21,7	5562	-886	-6,9
commerce de détail	5629	5800	3,0	5864	-64	4,2
gd distribution	3246	2555	-21,3	3479	-924	7,2
transport voyageurs	2165	1689	-22,0	2020	-331	-6,7
fret et autres	3971	4222	6,3	3970	252	0,0
hébergement restauration	3416	3855	12,9	4008	-153	17,3
services d'information	1931	1626	-15,8	2081	-455	7,8
finance assurance	2798	2525	-9,8	2866	-341	2,4
immobilier	864	856	-0,9	776	80	-10,2
droit, compta conseil	1768	1743	-1,4	2051	-308	16,0
activ scientifique, techniques	2880	2596	-9,9	3158	-562	9,6
activ de soutien	6304	6575	4,3	7213	-638	14,4
inrérim	5063	6595	30,3	5385	1210	6,4
admin enseignement	2532	2361	-6,8	2493	-132	-1,5
santé	3710	4297	15,8	4267	30	15,0
social	6170	7036	14,0	7747	-711	25,6
activ récréatives	1901	2211	16,3	2038	173	7,2
autre répar et serv perso	1504	1647	9,5	1633	14	8,6
	92750	87017	-6,2	92397	-5380	-0,4

Voir également le graphique page suivante

Les mêmes calculs, opérés au niveau de l'ensemble du Sud Alsace aboutissent à un effet total plus faible (-6,5) et surtout à un effet structurel beaucoup plus fort (-2,9). C'est à dire que les activités présentes dans l'ensemble du Sud Alsace sont plutôt orientées d'une manière générale à la baisse de leurs effectifs.



Dans ce graphique, les effets structurels et géographiques ont été décomposés au niveau des divers groupes d'activités.

N'ont été retenus que les activités pour lesquelles ces effets sont les plus importants.

Ce n'est pas le cas les IAA, l'industrie du caoutchouc et plastiques, les autres produits minéraux, l'eau et les déchets, le commerce automobile et de détail, la santé et les services personnels où ces effets sont assez négligeables.

Les effectifs y évoluent à peu près comme ils devraient au vu de l'évolution de ces activités au plan national.

Quelques éléments d'explication

Reste à expliquer les écarts constatés, les raisons d'un effet géographique aussi élevé dans m2A. Les facteurs susceptibles d'intervenir sont nombreux et variés. Ils peuvent tenir aussi bien à des «conditions cadres» d'installation des entreprises plus ou moins favorables, qu'à une culture, des modes d'organisation et une productivité différente, des infrastructures plus ou moins adaptées...

A titre d'exemple, dans l'industrie automobile, les effets structurels sont importants et conduisent à une baisse des effectifs, localement renforcée par le passage de l'usine PSA de Sausheim en monoflux et **la volonté de la direction du groupe d'en faire une usine d'excellence.**

Dans la grande distribution, les effets structurels sont plutôt positifs (les effectifs croissent en France) mais localement, les effets locaux sont négatifs, les effectifs baissent. Cela peut être dû à **la concurrence croissante des autres super et hypermarchés du Sud Alsace** ou encore à une **faiblesse des revenus locaux qui freinent la consommation.**

De la même manière, dans le commerce de gros, les effets locaux négatifs sont peut-être le signe d'un recul de ces activités, lié à un recul des activités industrielles.

Dans les activités sociales et de soutien aux entreprises, les effets locaux contrecarrent des effets structurels positifs. Pour cause, les effectifs croissent beaucoup moins qu'au niveau national, ce qui s'explique entre autres et pour l'action sociale, à un niveau d'effectifs déjà élevé en 2007 (7% des effectifs de m2A pour 4% au plan national).

Enfin, on notera que **pour les activités scientifiques et les services d'information, les activités juridiques, de conseils, les évolutions sont nettement plus défavorables qu'en France** et que le poids de ces activités se réduit localement. L'écart entre m2A et la France, en termes de part des effectifs salariés était de 3,5 points en 2007, il est de 4,7 en 2017.

Quelques situations favorables sont à signaler (en haut du graphique ci-dessus).

L'intérim est porté par la croissance du secteur et un recours accru au niveau local.

Le transport de marchandises (fret) a également une dynamique locale plus forte, ce qui est peut-être lié à la position frontalière (beaucoup de biens échangés avec l'Allemagne et la Suisse) et à la reprise constatée ces derniers temps.

Enfin, on notera que **la chimie** dans m2A essentiellement représentée par la plate-forme d'intérêt national de Chalampé, qui est un site d'envergure mondiale (un tiers de la production mondiale d'adiponitrile) a bénéficié d'un programme d'investissements de 250 millions d'euros pour renforcer sa position. Ce qui explique qu'à rebours des tendances nationales, les effectifs soient légèrement croissants.

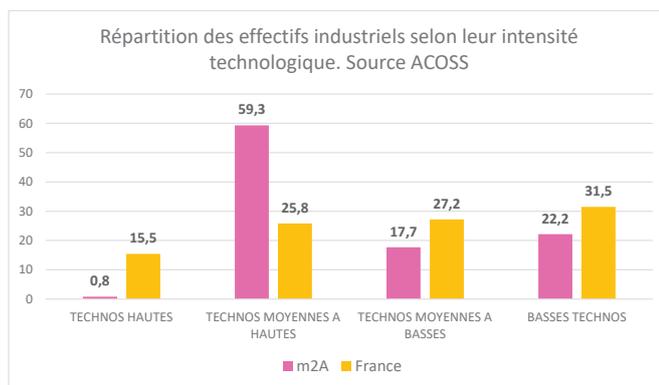
Au final, cette analyse rappelle que chaque catégorie d'activité doit être étudiée en détail pour objectiver les raisons de sa trajectoire. C'est sans doute la condition pour mettre en oeuvre les mesures adaptées à chaque activité.



L'intensité technologique de l'industrie

Dans m2A dominent les moyennes-hautes technologies

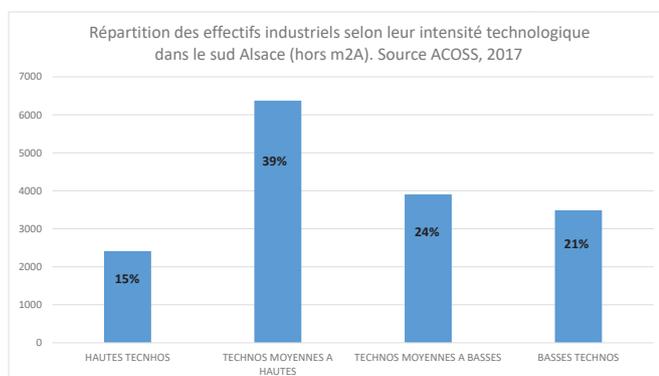
Pour affiner les données précédentes, il est possible d'analyser la teneur technologique des activités industrielles et de comparer la répartition des entreprises locales et la répartition nationale.



L'industrie locale est fortement dominée par les activités de moyenne à haute technologie. Ce qui correspond pour l'essentiel à la chimie et à l'automobile.

Par contre, les industries de faible intensité technologique sont nettement moins représentées qu'en France. Ce qui peut expliquer un taux de chômage local important, faute de postes relativement peu qualifiés.

A l'autre extrémité, on remarque la quasi-absence des activités de haute intensité technologique : pas de pharmacie, d'aéronautique, peu d'électronique...



Les activités industrielles sont regroupées en 4 catégories sur des critères notamment de dépenses en R&D :

- Haute technologie : pharmacie, spatial et aéronautique, électronique et instrumentation.
- Moyenne à haute technologie : chimie, automobile, matériels électriques, fabrication de machines et équipements industriels.
- Moyenne à basse technologie : plasturgie, mécanique, installation et réparation d'équipements industriels.
- Basse technologie : agro-alimentaire, textile, bois papier carton, meuble...

Des activités intenses en technologie dans le Sud Alsace

Le tableau s'améliore nettement si l'on considère le Sud Alsace qui offre plus de diversité. La sur-représentation des activités de moyenne/haute technologie baisse, mais il y a toujours un déficit d'activités à faible intensité. Le bon côté, c'est la **bonne représentation des activités à forte intensité technologique, grâce à l'industrie pharmaceutique sur l'agglomération de Saint Louis notamment.** Et encore, ces données n'intègrent pas les activités aéronautiques développées sur la plate-forme de l'EuroAirport (Jet aviation, AMAC..., soit plus de 6 000 emplois).

A l'échelle de l'ensemble du Sud Alsace, le tissu industriel est donc plutôt intensif en technologie, avec plus de 17 000 emplois (soit 57% du total) dans des activités de moyenne et haute intensité technologique.



Des évolutions différentes selon les territoires et les activités

Les évolutions des effectifs salariés dans les activités de haute et moyenne-haute technologie sont contrastées.

Dans m2A, les effectifs des activités de haute technologie ont reculé ces 10 dernières années alors qu'ils étaient déjà particulièrement faibles. A peine note-t-on une stabilisation à partir de 2015.

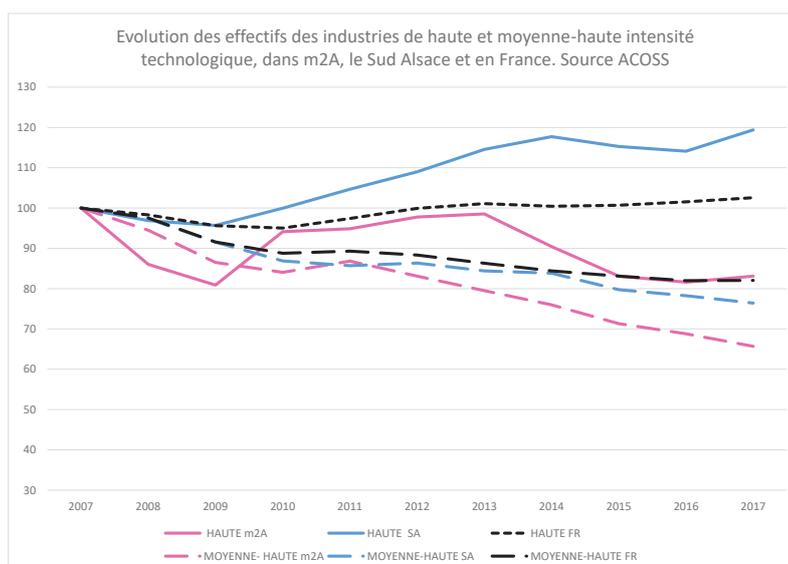
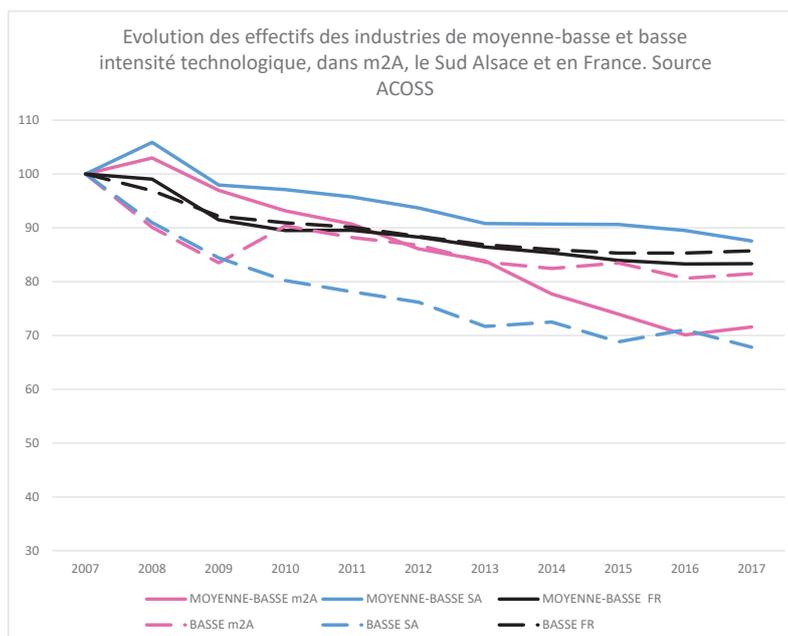
Les effectifs des activités de moyenne-haute technologie ont également reculé, plus fortement qu'au niveau national. Cela s'explique en très grande partie par le recul des effectifs de l'industrie automobile.

Les effectifs des activités des industries de haute technologie dans le reste du Sud Alsace ont au contraire connu une augmentation plus élevée qu'au plan national. Ce groupe d'activités est porté par le développement de la pharmacie (+360 postes) et de l'instrumentation scientifique (+100 postes), dans l'agglomération de Saint Louis.

Les évolutions des effectifs des activités de moyenne-basse et basse intensité technologique sont orientées à la baisse au plan national. Ils ont reculé d'une quinzaine de pour cents depuis 2007. Localement, **les évolutions des effectifs des activités de moyenne-basse intensité du Sud Alsace et des activités de basse intensité de m2A sont conformes aux tendances nationales.** Dans m2A, ces activités ont perdu à peu près 700 postes, dont 500 dans le textile-habillement.

Mais **les activités de basse intensité du Sud Alsace reculent plus fortement qu'en France.** Les effectifs ont fondu de 30% en 11 ans. Cela est dû principalement là encore au recul des effectifs du textile où plus de 900 postes ont disparu depuis 2007 (dont 550 dans la vallée de la Thur et 400 autour de Saint Louis).

Dans m2A, ce sont les effectifs des activités de moyenne basse intensité technologique qui perdent à peu près 1 000 emplois, avec **des baisses d'effectifs dans la majeure partie des activités relevant de la mécanique industrielle.**

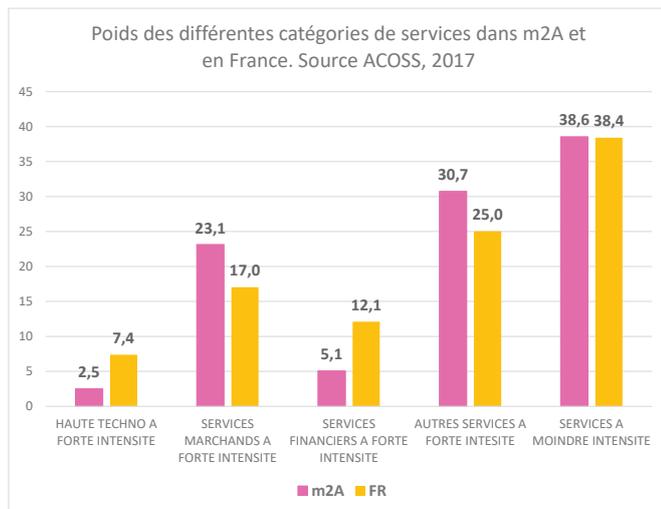




L'intensité en connaissance des services

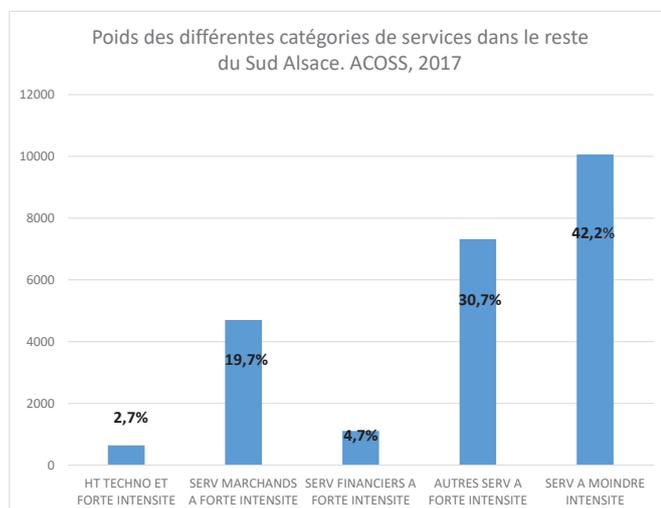
Dans m2A

Le pendant de l'intensité technologique pour les activités de services est l'intensité en connaissances qui permet de distinguer 5 grandes catégories de services. Comparativement à la France, **deux catégories de services sont sous-représentées dans m2A.**



D'une part, les services technologiques à forte intensité avec **une faible part des effectifs privés dans la R&D et dans les activités informatiques.** D'autre part, les services financiers et d'assurance.

A contrario, deux catégories sont sur-représentées : les services marchands à forte intensité car celles-ci incluent les agences de travail temporaire et les autres activités de services qui, elles, incluent les structures médicales et sociales qui sont fortement présentes sur le territoire.



Cinq catégories de services sont distinguées

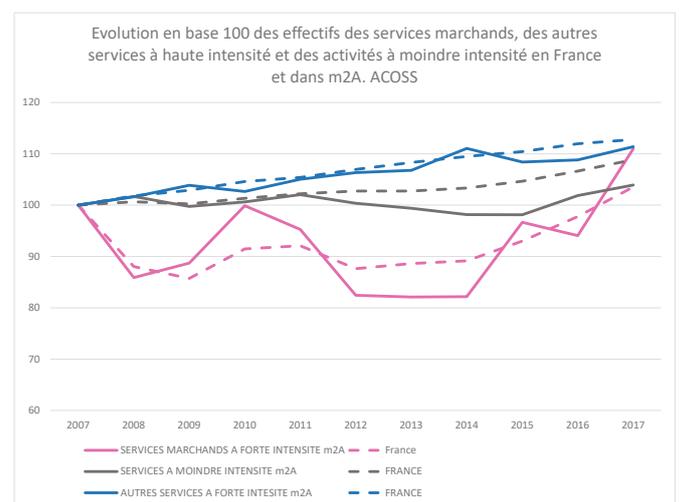
- Les services de haute technologie et à forte intensité en connaissances : informatique, recherche...
- Les services marchands à forte intensité : activités d'ingénierie, spécialisées scientifiques et techniques, essentiellement des services aux entreprises.
- Les services financiers et d'assurance à forte intensité.
- Les autres services à forte intensité : qui incluent le secteur médical et social.
- Les services à moindre intensité qui comprennent de nombreux services à la personne, la restauration...

A l'échelle du Sud Alsace cette même faiblesse des services technologiques et des services financiers se retrouve. Le territoire est un peu moins doté que m2A en services marchands à forte intensité (ingénierie...) et un peu plus doté dans les services de moindre intensité, qui relèvent des services «artisansaux».

Les évolutions dans m2A et en France

En termes d'évolution, m2A et le reste du Sud Alsace ont des profils proches. Comparativement à la France, les services peuvent être regroupés en deux sous ensembles.

- Le premier est composé des activités qui ont une évolution proche. C'est le cas des services marchands à forte intensité, des autres services à forte intensité et des services à moindre intensité.



Les «services marchands», ont une très forte variabilité. **Depuis 2012, une reprise soutenue est constatée**, aussi bien en France (+4% entre 2007 et 2017) que dans m2A (+11%). Cependant, **cette croissance concerne essentiellement les activités de travail intérimaire**, les activités scientifiques et techniques étant quant à elles plutôt orientées à la baisse de leurs effectifs.



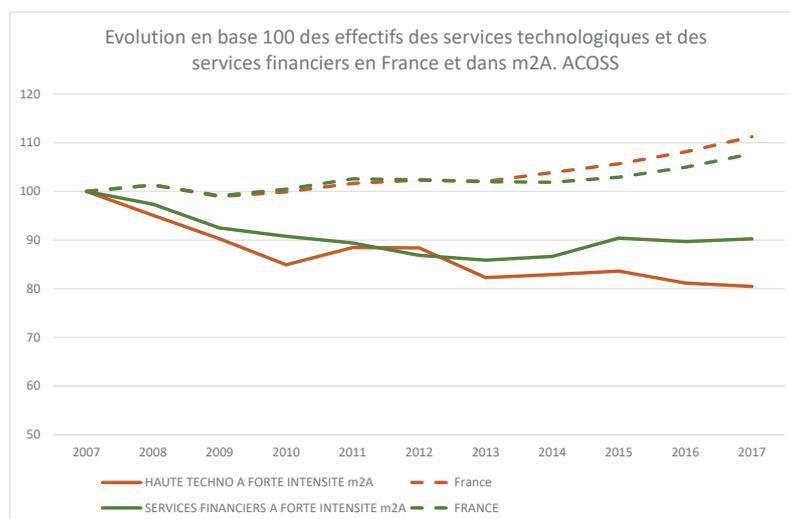
Les services à moindre intensité, correspondant pour beaucoup à des activités présentes, sont moins sujettes à la concurrence et à la délocalisation que d'autres. C'est pourquoi leur croissance est quasi linéaire en France. Dans m2A, les effectifs étaient orientés à la baisse entre 2011 et 2015. Mais, depuis lors, **une nette reprise a eu lieu** si bien que l'écart n'est que de 4 points avec la France (+5% dans m2A, +9% en France entre 2007 et 2017).

Enfin, **pour les «autres services à forte intensité, les taux de croissance sont identiques en France et dans m2A.** (11/12% entre 2007 et 2017). L'importance des activités médicales, sociales et socio-culturelles dans cette catégorie de services explique ces scores.

• **Les évolutions locales et nationales divergent fortement pour le deuxième sous ensemble, composé des services financiers et des services technologiques à forte intensité en connaissance.**

Au niveau national, les effectifs de ces activités sont nettement orientés à la hausse : +11% pour les services technologiques et +8% pour les services financiers.

Au plan local, les effectifs sont au contraire orientés à la baisse. Les services financiers ont perdu 10% de leurs effectifs entre 2007 et 2017, avec toutefois une stabilisation (et même une petite reprise) depuis 2013. Les services technologiques ont eux perdu 20% de leurs effectifs. Ce qui peut s'expliquer de plusieurs manières :



- une rationalisation dans les télécommunications après des années de développement ;

- un fonctionnement spécifique des activités informatiques qui ne joue pas en faveur du salariat.

Quoi qu'il en soit, ces tendances ne sont pas positives. Est sans doute en jeu la capacité de la ville centre et de son agglomération de maintenir et d'attirer des activités métropolitaines.

Celles-ci ont tendance à se concentrer dans les plus grandes villes. Est également en jeu la capacité d'innovation des entreprises industrielle puisque les travaux de Doloreux et Shearmur¹ montrent qu'il existe un lien très marqué entre l'utilisation de services à forte intensité en connaissances et l'innovation au sein des établissements manufacturiers. Que se redéveloppe ce type d'activités et tout particulièrement les services technologiques, est donc essentiel pour accompagner le redéploiement de l'industrie dans les territoires.

1) Doloreux D., Shearmur R., «L'utilisation des services à forte intensité en connaissance, dans les PME manufacturières du Québec : diagnostic des performances et déterminants de l'innovation. INRS, mars 2012

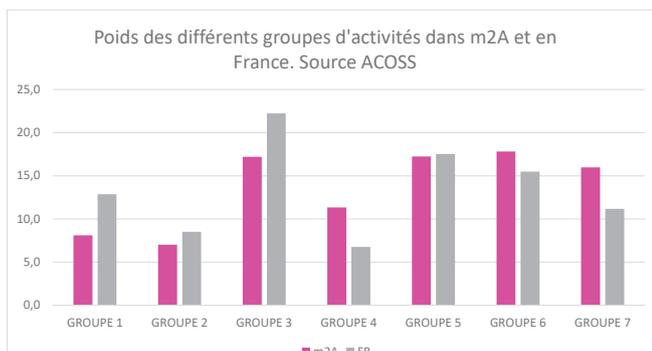


Les problématiques d'emploi liées aux activités

La qualité des emplois en question

La structure des activités locales conduit à des problématiques d'emploi elles aussi spécifiques. Pour les mesurer, un comparatif a été réalisé avec l'emploi en France, en s'appuyant sur une méthode empirique élaborée par le CEREQ pour le Ministère du travail. Les analyses plus classiques, en termes de fonctions métropolitaines, confirment les résultats obtenus avec cette méthode.

Il en ressort que les activités du groupe 4 (dont automobile) sont sur-représentées localement, de même que celle du groupe 6 (commerces de détail et services opérationnels aux entreprises), ainsi que celles des activités médico-sociales (groupe 7).



La sur-représentation de ces activités se conjugue avec **des suppressions d'emplois dans les activités industrielles les plus rémunératrices** (moins 4 770 emplois entre 2007 et 2017 pour les activités du type 4) **et du travail précaire et peu rémunérateur** pour 33% de la main d'oeuvre locale (groupe 6 et 7).

Le poids des activités artisanales (Type 5) est identique, localement et en France, mais cela ajoute 17% de salaires potentiellement bas.

Au total donc, 51% de la main d'oeuvre employée dans des secteurs peu rémunérateurs, pour des emplois qui sont souvent (Types 6 et 7) de faible qualité.

Un manque dans les activités de services qualifiés

Les activités de types 1 et 2, qui rassemblent de nombreux services à haute intensité en connaissance, sont nettement moins représentées localement qu'en France. Elles ne représentent que 15% de l'emploi local, contre 21,5% en France.

L'écart est particulièrement important dans les activités de type 1 (8% vs 13%), qui emploient le plus de cadres et

Quels emplois pour quelles activités ?

En compulsant de très nombreuses informations (temps de travail, rémunération, durée des contrats, démographie d'entreprises etc etc. et en procédant à une analyse ascendante hiérarchique, A. Dagostino et A. Delanoë¹ ont mis en exergue **une typologie sectorielle des modes de gestion de la main d'oeuvre**. Elles aboutissent à 7 types d'activités confrontés à des problématiques spécifiques de gestion.

Type 1 : essentiellement des activités de **services qualifiés aux entreprises** où l'emploi est en croissance, les emplois sont stables et les salariés élevés, avec de fortes disparités hommes/femmes. Beaucoup de cadres et des politiques de formation développées.

Type 2 : **activités de santé, éducatives, culturelles** ainsi que des **activités de conseil aux entreprises**. L'emploi y est instable, avec une forte rotation, beaucoup de CDD, de temps partiel et de contrats aidés pour une main d'oeuvre plutôt féminine et âgée.

Type 3 : **activités industrielles, de commerce de gros en restructuration, des services aux entreprises peu qualifiés**. Marché en déclin, où l'intérim est fort, ainsi que l'ancienneté. On y trouve une majorité d'ouvriers, de niveau V et VI avec un niveau de diplôme qui croît. Main d'oeuvre plutôt masculine et âgée. Nombreux licenciements économiques.

Type 4 : des activités à moyenne et haute intensité technologique (**automobile, chimie...**) qui sont le fait de grands établissements, où l'emploi décroît. La gestion est peu flexible, l'ancienneté est élevée. Forte croissance des niveaux de formation supérieurs et politiques de formation développées. Les salariés sont plutôt âgés.

Type 5 : **activités essentiellement artisanales** (métiers de bouche, construction, services de l'automobile, commerce alimentaire, restauration...). Elles sont le fait de petits établissements qui recourent à l'apprentissage et à des jeunes sortis de formation. Faible ancienneté et faibles salaires malgré une bonne part d'ouvriers qualifiés. Le niveau IV se répand, mais il y a peu de formation continue. La main d'oeuvre est plutôt jeune et masculine.

Type 6 : **activités de commerce de détail et des services opérationnels aux entreprises**. Marché de l'emploi en croissance (en France), avec beaucoup de temps partiel, une faible ancienneté, et de faibles salaires. Nombreux emplois d'employés non qualifiés, surtout jeunes et femmes.

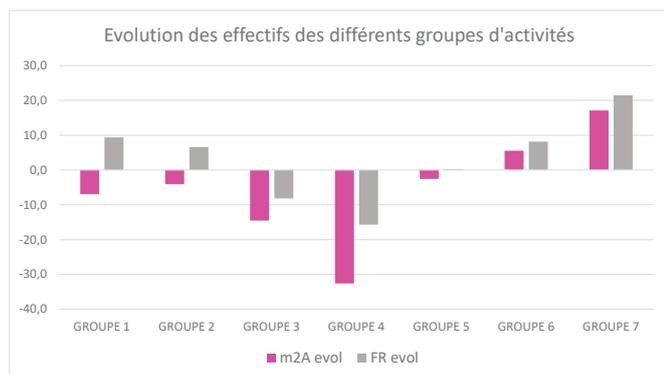
Type 7 : **des activités de services à la personne et médico-sociales** où la population est très féminine et plutôt âgée. Les emplois sont très précaires mais en nombre croissant, beaucoup de CDD, de temps partiel, de faibles salaires pour des ouvriers et employés non qualifiés.

¹ CEREQ, *Typologie sectorielle des modes de gestion de la main d'oeuvre*, Net.Doc 157, avril 2016



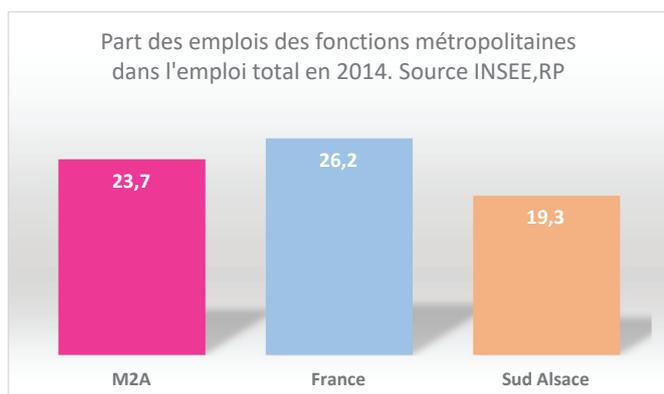
versent des rémunérations élevées. Ce sont des activités fortement concentrées géographiquement dans les principaux centres urbains et tout l'enjeu est de réussir à capter ou maintenir ces activités dans une ville «moyenne». Car cela conditionne l'attractivité du territoire pour d'autres activités, consommatrices de ces services.

Pour l'heure, l'agglomération n'en prend pas le chemin. **Seules les activités de type 6 et 7 créent de l'emploi** (à un rythme moindre qu'en France). Et ces postes sont créés dans des activités où **les emplois sont précaires, souvent à temps partiel et peu payés.**

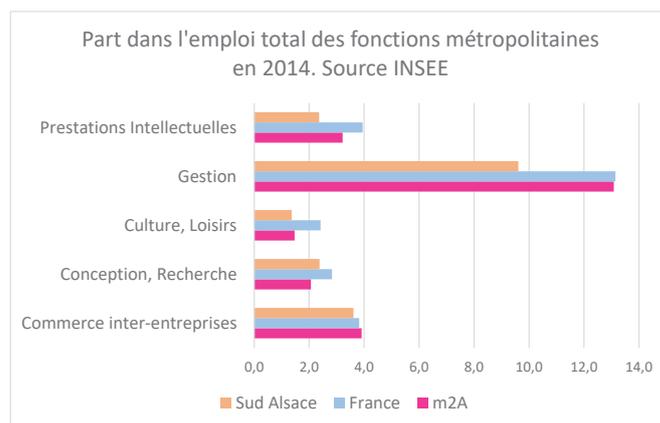


Les pertes d'emploi sont fortes dans les industries anciennes (type 3) ou de moyenne intensité technologique (Type 4) qui présentaient l'avantage de salaires relativement élevés et d'emploi assez stables. **Surtout, les emplois les plus qualifiés des services reculent** : -7% pour le type 1 et -4% pour le type 2, alors que ces activités voient leur emploi croître en France.

L'analyse, plus classique, des emplois métropolitains, confirme ce positionnement de l'agglomération mulhousienne. Les emplois métropolitains représentent une moindre part de l'emploi total qu'en France. C'est encore plus vrai pour le reste du Sud Alsace.

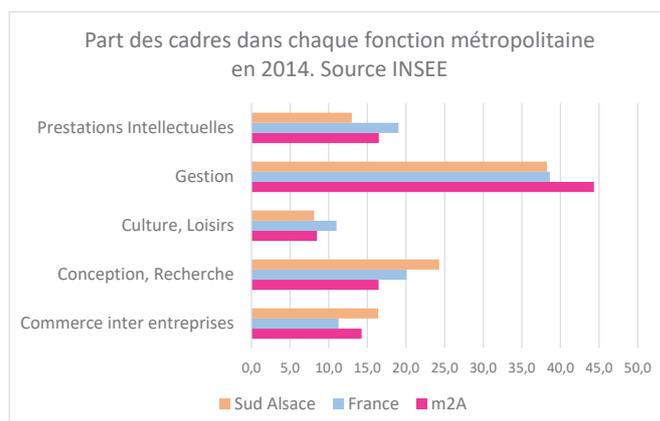


Il n'y a que deux fonctions métropolitaines pour lesquelles m2A fait au moins jeu égal avec la France : le commerce inter-entreprises et la gestion. Pour toutes les autres fonctions, leur part dans l'emploi total est moindre. Les fonctions recherche et prestations intellectuelles notamment sont sous représentées localement. Dans le



Sud Alsace, ces fonctions métropolitaines sont encore moins représentées, hormis la fonction recherche qui est forte, notamment, des 850 emplois autour de Saint Louis.

Si l'on s'intéresse aux postes occupés dans ces fonctions métropolitaines, il apparaît que les postes décisionnels (cadres des fonctions métropolitaines) sont également très faibles. Les CFM représentent 7,2% de l'emploi total de m2A, 6,3% de l'emploi total du Sud Alsace, contre 10,6% en France.



Les seules fonctions pour lesquelles la part des cadres est significativement élevée sont le commerce inter-entreprises et la gestion pour m2A, la recherche et le commerce inter-entreprises pour le reste du Sud Alsace.

Pour résumer : concernant m2A, non seulement les fonctions métropolitaines sont moins développées qu'en France, mais les emplois dans ces fonctions sont moins souvent occupés par des cadres (30,3% contre 40,5% en France).

Ce qui appelle deux questions :

- comment combler les lacunes du territoire Sud Alsace dans certaines fonctions ?
- Comment cultiver nos ressources dans les domaines du commerce inter-entreprises, de la gestion et de la recherche ?



Entretien avec Monsieur Ameline, PDG de NSC Groupe, Guebwiller



Que vous inspirent ces données et notamment l'hyper-spécialisation de l'économie du Sud Alsace?

Etre trop spécialisé n'est pas bon, a fortiori dans une activité comme l'automobile qui va être bouleversée par l'émergence de nouvelles mobilités, le véhicule électrique... Ceci dit, on ne peut être bon partout. Pour éviter de saupoudrer, il faut choisir quelques secteurs dans lesquels concentrer les investissements.

Ce qui a été fait dans le cadre de Campus Industrie 4.0...

Effectivement, Campus Industrie 4.0 a distingué 4 Domaines d'Action Stratégiques : industrie et numérique, mobilités et matériaux.

Pour chacun de ces domaines, des priorités ont été définies. Par exemple, pour l'industrie et le numérique, les priorités sont d'innover, de former et d'attirer et retenir des compétences, ce qui est difficile ici car il y a un grand décalage entre la réalité du territoire, très agréable à vivre, et son image.

C'est dans ce cadre qu'est né et que s'est affiné le projet de Campus des Métiers et des Qualifications. L'idée en est simple. D'une part, il faut mutualiser l'information : qui dispense telle ou telle formation, dans quels domaines? D'autre part, il faut dresser un panorama global des formations pour que l'entreprise puisse s'y retrouver et pouvoir repérer les formations manquantes et enfin, il faut apporter un soutien aux entreprises notamment pour analyser leurs besoins en compétences.

Le Campus sera donc un lieu où se développera une réelle ingénierie de la formation, pour être en mesure de proposer des formations adaptées aux besoins en compétences des entreprises et innovantes, en intégrant notamment des compétences numériques peu investies pour l'instant. Ce qui permettra également de retenir, voire faire venir de nouveaux étudiants dans le territoire.

Sur le volet innovation, le groupe de travail du Campus Industrie 4.0 peut revendiquer en partie la paternité de l'idée du Technocentre (voir page 44).

Comment résumer l'apport de la démarche Campus Industrie 4.0?

L'apport de Campus Industrie 4.0 consiste à mettre un sujet porteur d'enjeux sur la table, à l'analyser collectivement et à passer à l'action. Dans le tour de table, il y a aussi bien des PME que des grandes entreprises, des acteurs publics comme des acteurs privés. Il faut arrêter de travailler chacun dans son coin.

Contrairement aux apparences, les branches discutent peu entre elles, les industriels n'ont que peu de relations avec les élus, lesquels n'ont pas toujours une très bonne connaissance des problématiques économiques de leurs territoires...

L'apport d'un réseau comme Campus Industrie est de décroïsonner, ce qui permet à tous de se rendre compte qu'ils partagent les mêmes problèmes. Et partant, de travailler de manière plus cohérente, coordonnée et efficace.

Ce type de démarches pourrait être transposé à d'autres domaines ?

Bien sûr, je pense notamment aux relations entre territoires. Des progrès ont été faits avec un rapprochement des intercommunalités dans le cadre des démarches régionales ou en réponse à la démarche Territoire d'Industrie lancée par l'Etat. Mais il reste du chemin à parcourir. Trop souvent, les acteurs se concentrent sur les spécificités de leur territoire. Alors que sur un territoire très dense, bien connecté comme le Sud Alsace, on a surtout des problèmes en commun.

Et il n'est pas possible de s'en sortir seul. La réponse doit être collective. Il ne s'agit pas de prétendre élaborer une grande stratégie valable pour tous les territoires. Il s'agit de construire ensemble des projets spécifiques, en réponse à une problématique identifiée.

Je peux en donner un exemple. Votre travail montre que la branche textile est en difficulté. Nous sommes quelques uns à réfléchir depuis un moment sur l'avenir des fibres naturelles (orties, chanvre...) qui pourraient relancer l'activité. Cela concerne des entreprises du Pays Thur-Doller (Velcorex par exemple), des entreprises de la région de Guebwiller comme la corderie Meyer-Sansboeuf, d'autres vers Saint Louis... Cela concerne également m2A où sont présentes des compétences techniques, autour de l'ISTA, de l'ENSISA et des centres de recherche. Au-delà, cela concerne tout le Sud Alsace car, si les fibres naturelles tiennent leurs promesses, il faudra bien des agriculteurs pour les produire.

On a tous les ingrédients pour un projet collectif qui ferait du Sud Alsace un pôle de recherche et développement d'excellence en matière de fibres naturelles! "



Conclusion de l'analyse

Pour résumer, **l'économie de m2A est beaucoup trop spécialisée** et qui plus est, spécialisée dans des activités où, structurellement, l'emploi diminue ou bien dans des activités très volatiles comme les activités de soutien aux entreprises et l'intérim. Heureusement, les activités dans le reste du Sud Alsace sont un peu plus diversifiées et offrent de plus larges opportunités d'emploi.

Reste que, aussi bien dans m2A que dans le Sud Alsace, sont déficitaires des activités telles que les activités scientifiques et techniques, les services informatiques, le conseil, qui font partie d'activités essentielles à l'attractivité du territoire pour des entreprises industrielles.

L'analyse en termes d'intensité en connaissances révèle un manque d'effectifs dans les services technologiques à forte intensité (dont les activités informatiques) et les services financiers. Seuls les services marchands à forte intensité sont bien représentés et pour cause, ils intègrent notamment le travail intérimaire qui est localement sur-employé. Même chose pour les «autres services à forte intensité» qui sont bien représentés localement car ils intègrent les activités médicales et sociales notamment, bien implantées sur le territoire.

L'analyse détaillée des activités industrielles montre quant à elle que, dans m2A, il n'y a quasiment pas d'activités de haute technologie. Là encore, le Sud Alsace permet de mitiger cette remarque, avec des activités dans l'aéronautique ou la pharmacie dans la zone d'emploi de Saint Louis qui est fortement connectée à celle de Mulhouse. **L'industrie de l'ensemble du Sud Alsace est donc une industrie intensive en technologie, avec son revers : la faiblesse des industries de basse intensité en technologie, susceptibles de fournir de l'emploi aux publics les moins qualifiés.**

L'analyse des activités sous l'angle de leur mode de gestion de la main d'oeuvre montre cependant que **plus de la moitié des effectifs sont occupés dans des secteurs**

peu rémunérateurs et pour des emplois de faible qualité souvent. Et ce sont les seules activités qui créent de l'emploi. Au contraire, les industries anciennes où dominent de grands établissements (fort bien représentées localement), voient leurs effectifs reculer, ce qui est dommageable dans la mesure où ils offraient souvent des emplois assez stables et relativement bien rémunérés.

Le plus préoccupant reste que **les activités qui emploient le plus de cadres et de professions intermédiaires (services qualifiés aux entreprises, santé, éducation...) sont orientées à la baisse des effectifs** dans la région mulhousienne, alors que les effectifs augmentent en France.

L'analyse structurelle-résiduelle permet de résumer la situation. Une partie de la baisse des effectifs constatée tout au long de ce bilan de 10 ans d'évolution peut s'expliquer de manière structurelle. Certains secteurs «dégraissent» au niveau local comme national. Mais **ces effets structurels n'expliquent qu'une toute petite partie des évolutions constatées. Les effets locaux sont beaucoup plus déterminants.** D'une manière générale, quand les effectifs baissent en France, ils baissent encore plus dans m2A (cas de l'automobile par exemple). Dans certains cas, les effectifs croissent en France et baissent localement ou augmentent moins vite (la grande distribution, le social par exemple).

Dans certains cas, ces effets locaux négatifs peuvent trouver une explication simple. Mais dans bien des cas, les «conditions cadres» mériteraient d'être interrogées. Et notamment les conditions mise en oeuvre pour attirer et fidéliser les activités scientifiques et techniques (ingénierie, conseil...) et les services d'information (informatique) dont les évolutions sont peu favorables.



Troisième partie :

A la reconquête

La situation de l'économie locale n'a pas laissé les responsables économiques et politiques sans réaction.

Dès 2011, l'agglomération mulhousienne a formalisé une stratégie de développement, ce qui signe l'entrée dans l'agenda de nouvelles préoccupations. Il faut reconnaître que cette stratégie était un peu trop axée sur le développement d'équipements et d'infrastructures, mais elle a accompagné le lancement de la ZAC gare. Profitant de l'arrivée du TGV Rhin-Rhône dans la ville en 2011, l'objectif était de créer un nouveau pôle de tertiaire supérieur autour de la gare.

Cette volonté entre en cohérence avec le lancement par la ville du plan «**Mulhouse grand centre**» qui vise à la requalification du centre ville et à son élargissement. La nomination d'un manager du commerce permet d'enrayer le déclin du commerce et de limiter fortement la vacance commerciale. Mulhouse est à ce titre souvent citée en exemple.

De son côté, la Société Industrielle de Mulhouse conçoit en 2014 le «**Projet Y**», qui présentait de nouveaux axes de développement, autour de la Fonderie et de DMC notamment.

Le quartier de la Fonderie, qui accueillait déjà un site de l'Université de Haute Alsace, était pressenti pour accueillir le **KmØ**, lieu totem du numérique, officiellement lancé avec la candidature du pôle métropolitain Strasbourg-Mulhouse au label **French Tech**.

Le site **DMC** indique quant à lui un changement dans la manière de conduire le changement urbain. D'un grand projet urbain pour ce site de 70 hectares, on en est venu à s'appuyer sur des volontés locales, des projets portés par des collectifs d'acteurs, dans une démarche heuristique, «marche après marche».

Un changement majeur s'est donc opéré, avec la mobilisation forte des acteurs locaux qui s'est traduite par le lancement d'une démarche de spécialisation intelligente et la création de **Campus Industrie 4.0**, en 2013.

Conçu comme un milieu favorable à l'émergence de la quatrième révolution industrielle, le Campus fédère l'UHA et l'université de Strasbourg, l'agglomération mulhousienne, la SIM, la CCI, le CETIM et bien sûr des chefs d'entreprises locaux.

Cette implication des industriels locaux va se traduire en 2016 par la tenue d'un **premier salon de l'industrie du futur** sur le site de PSA et le lancement de la plateforme d'innovation 4iTEC.4.0. Depuis, le Salon industrie du futur

est hébergé par le parc des expositions de Mulhouse et son succès est tel que le Parc va devoir être agrandi.

Un autre changement majeur consiste en un changement d'échelle. Dans la première moitié de la décennie 2010, les problèmes et solutions sont pensés au niveau local, celui de l'agglomération. La nouveauté consiste à donner corps au **Sud Alsace**, à engager le dialogue avec les collectivités proches qui participent d'un même destin.

En 2016, après que la fondation MACIF se fut emparé de la question de la santé, germe l'idée qui allait porter la candidature au **label Projet Alimentaire Territorial**. Y sont associées toutes les bonnes volontés, d'où qu'elles viennent dans le département, voire au-delà. Et, dans la foulée, ces mêmes acteurs répondent à l'appel à projets PIA TIGA (Programme d'Investissement d'Avenir «Territoire d'Innovation de Grande Ambition») ce qui est l'occasion de recenser et de fédérer de nombreux projets partout dans le Sud Alsace.

Pour la première fois dans la Région Grand Est, un **Pacte Offensive Croissance Emploi** a été co-élaboré par 6 EPCI en 2018. Ce Pacte comprend plus de 50 projets ou actions, dont certains sont spécifiques à des territoires, mais pour la plupart transversaux aux territoires du Sud Alsace.

L'élaboration de ce pacte fut donc l'occasion de reformuler la stratégie de développement (voir schéma page suivante) autour des transitions énergétique et écologique et de l'industrie du futur. Ce qui suppose bien sûr un volet «ressources humaines» et formation important qui fait l'objet d'un projet de **Campus d'excellence**. Les «conditions cadres» ne sont pas oubliées et font l'objet d'une démarche d'attractivité territoriale, elle aussi formalisée en 2018.

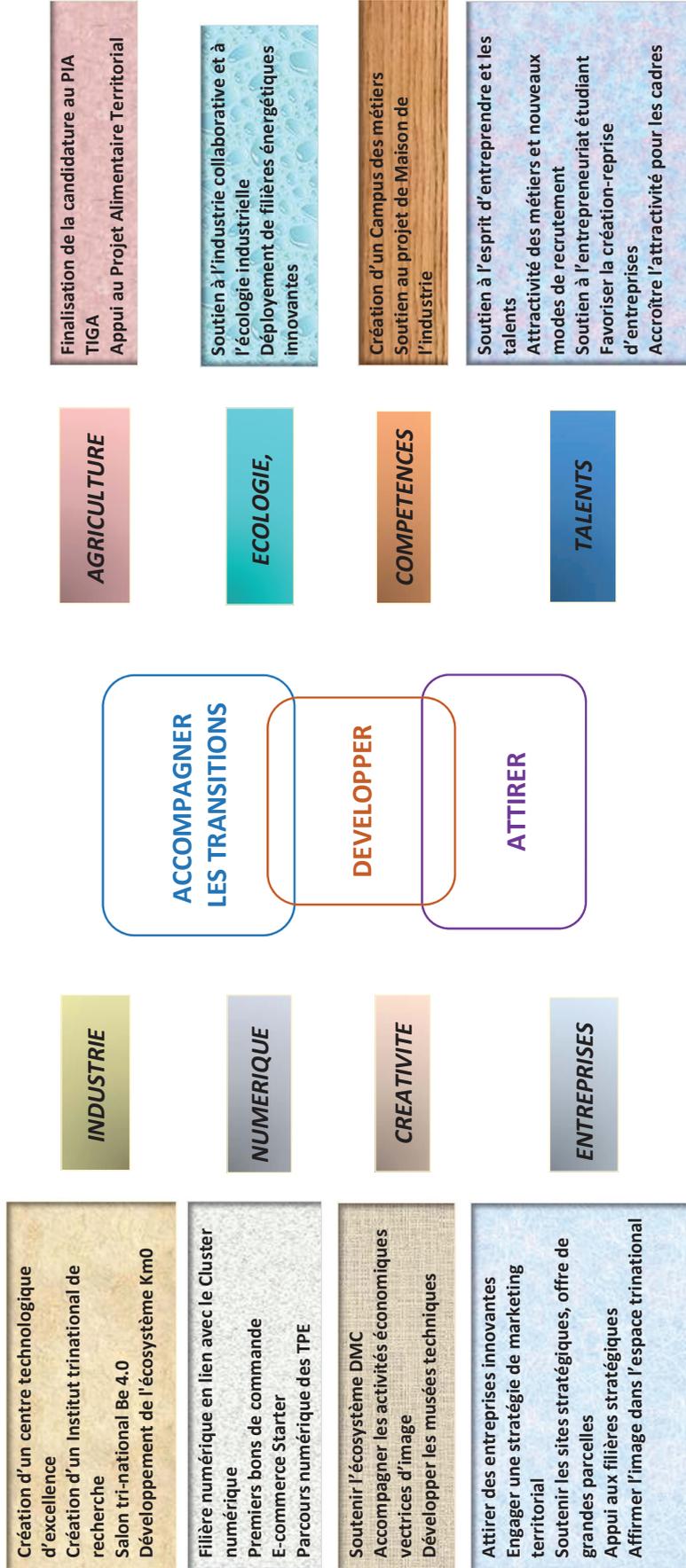
L'objet des pages qui suivent n'est pas de présenter dans le détail toutes les actions menées et tous les projets en cours. **Il s'agit, autour de trois actions phares, de montrer comment le territoire s'est mis en mouvement et mobilise ses potentiels pour opérer sa «Grande Transformation»,** aidé par la Région et par l'Etat qui, parmi les 124 territoires d'industrie ciblés Territoires d'Industrie, en a fait un site pilote en 2019.

Ces trois actions phares sont :

- le KMØ et la cité de l'industrie et du numérique,
- MOTOCO et la cité créative de DMC
- Les projets «Champ du possible, villes du futur» qui incarnent la transition écologique et énergétique.



Trois grands axes, huit cibles et une cinquantaine d'actions : un territoire en mouvement



Source : AURM. Graphique composé à partir des actions inscrites dans le Pacte Offensive Croissance Emploi signé par les intercommunalités du Sud Alsace et la Région Grand Est



L'économie numérique et ses évolutions

Les enjeux : l'avenir de l'industrie

Sous forme de téléphone mobile, de tablette, d'ordinateurs, de sites en ligne... le numérique a déjà et va continuer à bouleverser nos modes de vie, de consommation... et de production. C'est sur ce volet tout particulièrement que l'agglomération se positionne, en développant une cité du numérique dédiée à l'industrie et au numérique, pour qu'elle opère sa mutation vers l'industrie du futur. L'enjeu est de se moderniser... ou disparaître! Avant d'en venir là, tour d'horizon des activités numériques dans le Sud Alsace.

Un secteur très particulier

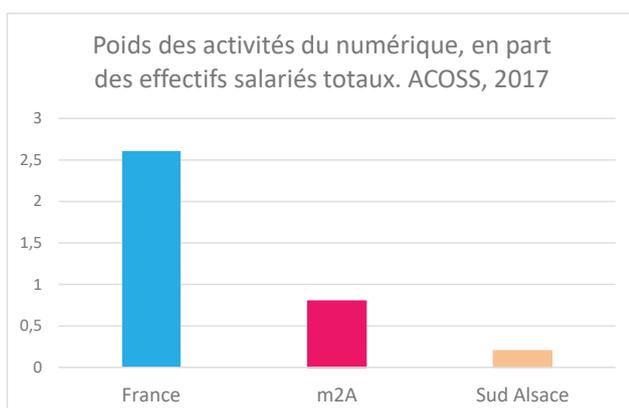
Selon les sources statistiques choisies, il est possible d'aboutir à des conclusions fort différentes. Ainsi, le fichier de tous les établissements (SIRENE) indique que le nombre d'établissements du numérique dans m2A est passé de 226 à 356 entre 2008 et 2017. Soit une croissance de 58%.

Mais le fichier des établissements employeurs (ACOSS) recensait, aux mêmes années, 90 et 98 établissements employeurs seulement, pour une croissance de 9%.

Cette divergence forte est dû à un mode de fonctionnement spécifique. **Dans le secteur numérique, il a y a énormément de free lance, d'auto-entrepreneurs et d'indépendants qui ne sont pas dans une logique salariale.** Ils développent leur activité via des plate-formes de mise en relation qui leur permettent de travailler pour une entreprise, le temps d'un projet. Et cette entreprise, qu'elle appartienne au secteur numérique ou pas, en recourant aux compétences d'un free lancer, fait également l'économie d'un salarié.

Des activités insuffisamment développées

L'examen du poids en emploi des activités numériques en France, dans le Sud Alsace et dans m2A montre en effet que ces activités pèsent nettement moins qu'en France. Et non seulement cette part est faible, mais elle stagne dans le Sud



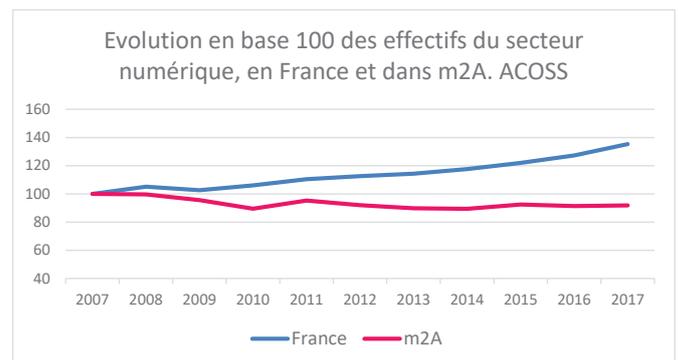
Méthodologie : quelles sont les activités numériques considérées ?

Il existe deux grandes nomenclatures pour comptabiliser les activités numériques. La première est ancienne et étend le numérique aux activités de télécommunication et de commerce d'ordinateurs qui faisaient alors partie des «nouvelles technologies d'information et de communication».

Aujourd'hui, le Syntec conseille de ne prendre en compte que les activités suivantes :

- Conseil en systèmes et logiciels
- Maintenance de systèmes et applications
- Gestion d'installations
- Edition de logiciels (jeux, systèmes et applicatifs)
- Programmation informatique
- Traitement de données et hébergement
- Portails internet

Alsace (hors m2A) et elle tend à reculer dans m2A alors que leur part augmente en France (de 2% en 2007 à 2,6% en 2017).



L'évolution des effectifs salariés montre que les effectifs de m2A sont orientés à la baisse. On est passé de 793 salariés en 2007, à 728 en 2017. Dans le même temps, les effectifs au plan national ont crû de 35%.

Le Sud Alsace n'est pas figuré sur ce graphique car les effectifs sont tellement faibles que leur évolution, exprimée en %, n'a pas beaucoup de sens. En 2017, **seuls 118 emplois étaient dénombrés dans le Sud Alsace.**

Des raisons d'espérer

Une analyse des évolutions des effectifs par groupes d'activités montre toutefois que la perte d'effectifs est relative à deux activités.

- D'une part, les activités de conseil en systèmes et logiciels qui gagnent 34% en France et qui perdent localement 20% de leurs effectifs. Elles n'emploient plus que 349 personnes dans m2A.
- D'autre part, les activités de maintenance et de gestion des équipements informatiques qui gagnent 6%



d'effectifs en France, mais qui ont perdu 60% de leurs effectifs localement. Ces activités n'emploient plus que 40 personnes dans m2A.

Ces deux types d'activités sont sans doute en train de se concentrer dans les plus grandes villes.

Par contre, et là résident les raisons d'espérer, dans le coeur des métiers numériques, les évolutions des effectifs locaux sont positives.

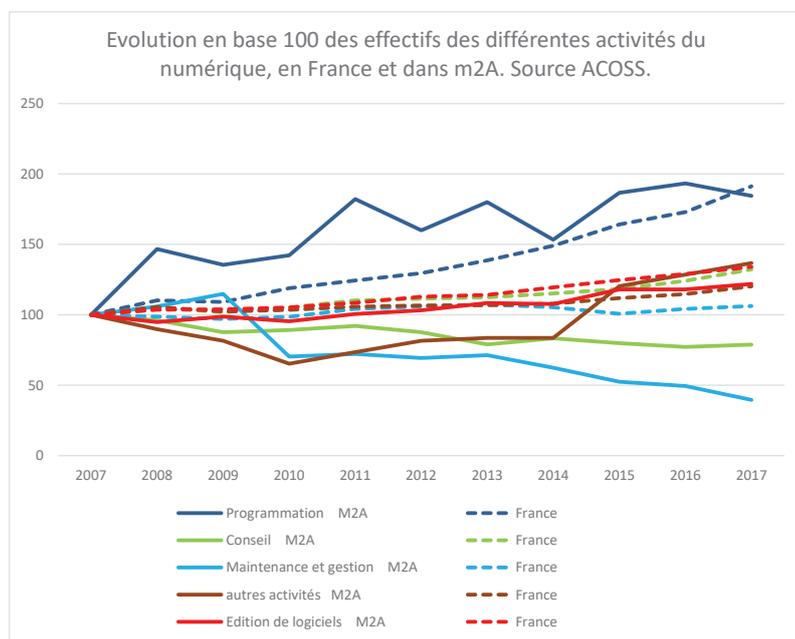
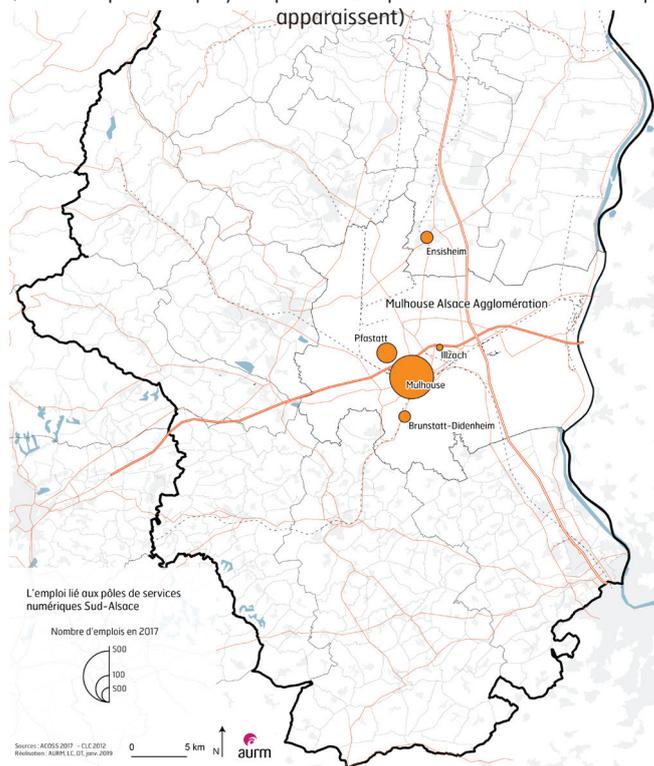
- La **programmation informatique** a vu ses effectifs augmenter de 80%. Certes, ils restent faibles (83 salariés), mais leur progression est à peu près conforme à ce qui est constaté au plan national.

- **L'édition de logiciels** (189 personnes) a progressé de 22%, ce qui est un peu plus faible qu'au plan national (+34% entre 2007 et 2017).

Enfin, les **autres activités informatiques** (traitement de données, portails internet, hébergement) ont progressé de 37%, en employant 67 personnes fin 2017. Cette progression est supérieure à ce qui est enregistré pour la France (+20%).

Il y a donc des compétences locales qu'il s'agit de mieux mobiliser, c'est l'objectif du KMØ et de la cité de l'industrie et du numérique.

Les pôles d'emplois numériques de m2A et du Sud Alsace (seuls les pôles employant plus de 20 personnes dans le numérique apparaissent)





La Fonderie et le KMØ : le pôle industrie et numérique

La Fonderie est un quartier de Mulhouse, à quelques minutes de marche du centre ville et de la gare TGV, qui a écrit quelques belles heures de l'histoire industrielle de Mulhouse puisque y était installée la fonderie de la Société Alsacienne de Construction Mécanique, devenue depuis une faculté de l'Université de Haute Alsace.



Le site abrite encore plusieurs entreprises industrielles dont Mistubishi Heavy Industries qui y fabrique des moteurs dédiés aux applications industrielles et marines.

Ce site emblématique est appelé à se transformer en cité de l'industrie et du numérique avec le développement de plusieurs projets technologiques. Le premier à avoir ouvert ses portes, après une phase test à quelques pas, est le KMØ, premier maillon de cet écosystème industrie et numérique

KMØ : un écosystème dédié à la transformation numérique de l'industrie.

C'est essentiellement grâce à ses activités industrielles que le Haut-Rhin représente 22,7% des exportations du Grand Est. Le maintien de l'industrie n'est donc pas qu'un enjeu local, c'est aussi un enjeu national. C'est pourquoi le Sud Alsace a été reconnu en 2019 par l'Etat comme «Territoire d'Industrie».

Le maintien des activités industrielles, objectif partagé par l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels locaux, passe par la modernisation des entreprises qui doivent être en mesure d'innover pour faire face à la concurrence internationale.

Accompagner la transformation digitale des entreprises industrielles et assurer le développement d'une offre numérique et technologique est le but que se sont donnés les promoteurs du KMØ.



Le KMØ tel qu'imaginé par le cabinet DeAarchitectes dont le fondateur, Guillaume Delemazure est associé au projet KMØ

Dans ce lieu d'innovation historique de Mulhouse, qui vit la naissance d'ALSTOM et d'ALCATEL, KMØ veut remettre les entreprises de Mulhouse et du Sud Alsace au coeur des dynamiques d'innovation.

Comme le dernier kilomètre est toujours le plus coûteux, KMØ se propose de rapprocher les entreprises industrielles en recherche d'innovation et les experts du numérique, pour favoriser l'évolution vers l'industrie du futur.

Le projet est aussi de favoriser l'éclosion de startups numériques en réponse aux besoins des industriels.

KMØ s'adresse encore à des entreprises n'ayant pas les ressources numériques ou organisationnelles nécessaires pour réaliser leurs projets. Elles y trouveront une base de connaissances et de compétences nouvelles.

Concrètement, KMØ cherche à faciliter la transformation digitale de l'industrie en organisant la rencontre entre des entreprises du numérique, des startups, d'autres entreprises industriels et des étudiants.

Sous l'impulsion d'un «Club des locomotives», qui repère les enjeux technologiques auxquels les entreprises sont confrontées, des experts, étudiants, startups et entreprises du numérique travaillent ensemble sur des cas concrets pour étudier les réponses technologiques innovantes à apporter aux problèmes et enjeux soulevés.



La duplication de ces solutions dans d'autres entreprises constituera un marché pour les startups qui émergeront ou qui seront associées à ces travaux.



L'occupation de KMØ (source KMØ)



Conception de modules processus ARM/Linux pour l'industrie



Développement d'applications sur mesure pour smartphones et tablettes



Accompagne les entreprises dans leur stratégie de e-marketing



Pépinière de startups, soutien des projets à fort potentiel, met en relation startups et entreprises partenaires



Agence spécialisée dans la création de sites web, visibles et ergonomiques



Fournisseur de systèmes ERP destinés aux PME



Automatisation de bâtiments et gestion de l'énergie



Bureau d'études techniques à dominante électronique, prototypage



Cabinet de recrutement et chasse de tête



Conception de systèmes, construction de machines et organisation des lignes de production

Les premiers occupants de

L'espace d'entreprises

L'espace startups (en fin d'aménagement)



Les startups disposeront de locaux individuels où développer leur projet

L'espace Share lab

Laboratoire partagé : mise à disposition des entreprises de technologies rares et exemplaires. (En cours)

L'espace réunion



Espace Kid's lab

Pour diffuser la culture technologique auprès des jeunes

L'espace formation



Le Cnam organise des formations en architecture et ingénierie des systèmes et logiciels, en informatique, modélisation, optimisation, systèmes d'information, technicien.ne développeur. euse... Et bien d'autres pour tous niveaux



e.nov Campus y a installé «La Ligne numérique», des formations pour autodidactes

L'espace convivialité



Pour que les occupants puissent se rencontrer autour de la machine à café et pour organiser des événements



KMØ : une gestion et une animation privées

Une autre originalité de KMØ est d'être **géré par une société privée**, la SAS KMØ, qui gère et fait vivre les lieux. La gestion privée différencie le KMØ de nombreux autres espaces numériques français, dont la gestion est publique.

Les lieux sont animés par **l'association e-nov campus** qui déploie son activité dans deux directions essentielles ;

- Fournir un accompagnement personnalisé à des **porteurs de projet «e-noveurs»** pour mener à bien leur création d'entreprise ou développer leur projet dans le numérique (programme de pré-incubation) ;
- Former des autodidactes dans le domaine du digital avec le programme **«La ligne numérique»**. Peu importe leur scolarité, ne sont prises en compte que leurs compétences dans le développement web et mobile, le graphisme, la 3D, la photographie, le tournage et montage vidéo...

Il s'agit d'une formation de 10 mois qui fonctionne en «mode projet». Elle est labellisée Grande Ecole du Numérique. Le projet a reçu le soutien financier de l'Europe (fonds FEDER), de la Région Grand Est, de la Caisse des Dépôts, du Crédit Agricole Alsace Vosges, de la CCI Alsace Eurométropole et de l'Agglomération mulhousienne qui reste propriétaire des locaux.

Le site Fonderie : une cité industrie et numérique

Le KMØ n'est que la première pièce d'une cité de l'industrie et du numérique qui sort rapidement de terre. A terme, La Fonderie accueillera :

La Maison de l'industrie

C'est une initiative de l'Union des Industries Métalliques et Métallurgiques qui souhaite mutualiser des outils de formation (dont le CFA de l'industrie) et les faire évoluer vers l'entreprise 4.0. Les méthodes pédagogiques évolueront elles aussi pour mieux prendre en compte les compétences acquises et requises.

La Maison de l'industrie, qui doit ouvrir ses portes en 2022, comportera **une usine école**. Au-delà de la formation, cette Maison se veut un lieu inspirant pour les PME/PMI, une vitrine de l'usine du futur, avec des lignes automatisées, des robots etc. Elle sera à même de proposer **des prestations aux entreprises** telles que de la fabrication additive et du prototypage.

Le Technocentre

Le CETIM Grand Est (*Centre Technique des Industries Mécaniques*) et HOLON, portent le projet d'un Technocentre. Il s'agit d'une **plateforme technologique mutualisée**, qui mettra à disposition des industriels un environnement composé d'équipements et de compétences leur permettant de découvrir, développer et tester les nouvelles technologies avant déploiement dans leurs usines. Présentation par messieurs Bohrer et Rougnon-Glasson, président et directeur du CETIM Grand Est.

Entretien avec Messieurs Bohrer et Rougnon-Glasson, CETIM Grand Est

Qu'est-ce que le CETIM ?

Le CETIM Grand Est est associé au CETIM national, fort de 1100 salariés, Il constitue un réseau de compétences qui peut appuyer les CETIM régionaux.

En Grand Est, le CETIM emploie 80 salariés dont 50 ingénieurs et docteurs. C'est une association dont le siège est à Mulhouse, avec des établissements à Strasbourg et Metz. Le CETIM Grand Est est spécialisé dans les matériaux métalliques et polymères et leur durabilité. La majeure partie de notre activité (70%) consiste en des prestations de services pour les industriels qui s'interrogent sur les causes d'usure prématurée, de casse de leurs pièces et machines, ou qui veulent pouvoir estimer le comportement de leurs matériaux dans différentes conditions de chaleur, de froid, d'humidité, de vibration, d'étirement... Le CETIM dispose donc d'un parc d'équipements conséquent, dont certains sont mobiles, ce qui lui permet de se rendre sur site, en France et à l'international, pour y effectuer des expertises. Ces expertises sont d'autant bienvenues localement que le tissu local de bureaux d'études techniques est relativement faible.

Le reste de l'activité (30% donc) est financé sur fonds publics (Union Européenne, Etat, Région, m2A qui finance en partie l'hébergement du CETIM au Technopole) et correspond notamment à une activité de recherche. Le CETIM a, par exemple, mis au point un procédé (breveté) de recyclage des matières plastiques qui peuvent être réutilisées sous diverses formes. Un démonstrateur pré-industriel a été construit, dernière phase avant l'industrialisation du processus.

Pour quelles entreprises travaillez-vous ?

Sur Mulhouse et le Sud Alsace, l'an passé, nous avons conclu 1 300 affaires auprès de 500 entreprises clientes. Les PME/PMI sont la raison d'être du CETIM car elles ne peuvent disposer de ce type d'expertises en interne. Localement, nous avons des clients dans l'automobile (des équipementiers de PSA par exemple) et plus largement dans toute l'industrie mécanique. Et dans le bâtiment, de plus en plus.

Que va apporter la création du Technocentre sur le site Fonderie ?

Actuellement, nous répondons ponctuellement aux demandes des industriels. Nous voulons aller plus loin et les accompagner pour faciliter l'adoption de nouvelles technologies, pour faire en sorte qu'elles adoptent au moins les meilleures technologies existantes et les technologies réellement adoptées à leurs besoins. Le transfert de technologies, c'est l'enjeu numéro un. Adopter une nouvelle technologie, un premier robot par exemple, ce n'est pas qu'une question technique. La place des opérateurs va être modifiée, de même que l'organisation des flux de produits et matières ; les compétences et donc les formations nécessaires au bon fonctionnement de ce nouvel outil doivent être intégrées en amont, de même que l'organisation du futur espace de travail.

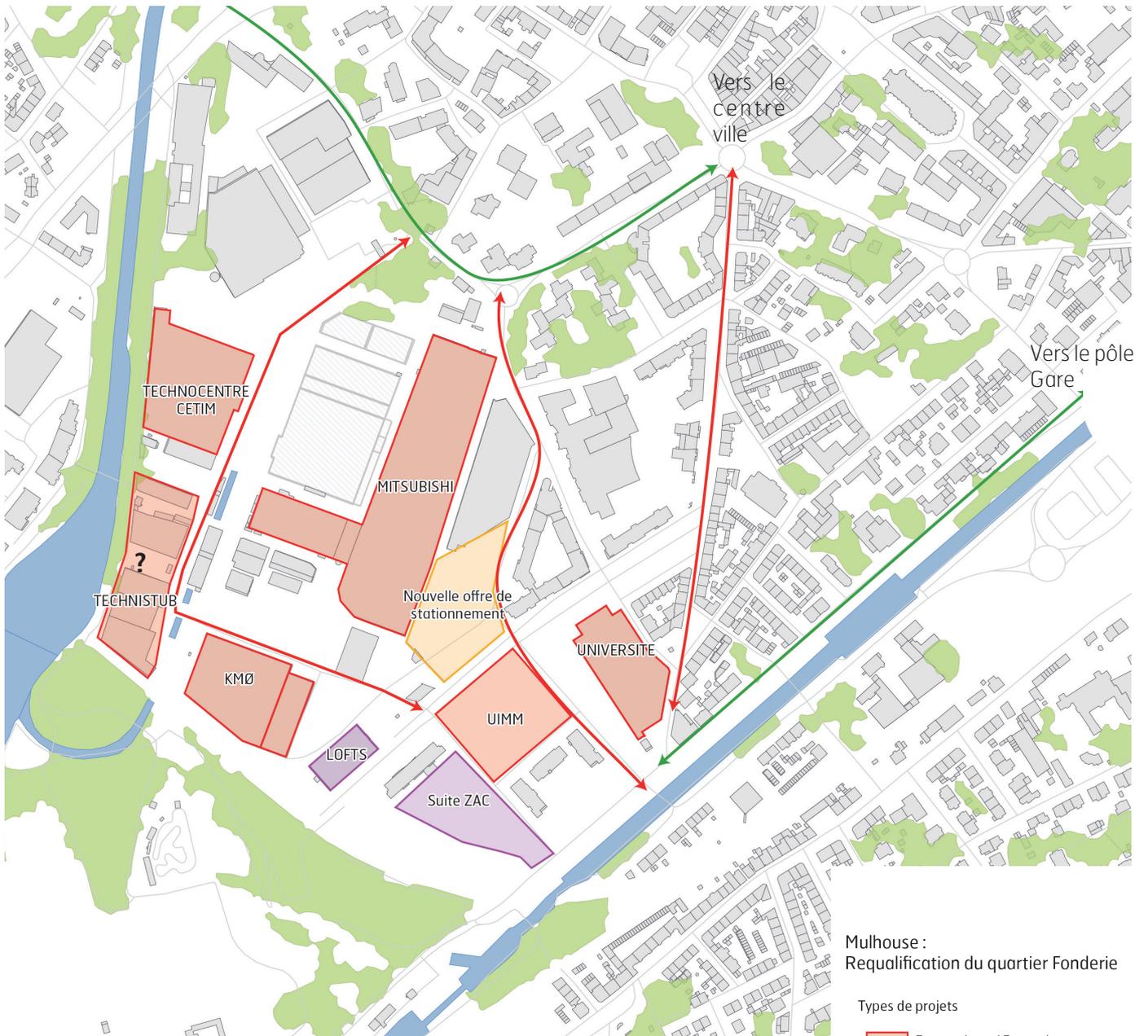
Cet accompagnement n'existe pas actuellement ?

Il existe en partie. Mais lorsqu'un patron de PME/PMI a réalisé, grâce à la Région ou la CCI, son diagnostic technologique et numérique, il se retrouve seul face à



Le site de la Fonderie à terme

(Source : m2A)



Mulhouse : Requalification du quartier Fonderie

Types de projets

- Economique / Formation
- Services
- Stationnement
- Etude en cours

Continuités

- Requalifications des espaces publics
- Axes structurants

A terme, outre l'entreprise MHI (Mitsubishi) et KMØ, le restaurant Le nomad installé en rez de chaussée des lofts, le site Fonderie de l'Université de Haute Alsace, déjà implantés, le site accueillera le Technocentre, la Maison de l'industrie et pourquoi pas, le Technistub (atelier-laboratoire mutualisant des moyens techniques nécessaires à la réalisation de projets à caractère technique, technologique ou artisanal). Des expertises sont en cours concernant les espaces situés entre le futur Technocentre et Mitsubishi.

Les voies d'accès seront totalement repensées pour permettre une bonne articulation du site avec le centre ville de Mulhouse et le site gare.



des choix complexes. Quelles sont les technologies les plus adaptées pour moi, qu'est-ce que ça va changer, comment les mettre en œuvre de façon cohérente dans le temps ?... Nous estimons que sur 100 PME volontaires il n'y en a que 10 qui vont effectivement mettre en œuvre des briques technologiques nouvelles, et une seule ira jusqu'au bout de la démarche, qui consiste à se doter des moyens de produire de l'information sur sa production et ses produits et des moyens d'exploiter cette information pour améliorer en permanence ses performances.

Il y a une grande différence entre les possibilités techniques qui nous sont offertes par la révolution numérique et la réalité physique de l'entreprise qui reste assez traditionnelle.

Dans les entreprises, on réalise encore des contrôles qualité de visu alors qu'avec des logiciels libres, une caméra à 30 euros, on peut automatiser ce contrôle ! Notre rôle, c'est d'accélérer ces mutations. C'est une de nos demandes dans le cadre de la démarche « Territoires d'industrie » : être reconnu comme accélérateur de la transition de l'industrie par le numérique.

Avec le Technocentre, nous offrirons des parcours à la carte pour les PMI, un accompagnement global depuis l'expertise technologique, jusqu'aux besoins de financement ou de formation en passant par l'intégration sur site de ces technologies.

Comment va se présenter le Technocentre ?

Une partie des locaux sera consacrée à un show room qui présentera les technologies existantes. Ce seront des « stands » dévolus aux offreurs de solutions numériques et technologiques et parmi eux des petites entreprises locales.

L'essentiel des locaux sera consacré à un démonstrateur, un Test-Lab. Les technologies seront présentées selon le temps de cycle de la production. C'est une première orientation de l'industriel. Cela ne sert à rien de lui parler de technologies qui ne sont pas adaptées à sa production ! Et on va simuler l'implantation des technologies dans la production. Ce passage par le test lab fournira la preuve que telle technologie est effectivement adaptée à la réalité de l'entreprise. Et ensuite, nous accompagnerons l'entrepreneur dans la mise en œuvre de la technologie dans son entreprise, en tenant compte de tous les aspects : sociaux, financiers, organisationnels...

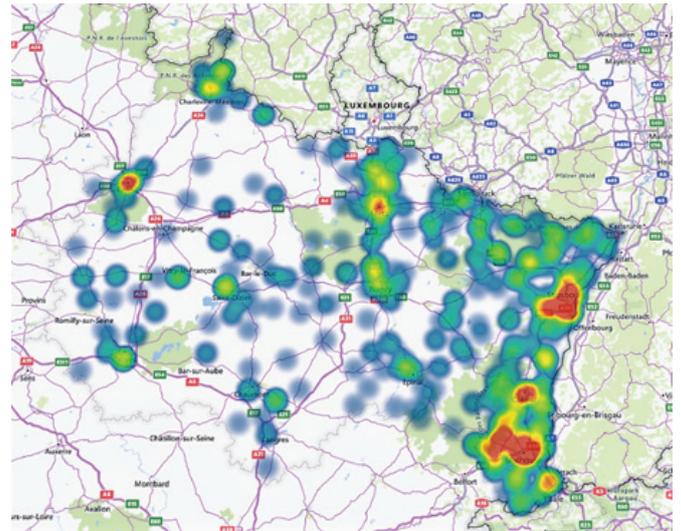
Nous continuerons de répondre aux demandes ponctuelles des industriels. Mais nous souhaitons aller bien au-delà.

Quelle sera la place du CETIM dans l'éco-système local ?

Nous développons déjà des partenariats avec Grand e-nov, l'UIMM, l'UHA et d'autres universités, l'institut Carnot MICA Carnot, l'ENSISA.... Cette année, nous avons collaboré avec des chercheurs pour répondre à des appels d'offres européens de recherche. L'Usine école de la Maison de l'industrie, les nouvelles formations développées par les acteurs membres du futur Campus des métiers et qualifications seront complémentaires de l'action du Technocentre. Le regroupement sur le site fonderie de toutes ces compétences va faciliter les mises en synergie. C'est une vitrine formidable des savoir-faire de Mulhouse et du sud Alsace en matière d'industrie et de numérique.



Les entreprises accompagnées par le CETIM Grand Est entre 2016 et 2018. (Source CETIM)



Le bilan s'établit à 763 entreprises clientes, pour 4 874 affaires conclues entre 2016 et 2018. Le CETIM intervient auprès des PME/PMI de toute la Région, mais ses activités sont concentrées sur les grands bassins industriels, du Bas et du Haut Rhin, de Metz et de Reims.

En conclusion, le développement de la Fonderie vient parachever un processus de reprise en main de la question industrielle. Depuis le début des années 2000, le tissu industriel s'étiole et, jusqu'aux années 2010, peu d'initiatives concertées, au niveau du Sud Alsace, avaient vu le jour.

La création de Campus Industrie 4.0 en 2013 a marqué un retournement de situation, avec un fort investissement d'entreprises, fédérées pour promouvoir un renouveau industriel. Il se manifeste, entre autres, par la création du Salon Industrie du Futur qui, pour son édition 2018, a réuni 230 exposants et 3 500 visiteurs, dont 85% ont l'intention de revenir en 2019 ! C'est l'occasion pour de nombreuses PME locales à fort contenu technologique de se faire connaître et de trouver de nouveaux marchés.

Les acteurs du numérique ne sont pas restés inertes. Déjà fédérés par le cluster Rhénatic, ils ont porté la labellisation French Tech, dans le domaine médical d'abord, ensuite dans celui de l'internet des objets.

Le KMØ témoigne de la volonté des entrepreneurs locaux du numérique de développer des compétences fortes dans le domaine industriel et de se rapprocher des entreprises industrielles. L'installation du Technocentre du CETIM et de la Maison de l'industrie portée par l'UIMM, la Fonderie est appelé à devenir un centre de compétences visible et crédible sur la scène nationale, voire au-delà.

Pour accompagner ces initiatives, en lien avec les branches professionnelles, un projet de Campus d'Excellence est en voie de finalisation. Il s'agira de faire évoluer l'ensemble du système de formation, de proposer de nouvelles formations en réponses aux attentes des industriels et des entreprises du numérique.



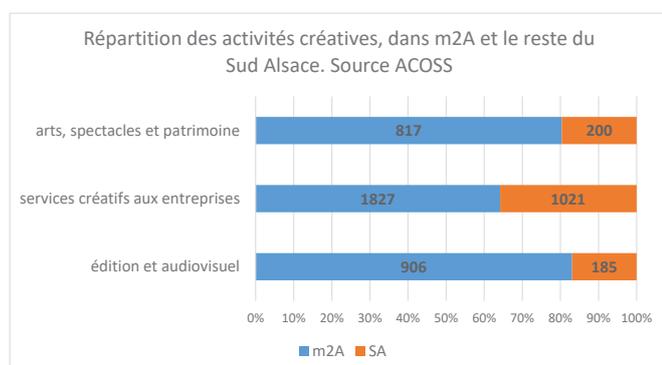
Les activités créatives

Quels enjeux pour les territoires ?

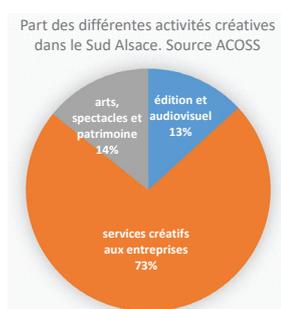
Toutes les villes cherchent depuis les années 90 à développer les activités créatives et a fortiori celles qui ont à reconverter leur économie industrielle. En quelques décennies, on est en effet passé d'une économie fordiste, d'une production de masse standardisée, à une production reposant beaucoup plus sur **l'innovation et la différenciation** des produits et des marchés. Cela demande des compétences différentes, un niveau croissant de qualification. C'est pourquoi les entreprises tendent à se rapprocher de la recherche, sont en demande de capacités d'ingénierie fortes. Le développement des activités créatives est vu comme un vecteur de développement territorial. Une économie créative forte est un **gage d'attractivité des territoires** ce qui est essentiel quand il s'agit d'attirer les ressources humaines rares que sont les créateurs et les créatifs.

Dans le Sud Alsace et m2A

Les activités créatives étant des activités de type métropolitain, il n'est pas étonnant que **l'agglomération mulhousienne concentre 72% des effectifs des activités créatives du Sud Alsace**.



Soit 3 550 emplois sur les 4 956 que compte l'ensemble du sud Alsace. Les activités artistiques et culturelles ainsi que les activités d'édition et audiovisuelles sont particulièrement concentrées dans l'agglomération, à 80% et plus. Le reste du Sud Alsace a surtout des effectifs (1 000 postes) dans les «services créatifs aux entreprises». Les activités d'édition



Qu'entend-on par activités créatives ?

Il n'y a pas de définition univoque des activités créatives. Une revue de littérature réalisée par l'AURM en 2014 avait mis en évidence que, selon les sources, le champ pris en compte pouvait fortement différer, avec des écarts de 1 à 4 selon les définitions retenues. Les uns prenant notamment en compte les effectifs d'une partie des activités industrielles, les autres non.

De plus, il est très difficile de distinguer les activités créatives des autres. Car dans ces activités, tous les emplois ne sont pas créatifs et, dans les autres activités, il existe des emplois créatifs.

Le choix a donc été fait d'exclure les activités industrielles à l'exception des activités de pré-press (mise en page de documents grâce à des outils PAO) et de la conception d'ensembles industriels. Aucune activité du BTP ou du commerce n'a de même été retenue. Dans les services, ont été retenus les activités d'édition (y compris de logiciels) et de l'audiovisuel et ceux qui renvoient à une dimension cognitive importante ; où l'on crée des solutions : architectes, mais aussi activités d'ingénierie, informatiques, la R&D, la publicité ou le desing.

Au final, on aboutit à trois grandes catégories : l'édition et l'audiovisuel, les services créatifs aux entreprises et les services créatifs culturels (arts, spectacles...).

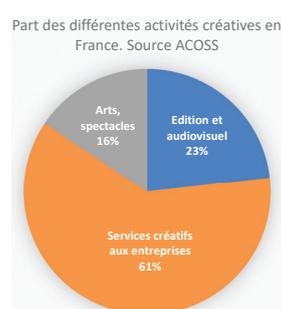
et audiovisuelles ainsi que les activités culturelles ne représentent que 400 postes (27% des effectifs créatifs).

Dans m2A, les activités d'édition et audiovisuelles représentent 900 postes, les activités culturelles, 800. Au total, ces deux catégories de services créatifs représentent 49% des effectifs créatifs.

Si une descente d'échelle est opérée, alors il apparaît que la localisation de ces activités est très différenciée puisque la ville de Mulhouse capte 62% des effectifs des activités créatives de m2A. 80% des effectifs de l'édition et de l'audiovisuel de m2A y sont localisés, 54% des effectifs des services créatifs aux entreprises, mais «seulement» 54% des effectifs des activités culturelles.

Dans m2A et en France

La comparaison des répartitions de l'emploi au sein des 3 catégories d'activités créatives montre **une sous-représentation des services créatifs aux entreprises ainsi que des activités d'édition et audiovisuelles dans m2A** et, au contraire, une sur-représentation des activités artistiques et culturelles. Au sein de cette catégorie, les activités artistiques (arts plastiques, spectacles vivants et autres créations artistiques) sont moins représentées dans m2A qu'en France et, au contraire, les «autres activités récréatives et de loisirs» ainsi que la gestion de musées, et de sites sont largement sur-représentées, ce qui s'explique sans doute par l'importance des musées de la région mulhousienne.

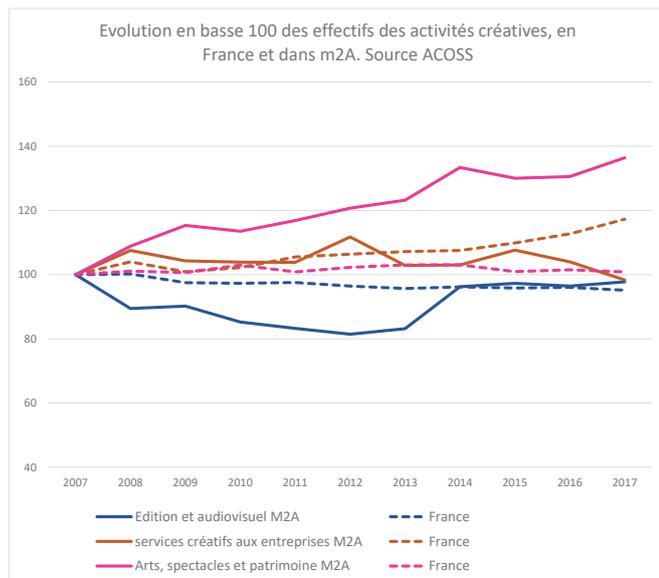




L'évolution des effectifs des activités créatives dans m2A

Globalement, les effectifs des activités créatives croissent entre 2007 et 2017. Ils passent de 3 384 à 3 550 postes, soit une croissance de 5%. C'est un peu en deçà de la croissance de ces activités en France (8%). Les différents types d'activités connaissent des tendances différentes.

- Les activités d'édition et d'audiovisuel, après avoir connu un trou d'air entre 2007 et 2011, se sont bien reprises.



Comme en France, les effectifs de ces activités sont à peu près stables sur la période 2007/2017.

- Les services créatifs aux entreprises ont été, comme en France, en croissance jusqu'en 2015. Etrangement, alors qu'un redémarrage de l'économie survient à cette date, les effectifs de ces services perdent 173 postes entre 2015 et 2017. **Sur l'ensemble de la période, les effectifs sont en léger repli (-1,5%) alors qu'ils croissent de 17% en France.**
- L'agglomération comble une partie de son retard en matière d'activités culturelles, avec une croissance forte des effectifs. Elle atteint 36% entre 2007 et 2017 alors que les effectifs de ces activités stagnent en France.

Détail de l'évolution des différentes activités créatives dans la Région Mulhousienne. Source ACOSS

Activités	2007	2017	var.
Edition, presse	648	629	-19
Audiovisuel	124	81	-43
Edition de logiciels	155	196	41
Architecture	203	173	-30
Ingénierie	883	896	13
Prog. informatique	45	83	38
Concept d'ens industriels	72	18	-54
R&D	96	102	6
Agences de pub	526	520	-6
Design	1	17	16
Photographie	32	18	-14
Orga. foires et salons	54	41	-13
Spectacles vivants	112	192	80
Gestion équipt culturels	266	252	-14
Autres activ récréatives	167	332	165
Total	3384	3550	166

Pour conclure, ces données confirment les approches précédentes : les activités de services créatifs aux entreprises sont à la peine et plutôt orientées à la baisse des effectifs malgré quelques postes gagnés dans la programmation informatique et le design.

Les gains les plus significatifs se trouvent du côté des activités culturelles et récréatives, notamment dans le spectacle vivant et les autres activités récréatives.

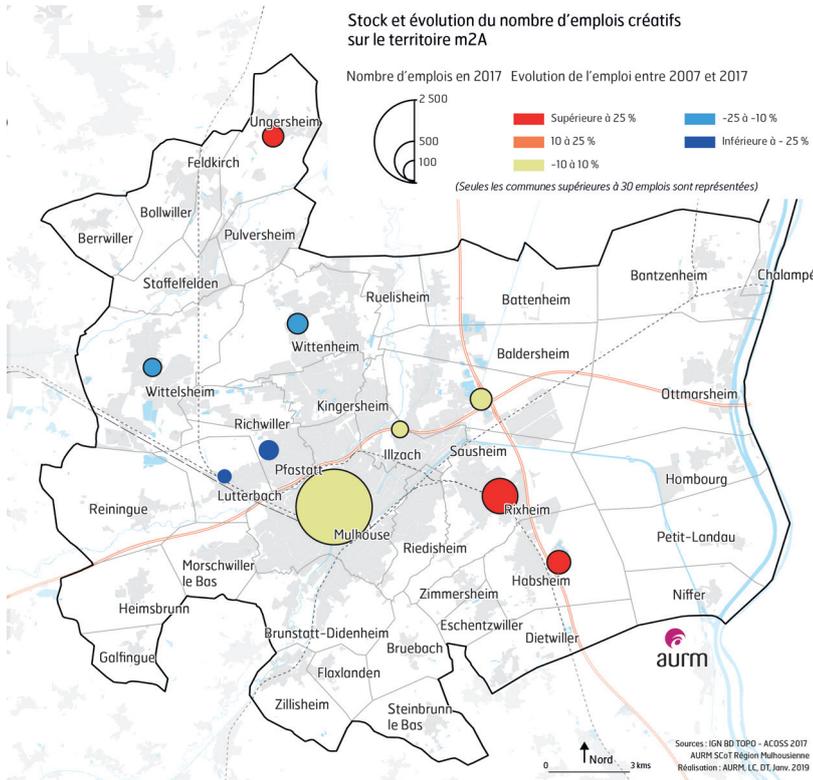
Renforcer la position de l'agglomération mulhousienne dans ces domaines est un enjeu que relèvent la ville de Mulhouse et m2A, au travers notamment du projet qui consiste à faire de la friche DMC un site consacré aux activités créatives.

L'enjeu immédiat est bien sûr d'**accroître l'offre culturelle et récréative** et donc d'accroître la qualité de vie des habitants du territoire. Mais gageons que l'enjeu à terme sera aussi d'organiser la rencontre entre les arts, la «culture» et les techniques.



Les pôles d'emplois créatifs dans m2A

Seules les communes ayant plus de 30 emplois créatifs apparaissent



Dans l'agglomération mulhousienne, les emplois créatifs sont fortement concentrés. 8 communes représentent 95% de ces 3 550 emplois. Logiquement, ces emplois se retrouvent préférentiellement (62%) dans la ville centre.

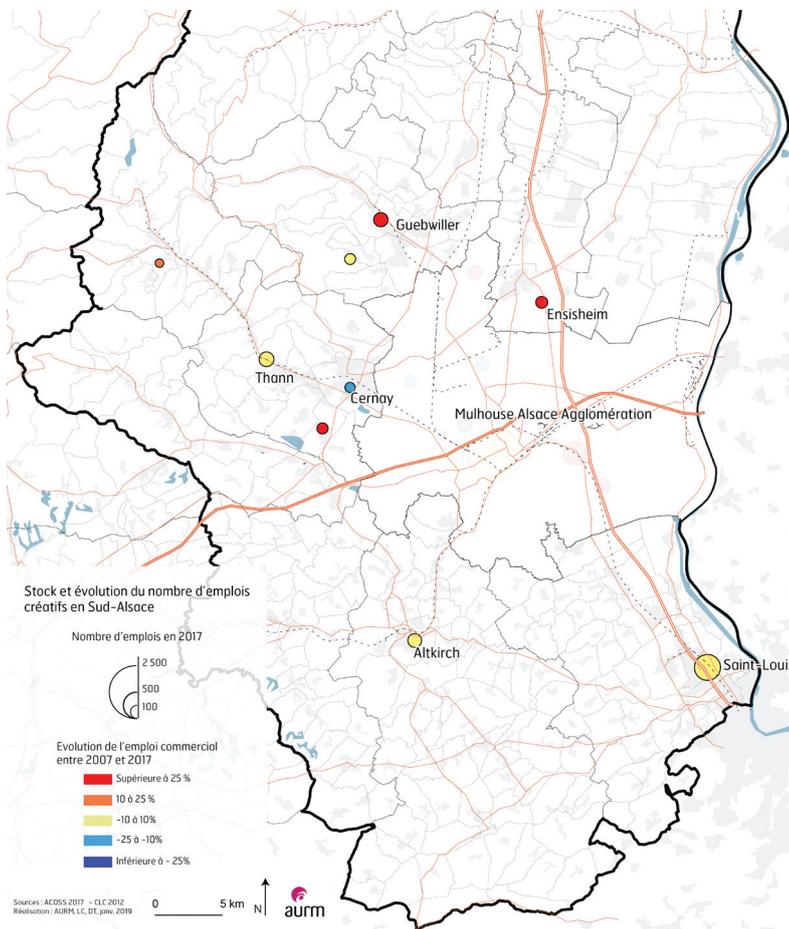
En termes d'évolution, Ungersheim gagne une cinquantaine de postes, notamment grâce au Parc d'attraction du petit prince. Rixheim en gagne presque 200 notamment grâce à la croissance des activités des agences de publicité et Habsheim gagne des emplois dans les activités de soutien au spectacle vivant, alors qu'il en a perdu dans les agences de publicité.

4 communes ont vu leur emploi régresser dans ces activités et, parmi elles, Pfafstätt a perdu presque la moitié de ces effectifs, notamment dans le domaine de l'ingénierie (100 postes perdus).

Certaines communes comptaient plus de 30 emplois créatifs en 2007, mais n'atteignent plus ce seuil en 2017 : Kingersheim, Pulversheim et Riedisheim.

Dans la ville de Mulhouse, les effectifs sont stables entre 2007 et 2017. La centaine de postes perdus dans les services créatifs aux entreprises a été compensée par une centaine d'emplois additionnels dans les activités culturelles.

Les pôles d'emplois créatifs dans le sud Alsace



Le reste du Sud Alsace compte peu en matière d'emplois créatifs, avec 1 406 postes dans ces activités. Et la majorité de ces postes (1 021) se trouvent dans les services créatifs aux entreprises. L'édition et l'audiovisuel et les activités culturelles ne comptent donc que pour 385 postes.

On note de forts taux de croissance des emplois créatifs à Guebwiller, Aspach le bas et Ensisheim, mais ils portent sur des volumes très réduits : 210 postes à elles trois.

L'essentiel des effectifs (presque la moitié) se retrouve à Saint Louis, grâce à une forte spécialisation dans les activités de recherche et développement (400 postes) grâce à l'Institut de recherche franco-allemand de Saint Louis, spécialisé dans la défense.

Globalement, à l'échelle de l'ensemble du Sud Alsace, les effectifs des activités créatives sont stables, passant de 4 908 postes à 4 956 postes.



DMC : site privilégié pour la créativité

MOTOCO : Nouvel esprit pour de nouveaux projets

Dès 2008, le site DMC a fait l'objet d'un appel à projets pour imaginer l'avenir d'un site d'exception. Non seulement il s'agit d'une emprise d'approximative de 70 hectares en pleine ville, mais il s'agit de bâtiments d'exception : des bâtiments de plus de 250 mètres de long, des hauteurs sous plafond vertigineuses, des plateaux de 3000 m²...

La mise en oeuvre du projet imaginé par l'agence Reichen et Robert demandait elle aussi des moyens exceptionnels, pour la mise aux normes du site, la dépollution de certains points noirs, l'aménagement global du site...

La donne a changé lorsqu'un designer Suisse a frappé à la porte et s'est dit intéressé par une partie des bâtiments disponibles. C'est ainsi qu'est né MOTOCO (pour MORe TOCOme), un lieu dédié à la création. Cette sollicitation arrivait au bon moment. En effet, l'agglomération bâloise lançait le projet d'un IBA (exposition internationale d'architecture) et se disait ouverte à une candidature mulhousienne reposant sur le site DMC. L'IBA a joué en quelque sorte un rôle de



Les bâtiments de DMC ont un caractère patrimonial évident. La présence de l'eau au sein du site devrait être renforcée dans les temps qui viennent.

déclencheur, puis d'accélérateur avec la double nomination de l'ensemble du site et de MOTOCO. L'aménagement du site se poursuit globalement, mais avec un changement majeur : on est passé une logique hiérarchique (Top-Down), à une démarche qui privilégie les projets portés par des acteurs locaux (Bottom Up)

Le «Bâtiment 75» de DMC s'est ainsi trouvé investi, à partir de 2012, par diverses artistes et associations jusqu'à ce qu'apparaissent des turbulences dans la gestion de l'association MOTOCO gestionnaire de ce bâtiment. Suite à la liquidation judiciaire de l'association, une mission a été chargée de mener une réflexion sur un nouveau projet fort et pérenne pour le devenir de l'emblématique bâtiment 75 du site DMC, alliant créativité artistique et rigueur

Un peu d'histoire

Dollfus-Mieg et Compagnie (DMC), est une entreprise textile créée à Mulhouse en 1746 par Jean-Henri Dollfus. Elle fut au cours du XXe siècle l'un des plus grands groupes de textile européens. Après avoir traversé une crise qui a vu fonder ses effectifs, l'ancienne société est liquidée en 2009. DMC se recentre sur le textile de luxe au début du XXIe siècle. L'entreprise est actuellement propriété du fonds d'investissement britannique Lion Capital. Elle réalise un chiffre d'affaires de 58M€.



Le site DMC est typique des grands ensembles industriels du XIXe siècle, avec ses bâtiments en brique, ses sheds (toitures en dents de scie)... et ses cheminées.

économique pour que le développement du site, après une phase «expérimentale», soit durablement consolidé. C'est ainsi qu'est née une nouvelle SAS : Motoco and co, à l'initiative de 7 entrepreneurs, qui déploie son activité selon 3 axes :

Développement d'une résidence d'artistes.

Concrètement, les 140 artistes et artisans d'art en résidence, surtout dans le domaine des arts visuels, occupent les deux tiers des 9000m² de locaux. «*Motoco est l'un des seuls endroits en France où l'on trouve plus d'une centaine d'artistes en résidence sur un même site, c'est une richesse.*» (Martine Zussy, présidente de Motoco and Co). Un catalogue des artistes mettant ce foisonnement en avant est édité et en ligne depuis 2018 et une boutique en ligne devrait voir le jour. Les produits sont distribués sous la marque By motoco.

Dans ce bâtiment 75, on trouve encore un incubateur géré par la HEAR (Haute Ecole des Arts du Rhin), des résidents étrangers de passage gérés par la Kunsthalle (centre d'art contemporain de Mulhouse), un pôle image, un atelier de sérigraphie et un pôle céramique en construction ainsi qu'un studio d'enregistrement. Le site a un fonctionnement singulier ; il vit de ses activités créatives et non d'activités annexes comme les bars «branchés» que l'on retrouve très souvent dans la reconversion de friches.

Développement de l'événementiel.

Avec ses deux salles de respectivement 500 et 200 places, il s'agit de faire de ce bâtiment un lieu dédié à des événements, capables d'attirer un large public, pour qu'il devienne une destination de choix en matière culturelle et créative.



Développement des activités culturelles

Avec, par exemple, les rencontres littéraires organisées par la librairie 47 degrés Nord et la multiplication de partenariats avec des structures culturelles, à l'image du Printemps du tango, de Météo, de la Biennale de la photo ou encore du festival Scènes de rue. Ce qui rappelle au passage qu'au-delà des musées techniques auxquels on pense très souvent en premier lieu quand on pense culture à Mulhouse, il existe une vie et une animation culturelles et artistiques assez foisonnante à Mulhouse, qui manquait peut-être de visibilité jusqu'à présent.

Comme l'annonce le site internet de MOTOCO, le bâtiment 75 devient ainsi «Un lieu, 140 artistes, 100 événements par an et un quotidien d'improbables possibles.»

Au-delà du bâtiment 75, un quartier prend forme

Le réaménagement de l'ensemble du site se poursuit. Outre MOTOCO, les services des douanes, le village d'entreprises, les entreprises Spie et DMC, le service d'architecture de la ville et des associations musicales ou encore Rhénamap (réseau des Associations pour le maintien de l'agriculture paysane), le quartier s'enrichit progressivement de nouveaux projets.

Ainsi, en 2019, la gare de Dornach, porte d'entrée dans le quartier DMC, a accueilli l'association Squ'art, pépinière des musiques urbaines. Les artistes locaux peuvent y trouver des équipements mutualisés et photographes, vidéastes et autres professionnels ou passionnés du milieu du spectacle proposent leur aide aux intermittents. Une vingtaine d'artistes sont actuellement soutenus par l'association.

La SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) Salsa devrait bientôt y ouvrir ses locaux, en vue d'une mise en relation directe entre producteurs et consommateurs. Il s'agit d'un tiers lieu orienté usagers avec des activités pédagogiques, de petite transformation, de restauration, en vue de consommer davantage «local».

Une importante entreprise informatique locale à forte croissance devrait y occuper une partie d'un bâtiment. Pour son dirigeant, DMC est une vitrine attractive pour ses employés, cadres pour la plupart. Cela signe un potentiel renouveau du site. L'autre partie du bâtiment serait transformé en lofts par une entreprise locale.

Pour tirer profit du potentiel environnemental du site, l'eau devrait retrouver toute sa place. Elle a, en effet, été canalisée et enterrée pour servir de force motrice aux industries textiles. La réouverture du Steinbaechlein sur 2,5 kilomètres permettra ainsi d'enrichir la trame verte et bleue et sera le support de nouvelles pratiques. Le site exceptionnel du Réfectoire pourra ainsi retrouver une vocation de restauration dans un cadre naturel unique.



Conclusion

Le site DMC fait partie des «biens d'exception» dont héritent parfois les collectivités locales, de manière bien involontaire. Hors normes, ils sont très difficiles à recycler et demandent des moyens eux aussi hors normes. C'est pourquoi une inflexion notable a eu lieu, d'un projet d'ensemble à une démarche de projets, portés par les acteurs locaux en grande partie. Tous les projets en gestation ne verront sans doute pas le jour. Mais, déjà, une certaine effervescence se fait sentir et notamment autour des activités culturelles et créatives.

L'enjeu pour les collectivités est au moins double.

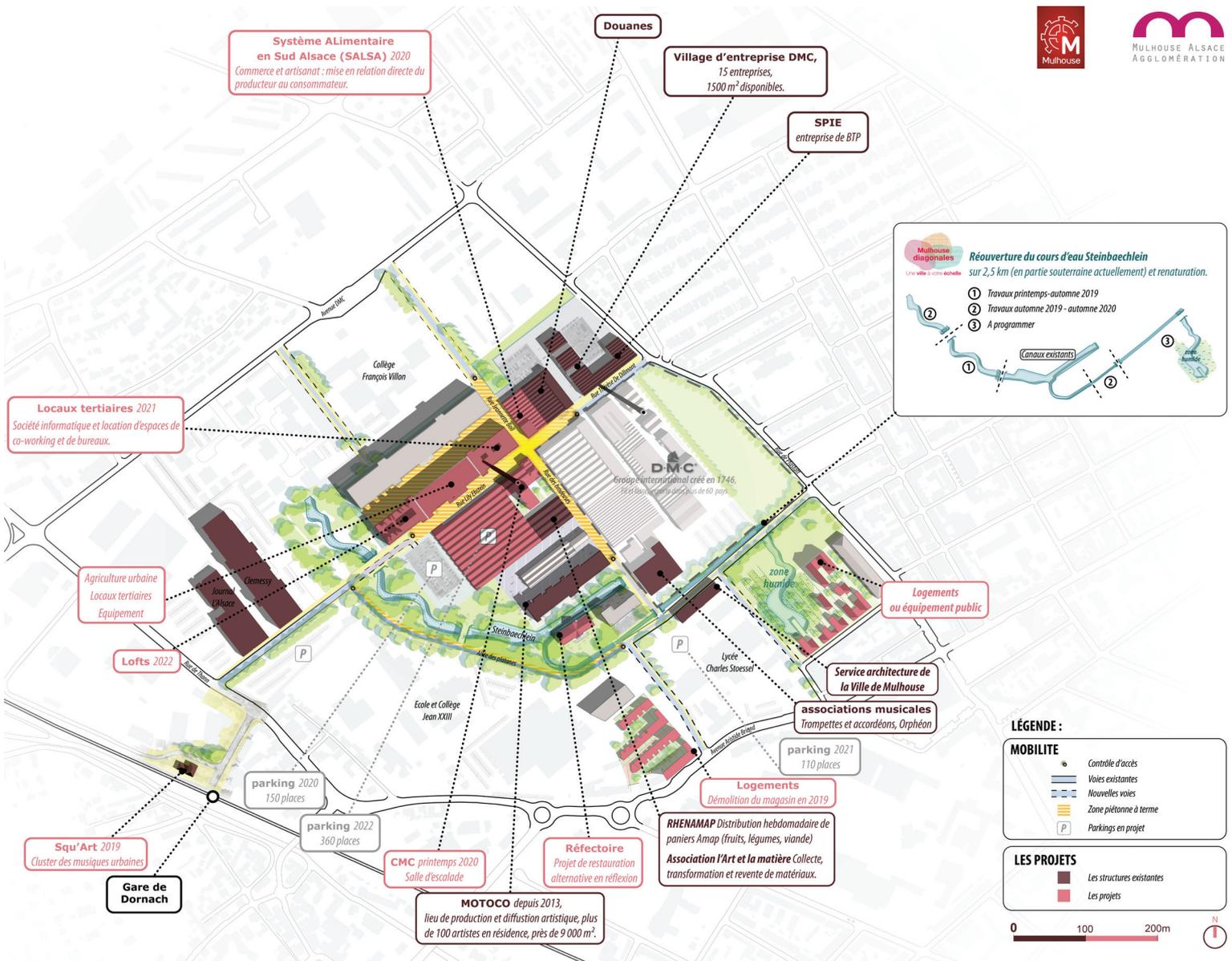
D'une part, il s'agit de redonner vie à un espace longtemps laissé en friche, en faire un «nouveau quartier», qu'il conviendra par ailleurs de mieux relier au centre-ville. Pour qu'il vive pleinement, il doit devenir «une destination», qu'il s'y passe «des choses», en permanence. C'est le pari qui est en passe d'être gagné.

D'autre part, l'enjeu réside dans le **changement d'image de la ville et de l'agglomération**. Quand on pense culture à Mulhouse, on pense spontanément aux 10 musées techniques, souvent de grand intérêt, quoique peu valorisés et à la muséographie obsolète dans certains cas. On pense moins au spectacle vivant et autres lieux culturels vivants. Ce n'est pas faute d'événements (Biennale de la photo, Festival des arts de la rue, Festival météo (musique), Musaïka, festival des musiques et cultures du monde, Festival sans nom (roman policier), Festival les Vagamondes qui est un festival d'arts et de sciences humaines...), mais plutôt d'un certain manque d'affichage et d'ambition. La multiplication de petits événements locaux ne fait pas une politique culturelle.

Or, depuis quelques temps déjà, les villes développent des politiques culturelles ambitieuses, vectrices d'image et de rayonnement. Peu importe la validité de la théorie de Florida ; elle a produit ses effets, en diffusant l'idée d'un lien fort entre la présence des classes créatives et le niveau de développement économique. La qualité de vie de certains lieux attirent les créatifs qui, par leur présence, renforcent l'attractivité du territoire. Le talent attire le talent et la créativité s'exprime de diverses manières, dans la sphère artistique et culturelle, mais aussi dans l'économie, la création d'entreprises, l'innovation. C'est ce qui se joue autour de MOTOCO et de l'orchestration de tous les événements festifs et culturels : une politique culturelle mieux assumée, plus affichée et cohérente.



DMC : un nouveau quartier dans la ville





Les transitions agricole, énergétique et écologique

Les enjeux

Globalement, le monde agricole va mal, ce qui se concrétise par de nombreuses exploitations qui ne trouvent pas repreneurs. En cause, des modèles de commercialisation qui n'assurent que de faibles marges aux producteurs. En cause également, des changements de modes de consommation. Le budget alimentaire des ménages ne cesse, année après année, de baisser. Et les consommateurs sont, de plus en plus, en demande de produits de qualité, biologiques ou non, mais plus sains.

D'un autre côté, l'heure est à la transition écologique, commandée par les risques que font peser les changements climatiques. Les modèles climatiques développés par Météo France montre que la partie Est de la France sera particulièrement impactée, avec une hausse des températures et un changement dans le régime des pluies. Il y a urgence de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et donc nos consommations énergétiques. Il s'agit également de développer de nouvelles sources d'énergie, moins impactantes.

Dans l'agriculture, cela se traduit par une réduction drastique nécessaire des intrants chimiques et par le développement de circuits courts. Ce qui est de nature à augmenter la résilience du Sud Alsace qui, pour l'heure, n'a qu'une très faible autonomie alimentaire. Pour cause, la place des grandes cultures industrielles et la faiblesse des cultures vivrières.

Dans l'industrie, la transition écologique se traduit notamment par la montée en puissance de l'écologie industrielle, la nécessité de repenser le cycle de vie des produits, depuis leur conception jusqu'à leur fin de vie. Aux objectifs classiques de 0 défaut, 0 délai, s'ajoute aujourd'hui l'objectif de 0 déchet.

Enfin, localement, le territoire doit accompagner la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, arrivée en fin de vie. Cela implique de développer de nouvelles sources d'énergie, mais aussi de nouvelles compétences pour que les entreprises locales puissent participer aux chantiers de démantèlement, à Fessenheim, mais aussi en Allemagne et en Suisse, pays qui ont fait le choix de la sortie du nucléaire.

Cette conjonction de facteurs et le fait que l'agglomération mulhousienne ait été pionnière dans l'élaboration d'un Plan Climat, ce qui signifie bien une sensibilité locale forte à la question climatique et écologique, a conduit à la mise en oeuvre d'un panel d'actions engageant les nécessaires transitions.

Sans souci d'exhaustivité, peuvent être mentionnés :

L'élaboration d'un Plan Alimentaire Territorial.

L'histoire a débuté par une opération «du Champ à l'assiette» dont les résultats furent mitigés. Le manque de producteurs locaux, leur faible degré d'organisation collective ne permettant pas la mise en place d'une logistique opérationnelle. Tirant les leçons de cette expérience, la Fondation MACIF et m2A ont mis sur pied un groupe de réflexion pour définir les objectifs et les actions à mettre en oeuvre. 5 objectifs génériques, ensuite déclinés en objectifs opérationnels, ont été retenus en 2018.

- Augmenter l'autonomie alimentaire du territoire,
- Développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental,
- Répartir équitablement la valeur ajoutée produite
- Développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité
- Permettre l'accès à tous à une alimentation saine et de qualité

La démarche a reposé sur des appels à projets réguliers, lancés en direction de tout le Sud Alsace. Les porteurs de projet devenant membres du groupe de travail. Le nombre de projets et la cohérence des actions a conduit le territoire à demander et à obtenir sa labellisation au titre des Projets Alimentaires Territoriaux. Les actions sont progressivement mises en oeuvre.

Les mesures post-Fessenheim

La fermeture du site de Fessenheim a conduit à la mise en place d'une réflexion stratégique pour les communes directement concernées, le triangle Colmar/Mulhouse/Fessenheim et au delà tout le Haut-Rhin. 5 axes stratégiques ont été adoptés :

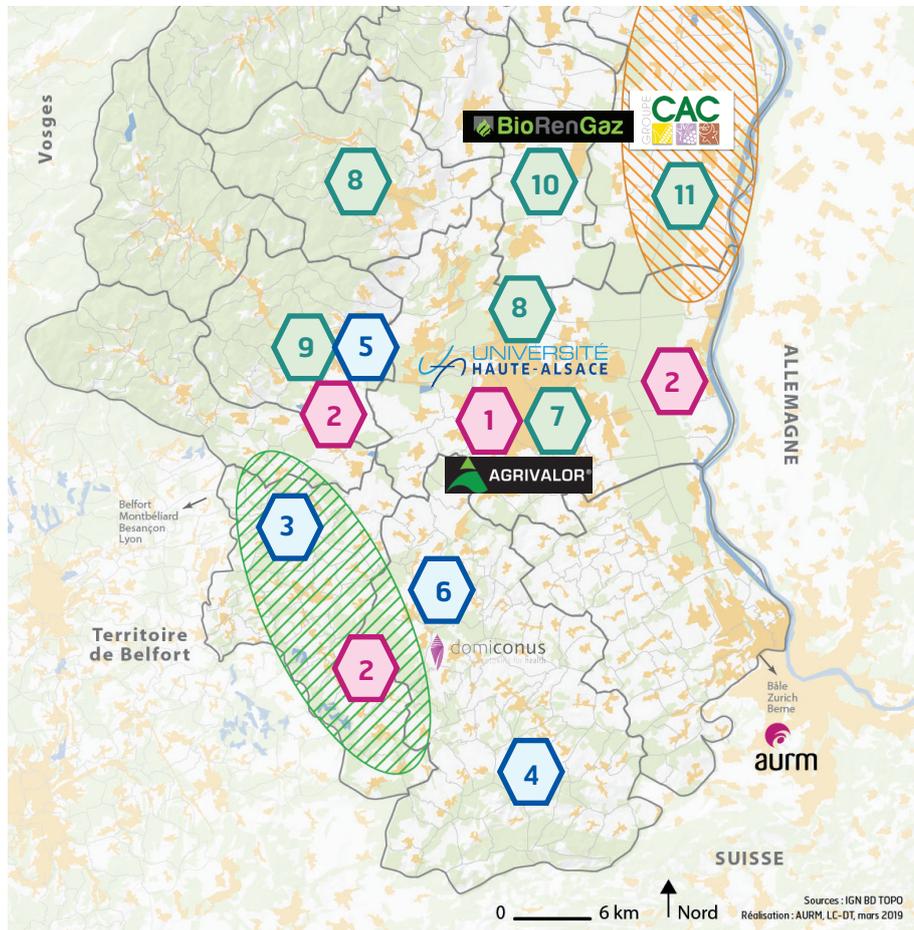
- Créer des emplois et de la valeur ajoutée dans le cadre de la reconversion économique du territoire,
- Améliorer la desserte et la mobilité pour améliorer l'accessibilité aux emplois,
- Accélérer la transition énergétique grâce à une plus grande efficacité énergétique et au développement d'énergies renouvelables,
- Faire du territoire un modèle d'innovation pour l'industrie et les énergies du futur.

Dans ce cadre, l'Etat a lancé un appel d'offres en janvier pour la réalisation de centrales photovoltaïques : 200 mégawatts (MW) de capacités au sol, 75 MW de grandes installations sur toiture et 25 MW de petites installations,

Dans le projet d'avenir du territoire, l'Etat entend faire du Haut-Rhin une vitrine de la décarbonation des territoires et des industries. Parmi les actions évoquées le soutien à la recherche et à la formation aux compétences d'avenir dans le domaine des énergies bas carbone, l'émergence de projets innovants et la mise en place de pilotes industriels.

Une revue de projets

En Sud Alsace, les projets en matière de transition agricole, énergétique et écologique ont été recensés. La carte ci-dessous en présente quelques-uns. Il s'agit maintenant de passer à une phase de maturation puis d'opérationnalisation de ces projets. Pour ce faire, le territoire peut compter sur les différents sites de l'UHA, le CNRS, Carnot MICA, l'INRA et le biopôle de Colmar, ainsi que des industriels et des agriculteurs.



Les projets à vocation socio-environnementale

1 «Site totem alimentation durable DMC», Le site comprend plusieurs projets, dont celui de SALSAS, qui veut créer une SCIC pour distribuer les paniers, un magasin biologique, une micro-crèche, un food studio pour faire de la formation... Le site bénéficiera également de l'implantation de la start up MyFood.

L'Incubateur «bien vivre, bien manger», moins mature, devrait enfin y trouver sa place. Il consiste à aller chercher des projets dans le domaine de l'alimentation et du bien être. Ils seraient appuyés financièrement par une SCIC.

2 Il s'agit de développer des services agricoles environnementaux afin de **gérer les zones tampons** entre urbain et rural, sans intrants. Ce projet concerne surtout le Sundgau et la Largue.

Il consiste, pour la partie agricole, en culture de Luzerne et élevage par la remise en pâture d'espaces fragiles. La modernisation de l'unité de transformation des viandes de Cernay et une unité de déshydratation de luzerne à Hombourg qui bénéficierait de la chaleur fatale de l'entreprise EuroGlass complètent cette action.

Les projets à destination des professionnels, pour la transition agro-écologique

3 Maison de la **permaculture** à Diefmatten : formation à la permaculture, culture expérimentale et tourisme. En lien avec l'UHA, l'INRA et le Lycée agricole de Rouffach.

4 **Aquaponie**, sur le site de l'IME de Riespach : élevage de carpes et autres poissons et légumes en économie circulaire, sans aucun intrant.

5 **Agroforesterie** à Cernay sur un site de 140Ha appartenant à l'association Adèle de Glaubitz, avec culture sous arbres.

6 Domiconus, dans les environs d'Altkirch vise à produire des **antidouleurs** à partir du poison des cônes marins, sans les effets secondaires qu'ont les opiacés.

Les projets à orientation agro-énergétique

7 Agrivalor porte un projet de pyrolyse rapide sur le site de l'Illberg qui permettrait de **valoriser la chaleur fatale** de la centrale.

8 Le projet BIORARE (Bio électrosynthèse pour le **raffinage des déchets résiduels**) est un prototype industriel pour valoriser des molécules par électro-hydrolyse pour fabriquer notamment des solvants industriels.

9 Le **phyto management des sites pollués** est piloté par l'INERIS avec 2 sites privilégiés pour l'instant : la lagune de Cristal à Thann, et la plantation d'une parcelle sur la ZAE de l'aire de la Thur.

10 Biorengaz propose un procédé de **méthanisation** plus efficace, avec des petites unités de traitement de bio-déchets. Cette action n'est pas strictement localisée.

Il en va de même de la **plateforme mobile de production d'engrais vert** développée par RITMO.

Sont également transversales au territoire la **plateforme d'évaluation et d'aide à la décision** dans le choix des filières agricoles, portée par l'INRA et la Plateforme numérique visant à développer les circuits courts par la mise en relation des producteurs et des consommateurs collectifs (restauration, cantines...)

11 La Coopérative Agricole de Colmar veut développer le **prototypage de matériel innovant** pour les grandes cultures et développer de nouveaux circuits logistiques pour le bio et diversifier les productions.

Les projets sont trop nombreux pour les citer tous. Cela va de la **méthanation** à la recherche sur les **fibres naturelles** dont il a déjà été fait état (page 35). Il faut maintenant un peu de temps, beaucoup d'énergie et quelques soutiens pour que ces projets prennent forme...





Conclusion générale

Sur les 10 dernières années, le bilan économique de l'agglomération mulhousienne n'est pas flatteur. Les pertes d'emploi sont assez massives, notamment dans l'industrie. De plus, la nature des emplois change dans le sens d'une moindre qualité. Et si les effectifs des services croissent, le territoire manque de services de haute technologie. Le Sud Alsace, dans son ensemble s'en sort à peine mieux.

Dans bien des cas, ces piètres résultats s'expliquent aisément. Une **restructuration du site PSA** qui vise l'excellence entraîne une perte massive d'emplois permanents et un recours accru à l'intérim. A contrario, des investissements importants sur le site Solvay lui permet d'aller à contre-tendance et de gagner quelques emplois. Un outil commercial sur-dimensionné de longue date explique que, contrairement au niveau national, le commerce perd ici des emplois. De même, un haut niveau de développement des activités médico-sociales explique que l'emploi croisse moins dans ce secteur qu'en France ces dix dernières années.

Mais cela n'explique pas totalement la situation, qui est aussi faite d'un **manque d'investissement dans le développement économique local**. En témoignent les faibles moyens accordés au service de développement économique (5 ETP pour une agglomération de 270 000 habitants : du jamais vu!), ou la carence en foncier d'activité de grande taille qui ne permet pas d'accueillir certaines entreprises pourtant volontaires à l'installation. **Le goulet d'étranglement que constitue le manque de foncier à vocation industrielle doit impérativement être levé.**

Certains discours privés ont pu contribuer à ce sous investissement. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre que c'est dans l'ADN du territoire que d'innover, de rebondir... Pourquoi alors agir, intervenir, pour soutenir l'économie locale? Ce recours à la métaphore biologique n'est là que pour soutenir une forme de libéralisme qui, dans les faits, n'a jamais marché. **Il appartient aux institutions de créer les conditions d'un marché sain et dynamique.** Et c'est sans doute ce qui a fait défaut au territoire pendant de longues années.

Mais **les temps ont changé**. D'une part, l'agglomération mulhousienne et le Sud Alsace bénéficient de la reprise constatée en France depuis 2015. Les créations d'emploi sont réparties à la hausse. L'industrie, certes, reste

globalement en marge de cette dynamique, mais l'emploi dans tous les autres secteurs est en croissance.

D'autre part, et ce qui semble bien plus important, **de nouvelles coalitions d'acteurs sont apparues.**

Du côté privé, de nouveaux collectifs d'acteurs sont apparus, comme en témoigne le succès de KMØ ou de MOTOCO. Dans le tour de table ne figurent plus que les grands acteurs industriels traditionnels ; des activités novatrices, des petites entreprises, des services ont réussi à s'imposer comme acteurs majeurs de l'économie locale. C'est en grande partie grâce à l'investissement de certains chefs d'entreprises et à **une nouvelle gouvernance hybride** que des projets innovants ont pu se concrétiser. La création de Campus Industrie 4.0, en 2013, peut être vue comme une date pivot, à partir de laquelle les entreprises, l'agglomération, l'Université de Haute Alsace, la Société Industrielle de Mulhouse et la CCI s'engagent dans cette nouvelle gouvernance, trouvent de nouvelles façons de travailler ensemble autour d'un projet de développement qui commence à porter ses fruits avec l'émergence de la cité de l'industrie et du numérique dans le quartier de la Fonderie.

Du côté public, deux grands changements sont intervenus.

Après les années de laisser faire ou de déni des changements liées aux restructurations industrielles, **les collectivités affichent enfin des objectifs clairs et cohérents** avec les problématiques locales et soutiennent activement des projets innovants (donc risqués!), y compris dans des champs non traditionnels comme la culture et la créativité.

Les intercommunalités ont enfin lancé un dialogue territorial, au moins au niveau du Sud Alsace. On y discute problèmes communs et projets communs, dans le respect des prérogatives propres à chacune. Les collectivités du Sud Alsace partagent un destin commun sur bien des points et ce n'est pas une concurrence territoriale effrénée qui permettra de mieux se préparer à l'avenir.

En d'autres termes, les territoires se sont mis en ordre de marche pour mieux affronter les diverses transitions auxquelles elles sont appelées à faire face, et elles sont nombreuses. Mais, là encore, ça ne se fera pas tout seul. L'effort de mise en cohérence et en synergie des différentes parties prenantes doit être poursuivi pour faciliter le passage de l'idée au projet et du projet à l'action.

Document réalisé par l'Agence d'Urbanisme de la
Région Mulhousienne

www.aurm.org

33 avenue de Colmar - 68200 MULHOUSE

Tél : 03 69 77 60 70 - Fax : 03 69 77 60 71

Rédaction : Didier Taverne, septembre 2019

didier.taverne@aurm.org

*Reproduction autorisée avec mention précise de la
source et la référence exacte.*